

La soi-disant "Nouvelle Pauvreté" et la faillite du régime capitaliste

Depuis plusieurs années, il y a une dégradation des conditions de travail, de vie et des conquêtes sociales de la classe ouvrière et de l'ensemble des masses exploitées en Belgique. Maintenant que l'hiver est particulièrement rude, les situations de pauvreté et de misère sautent aux yeux de tout le monde.

Le capitalisme, par l'intermédiaire des mass media, a inventé "la nouvelle pauvreté", qui serait une manifestation marginale et fatale d'une "crise dans laquelle tout le monde souffre et contre laquelle personne ne peut rien...". Mais toutes ces qualifications ne peuvent cacher la réalité : le capitalisme, dans sa longue crise finale, montre son incapacité à réaliser le moindre progrès de la population en Belgique et a besoin, de plus en plus, pour la survie de quelques grandes sociétés financières, de reprendre et détruire progressivement tous les acquis sociaux et jusqu'aux droits les plus élémentaires de tout être humain : le droit au travail, au logement, le droit de se chauffer, de disposer d'eau courante et d'électricité.

Ce ne sont pas des cas "marginiaux" qui se présentent aujourd'hui de gens expulsés de leur appartement, privés d'eau, de gaz et d'électricité car ils ne peuvent plus payer. Ce sont des exemples d'une situation qui va se généraliser très rapidement à des millions de personnes. On parle de 600.000 "nouveaux pauvres" en Belgique, en considérant les personnes qui doivent vivre avec moins de \$5.000 F par mois. Mais ceux qui ont déjà perdu 20 à 25% de leur pouvoir d'achat réel ceux qui ont perdu ou vont perdre leur emploi, sont des millions en Belgique ! C'est la majorité de la classe ouvrière et des autres secteurs des travailleurs qui sont ainsi atteints.

Qu'avons-nous à faire des lamentations sur "les pauvres" et des appels à la charité de la part de ceux qui ont encore un peu ! Pendant qu'on occupe l'attention de tout le monde sur cette soi-disant "nouvelle pauvreté", le gouvernement Martens a fait voter, en douce de nouvelles lois qui attaquent gravement les conditions de vie sociales, syndicales, démocratiques, en Belgique. L'acceptation de la "dérégulation sociale" n'est pas des moindres, de même que les tentatives de supprimer l'accès aux indemnités de chômage pour de nouvelles catégories de travailleurs; ou encore les économies budgétaires drastiques, dans tous les services publics et dans la sécurité sociale, qui conduisent à des licenciements supplémentaires, à un démantèlement de tous les services à la population.

Pendant qu'on a pitié des "pauvres" le capitalisme rejette constamment de nouveaux secteurs de la classe ouvrière, des employés, des petits indépendants hors du circuit du travail, et donc les pousse à une pauvreté accrue. La liquidation des usines Boch, Titech, de l'ancien Pégard, les licenciements massifs chez Bell Telephone, sont autant de mesures qui produisent et étendent la pauvreté.

Le capitalisme belge a fait faillite et ce n'est plus possible de fausser les bilans. Mais nos directions syndicales et la direction du PS sont devant le même constat d'échec de leur politique antérieure. Des entreprises comme Boch, Titech, Pégard, ont été portées à bout de bras par des autorités publiques, à majorité socialiste, qui ont apporté des milliards de capitaux et se sont associés aux capitalistes privés, belges ou étrangers, pour arriver quand même au résultat de la fermeture, des licenciements, de l'imposition d'une réduction de leurs salaires aux travailleurs restant encore dans ces entreprises "renouvelées".

En mettant en oeuvre des "sociétés mixtes", la FGFB et le PS se sont enfoncés jusqu'au cou dans les contradictions et les lois inévitables de la concurrence capitaliste, du marché capitaliste international, où le plus fort gagne et avale ou écrase les autres.

La direction du Parti Socialiste n'a en tête que de se retrouver au pouvoir, à la suite des prochaines élections ou après des marchandages avec les libéraux comme avec les sociaux-chrétiens. Elle ne s'adresse pas aux masses socialistes, aux travailleurs, aux sans emploi, aux "pauvres" nouveaux et anciens, pour organiser les luttes vers un changement social. Elle s'adresse essentiellement aux appareils des partis bourgeois, auxquelles elle offre ses services de meilleur gestionnaire de l'état capitaliste.

Mais toutes ces visées pourront être bouleversées à brève échéance car il y a un sentiment profond de révolte parmi les travailleurs. Il n'y a pas de direction pour offrir un programme véritablement socialiste et pour montrer que l'issue de cette crise et de cet appauvrissement croissant se trouve dans la lutte pour un nouveau régime économique et social, pour sortir de la logique et de la dégradation, du régime capitaliste.

La passivité des directions FGFB et CSC marque la gravité de la crise qui les traverse. Mais en même temps, la classe ouvrière, les masses populaires de Belgique ne se paralysent pas. La vaste solidarité avec les mineurs anglais en est un exemple, de même que la solidarité quotidienne qui se manifeste dans la population à l'égard des plus démunis, ou encore la volonté de contribuer à enrayer la famine en Ethiopie et dans les autres pays d'Afrique de zone sahélienne. Mais il y a aussi la persistance de la population belge à refuser de participer aux plans de guerre nucléaire de l'impérialisme américain, en ne voulant pas de l'implantation des missiles US à Florennes. Sur tous ces problèmes, nous appelons la FGFB, le PS à mener une offensive pour montrer l'issue socialiste face à la crise du système capitaliste.

21.1.1985

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique Mensuel — Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE — BP 273, Charleroi 1 — Abonnement annuel : 100 Francs — Abonnement de soutien : 600 Francs — A verser au CCP 000.0976234.26 de Pôlet.
Editeur Responsable : Pôlet Claudine — 24 rue Van Elewyck — 1050 Bruxelles.

22ème ANNEE

N°361

25 Janvier 1985 10 Francs

LES MISSILES.

BRULOT DE MARTENS ET DU C.V.P.

Qu'advient-il de la Belgique si la guerre éclate ? Florennes : base des Cruise, Casteau-Maisière : i Shape, Bruxelles : le quartier général de l'Otan. Tous ces lieux sont des objectifs militaires et il va de soi qu'ils seront détruits.

La population belge est consciente de tout cela, elle ne veut pas être prise dans l'engrenage d'une guerre.

suite page 2

SOMMAIRE

Pour que les transports en commun soient un véritable Service Public.....voir page 2

ETHIOPIE: Solidarité avec le gouvernement pour combattre la famine.....voir page 4

Activité de l'Internationale: Participation à la foire mondiale du livre à Cuba..... voir page 3

Résolution du Bureau Européen

La grève des mineurs anglais concentre la volonté des masses d'Europe de détruire le capitalisme

Les mineurs anglais, en poursuivant la grève, montrent que leur but n'est pas d'obtenir des revendications syndicales, mais bien de mener un mouvement révolutionnaire contre le système capitaliste et pour renverser le gouvernement de Thatcher. Le capitalisme espérait détruire la grève et briser le moral des mineurs, en les isolant, avec l'aide des dirigeants du Labour Party et des Trade Unions, ou en utilisant contre eux la plus grande brutalité policière - Arrestations de masses et violence. Ils ne sont pas parvenus à casser la grève. Au contraire, les mineurs ont renforcé leur décision face à l'ennemi de classe.

suite page 2



Meeting des mineurs pour poursuivre la grève

POUR QUE LES TRANSPORTS EN COMMUN SOIENT VRAIMENT UN SERVICE PUBLIC

Pendant cette période de froid exceptionnel, s'est exprimée de façon bien évidente l'incompétence et le manque de préoccupation du gouvernement quant au fonctionnement des services publics, et en particulier, des transports en commun.

A la SNCB, le "plan d'urgence", a signifié pour les travailleurs qui prennent le train tous les jours la suppression pure et simple de 70 trains, et donc des retards, des surchargements.

La désorganisation, la pagaille dans les transports en commun, et en particulier dans les chemins de fer, n'est pas dû seulement à des problèmes techniques causés par le grand froid, mais à un manque d'intérêt, et même à du mépris pour la population, de la part de ce gouvernement.

Mais la situation d'aujourd'hui ne fait que mettre en lumière des problèmes plus profonds qui existaient déjà avant. Le froid n'a été qu'un révélateur. Le démantèlement des services publics, et en particulier celui des transports en commun, ne fait que s'aggraver. Il est le résultat des plans d'économie du gouvernement qui tend à éliminer ce qui n'est "pas rentable". Pour le ministère des Communications, rentabilité = profit. Mais un service public n'a pas pour fonction de produire du profit.

C'est la raison pour laquelle, tous les services publics sont touchés par les mesures d'assainissement préconisées par le gouvernement : soins de santé, hôpitaux, enseignement, postes, TT transports en commun.

Les conséquences pour les travailleurs des services publics sont aussi catastrophiques que pour les usagers : réduction du personnel, réduction des salaires, suppression de l'indexation, augmentation de la vitesse commerciale, réduction des fréquences de passages, privatisation des travaux secondaires (nettoyage, entretien etc.).

Ces mesures provoquent une augmentation du nombre de chômeurs et détériorent les conditions de travail ; par conséquent, il y a augmentation de l'absentéisme, des maladies professionnelles, du stress, des accidents de travail.

Prenons l'exemple des chemins de fer : des ouvriers sont obligés de travailler sur la voie pour débloquer les aiguillages enneigés. Deux personnes ont déjà été tuées à cause de cela. Pourtant, il y a des moyens techniques perfectionnés. Mais dans ce cas, il n'y a pas assez d'argent pour installer un système de dégivrage automatique. La vie de deux travailleurs n'importe pas. C'est la course au profit qui est seule à compter.

Avant, les capitalistes avaient encore intérêt à créer de nouvelles entreprises et, par conséquent, à disposer de réseaux de transport en commun très étendus. La création de la jonction Nord-Midi, par exemple, ou l'extension du réseau ferroviaire, correspondaient à ces besoins.

Mais au fur et à mesure que la crise du système capitaliste s'est approfondie, que la concentration, la rationalisation se sont développées, les intérêts capitalistes se sont portés sur le capital spéculatif ou financier et moins sur le développement industriel. Et c'est le transport en commun qui en subit les conséquences. Dans une ville ouvrière comme Charleroi, il est flagrant de voir comment sont organisés les transports en commun : exclusivement en fonction des heures d'entrée et de sortie des usines ou vers le centre commercial. Pour le reste, c'est le désert total.

Pour le système capitaliste, le transport en commun est devenu une charge énorme et inutile. Mais il ne peut pas les supprimer complètement parce que cela provoquerait u-

ne trop grande rébellion, qu'il ne supporterait pas non plus. Maintenant, quel intérêt représentent les transports en commun ? Transporter 800.000 chômeurs ? pour quoi faire ?

Les transports en commun sont en général, gérés par l'état et dépendent des budgets du Ministère des communications. Mais le gouvernement Martens-Gol intervient dans les sociétés de transport, en défendant les intérêts des grosses sociétés capitalistes : par exemple, il soutient à fond la construction du métro lourd à Bruxelles, dont la Société Générale détient la majorité des intérêts, contre l'extension d'un réseau de surface.

Les organismes de défense des usagers, les écolos, les organisations syndicales font des propositions, des contre-plans, pour contrecarrer au programme d'économie et d'assainissement du gouvernement

Ces contre-plans ne sont pas mauvais. Mais ils oublient une chose : ceux qui décident sont ceux qui ont les capitaux, c'est-à-dire, les banques et ce sont eux qui commandent au gouvernement. Pour pouvoir mettre en pratique un contre-plan favorable à la population, il est indispensable de sortir du cadre du raisonnement capitaliste, il faut mettre en cause ce système.

L'expérience réalisée en Italie est intéressante à ce sujet : dans des communes où le Parti Communiste a obtenu la majorité, la population a imposé certains changements dans l'organisation des transports en commun en fonction des besoins. Cependant cette expérience n'a pas pu durer longtemps parce que l'état central a bloqué les fonds. Sans mettre en cause l'ensemble du système capitaliste, on ne peut obtenir des transports en commun qui correspondent, durablement, aux besoins de la population.

La grève des mineurs anglais

Cette grève des mineurs s'insère dans l'étape actuelle de progrès des Etats Ouvriers, impulsés par l'Union Soviétique et par le processus révolutionnaire mondial pour la liquidation de l'impérialisme et du capitalisme.

C'est ce processus qui mène au règlement final des comptes, qui a déterminé la qualité historique de la grève des mineurs. En dépit du manque de direction, de programme adéquat mondialement et nationalement les masses se sont basées fondamentalement sur la confiance qu'elles mettent dans les Etats Ouvriers et la perspective du socialisme et ont exprimé leur volonté de liquider les exploités et l'ordre social oppresseur.

La grève des mineurs, tout comme le "Mai Français", à une autre étape exprime la nécessité de détruire le capitalisme. Mais la grève des mineurs correspond à un niveau plus élevé du processus mondial, et en particulier des relations sociales. Les relations sociales ont beaucoup progressé !

Les mineurs n'ont pas seulement fait preuve d'une grande combativité et d'une grande ingéniosité dans les piquets de grève et face à la violence du capitalisme, mais ont aussi manifesté un esprit communiste très élevé, au travers du partage entre tous, de l'égalité entre hommes et femmes, de l'intégration totale de tous les enfants et des vieux dans le combat commun. Ces sentiments communistes ont un lien étroit avec les Etats Ouvriers, et en particulier avec l'URSS. Cette dernière a fourni une aide sous de multiples formes. Des familles de mineurs ont pu séjourner en URSS et sont allées visiter le tombeau de Lénine, affirmant l'objectif commun des mineurs en grève et de l'URSS : La Construction du Socialisme ! Le peuple soviétique a donné une grande aide pour soutenir la décision des mineurs de poursuivre la lutte à tout prix.

C'est là une décision profondément politique et révolutionnaire. Le monde entier y a été sensible et l'argent a afflué vers les mineurs depuis des pays aussi lointains que l'Australie. Les mineurs expriment le désir de toute la population exploitée de se dresser contre le capitalisme et en particulier, d'en finir avec le gouvernement de Thatcher. Les mineurs ont agi comme une direction, se substituant ainsi l'absence d'une direction politique du Labour Party, au manque d'un Parti répondant réellement aux besoins des masses. Certains dirigeants mineurs ont exprimé dans leurs déclarations que leur lutte est politique. Au travers de la grève des mineurs, les masses cherchent à imposer un gouvernement de gauche, tendant à réaliser des transformations sociales et à liquider les bases nucléaires. Notamment, l'intervention des femmes de mineurs aux côtés de celles de Greenham Common, exprimait le front unique de la population contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme.

suite page 4



Réunion des mineurs soviétiques en solidarité avec les mineurs anglais

Il est indispensable d'élaborer et de discuter un programme pour que les transports en commun soient véritablement au service du public : que les gens concernés en discutent dans des comités de quartiers, avec les travailleurs des transports en commun : des trams et des bus fréquents et allant partout, des trains qui s'arrêtent partout et arrivent jusque dans les petits villages ; en fonction des besoins de la population. Or, c'est exactement l'inverse qui se passe aujourd'hui.

Dans les états ouvriers, les budgets des communes sont organisés de telle façon que les transports publics sont pris entièrement en charge par celles-ci et que les gens paient un prix très minime le billet. Les transports en commun ne sont pas destinés à apporter des revenus au trésor de la ville. Ces dépenses sont prises en charge par l'état.

La notion de "profit" ne doit pas exister dans un service public. Le critère de la "rentabilité" est bien l'expression de la conception capitaliste de la vie, selon laquelle le tout doit être profitable.

Les organisations syndicales de transports en commun doivent discuter ces expériences et faire des propositions anti-capitalistes, au lieu de rester constamment sur la défensive.

Les missiles, brûlot de Martens et du C.V.P.

Martens et la CVP furent désavoués par le corps électoral pour leur politique d'installation des fusées. Ils sont obligés, pour exister, de faire semblant de ne pas vouloir les missiles. Ils espèrent que le peuple les prendra pour des pacifistes. Reagan, en retour, n'est pas content et exige que Martens respecte son diktat.

La bourgeoisie belge est hésitante, divisée ; elle a peur d'être balayée par les travailleurs ; mais elle est aussi en concurrence avec l'économie américaine (le blocage de l'acier, des tubes vers les Etats-Unis, l'interdiction de vendre des centrales nucléaires à la Libye ou une aléreuse à l'URSS, etc...). La bourgeoisie ne voit aucune perspective d'existence propre à côté de ce géant.

Martens et la CVP ont plus besoin, pour vivre, de l'appui du peuple que de Reagan. Mais pour cela, ils devraient prendre une position claire et nette contre l'installation des fusées. Il est dur d'être valet et de ne pas avoir confiance en son maître.

Le capitalisme est acculé, par sa crise économique, à la recherche d'une solution radicale, elle n'a que la guerre comme perspective. L'impérialisme américain a besoin de cette guerre, mais il a beau s'enorgueillir, il pressent sa défaite dans une guerre mondiale.

Ne soyons pas fatalistes. Nous pouvons couper les griffes du tigre en empêchant l'installation des fusées, en obligeant l'impérialisme à retirer les fusées d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie.

Il est nécessaire alors de changer de politique économique pour sortir de l'emprise américaine, notamment en développant le commerce avec les états ouvriers et avec les états à gouvernements anti-impérialistes.

Il faut aussi changer de gouvernement et le remplacer par un gouvernement qui soit, au moins, anti-impérialiste. Les forces populaires ont la capacité d'imposer cette politique et de maintenir une pression, un contrôle de leur volonté.

Non aux missiles !
Quittons l'OTAN !
Chassons l'OTAN !

La nature des changements dans la bureaucratie des Etats Ouvriers J. Posadas

La coexistence actuelle entre le système socialiste et capitaliste est imposée au capitalisme, parce que sa direction ne se décide pas à frapper le coup final de la guerre. Mais le capitalisme ne peut pas coexister avec les Etats Ouvriers. Le fait qu'il doit supporter ceux-ci, indique sa faiblesse historique, tandis que l'état ouvrier ne manifeste pas de faiblesses, mais bien un processus de formation d'une nouvelle direction, comme en Pologne, par exemple.

Par contre, le capitalisme dispose de dirigeants, de moyens, d'assurance de son système, mais il n'a aucune assurance de la victoire, c'est la raison pour laquelle, il ajourne sans cesse le moment de l'affrontement. Il ne s'y est pas préparé en tant que système. Chaque pays capitaliste a dû se préparer pour son compte, au milieu de mille contradictions internes. L'OTAN, le SEATO et tous les organismes de ce genre sont militairement puissants, mais ils n'ont pas plus d'importance qu'un chat, parce qu'ils ne peuvent qu'égratigner l'état ouvrier.

L'Etat Ouvrier répond à une nécessité de l'histoire, car il accompagne, développe et devance même en partie, l'intelligence du monde. Il donne la mesure de ce qu'est l'histoire. Le monde est déjà assez intelligent pour ne pas dépendre de l'exploitation de l'homme par l'homme, d'un pays par un autre. Comment mesurer l'intelligence du monde? C'est simple! Prenons le Surinam ou la Grenade où on ne peut sortir la nuit de crainte de tomber de la mappemonde, tellement ces pays sont petits: les gens décident qu'ils veulent le socialisme. En tretemps, le "grand et puissant" capitalisme allemand doit-pour survivre dire à Brejnev: "S'il te plaît, ne sois pas fâché". Il y a peu Willy Brandt est même allé se baigner en maillot de bain avec Brejnev, il a joué au "Rouge" dans la mer Noire.

Ce sont des expressions de la fin d'un système. Ce n'est plus seulement l'agonie du capitalisme dont parlait Trotsky en 1934-36, mais bien la fin d'un système. Si celui-ci n'est pas encore tombé, c'est par manque de préparation politique du système socialiste. Ce n'est pas un problème militaire mais politique. S'il y avait une direction politique, les Etats Ouvriers auraient déjà gagné la moitié du peuple nord-américain. De toute façon, celui-ci sent le progrès de l'histoire, de l'intelligence, de l'art et de la culture et il l'exprime en prenant comme exemple les Etats ouvriers pour développer la lutte contre l'impérialisme nord-américain. La preuve en est que le peuple américain a contribué à la défaite des yankees au Vietnam, à côté du peuple vietnamien, des soviétiques, et de tous les peuples du monde. Si le peuple américain avait appuyé l'impérialisme américain, celui-ci aurait continué la guerre. Mais il était contre la guerre. C'est la raison pour laquelle le gouvernement n'a pas organisé une seule manifestation de défiance de l'intervention militaire.

Nous intervenons dans ce processus en enseignant à nos cadres et en apprenant nous-mêmes à élever notre intervention dans l'histoire, au nom du genre humain - ce qui est déjà un niveau plus avancé que celui du communisme. Le communisme est la prochaine étape de la vie de l'humanité, à partir de laquelle celle-ci atteindra des niveaux supérieurs de relations en tant qu'humanité avec la nature et le cosmos. C'est en fonction de cette perspective que nous avons écrit le texte sur les Jeux Olympiques de Moscou. (Le triomphe de l'hu-

manité aux Jeux Olympiques de Moscou 3 Août 1980). Ce texte a été élaboré, en pensant aux relations sociales du futur, mais qui se vivent déjà aujourd'hui, en partie.

La direction de l'Union Soviétique a dû utiliser les Jeux Olympiques pour s'adresser au monde, entre autres aux masses nord-américaines. Et elle l'a bien fait. Le peuple soviétique a fait une activité des plus élevées dont une population soit capable, sans être présidée, ni organisée par la direction du Parti. Cette attitude face aux compétitions sportives, a fait comprendre que tous les participants étaient égaux, que ces compétitions n'étaient pas faites pour que les plus puissants s'imposent, mais pour unifier les efforts humains dans leur relation avec la nature. Pour la première fois dans l'histoire, on a vu les derniers arrivés se joindre aux vainqueurs pour célébrer la démonstration commune de rapports nouveaux établis avec la nature. Voilà synthétiquement ce que les Jeux Olympiques de Moscou ont signifié. Il n'y avait ni vainqueur, ni vaincu. Tous recevaient un prix. On ne peut pas agir ainsi quand on est poussé par un intérêt bureaucratique. On peut faire une telle activité, seulement lorsque l'on a la notion qu'il s'agit d'un problème du genre humain.

Les entraves, la structure et les intérêts bureaucratiques antérieurs, empêchent un plus grand développement de cette conception, mais ils ne l'étouffent pas. On voit que cette conception se développe, quand la nouvelle Constitution Soviétique affirme: "L'objectif de l'URSS est le socialisme, et elle appuie tous les mouvements de libération nationale, sociale". Elle ne propose pas la révolution contre le capitalisme, pour ne pas choquer ses alliés et amis capitalistes, mais elle parle de "libération nationale et sociale", qui est synonyme de révolution. Et elle le dit ouvertement: "Nous appuyons tout mouvement révolutionnaire; ce n'est pas nous qui les inventons, ni les créons. C'est à cause de vous, capitalistes, que ces mouvements existent!"

L'Union Soviétique meurt, si elle n'appuie pas la révolution. Les bureaucrates se décomposeraient encore plus vite et devraient céder la place à la direction révolutionnaire nécessaire à l'état ouvrier. Même avec la bureaucratie qui existe encore, l'URSS doit appuyer le mouvement révolutionnaire mondial pour vivre. Staline, à son époque, ne pouvait pas vivre avec la révolution. Aujourd'hui, l'URSS ne peut pas vivre avec la révolution. Aujourd'hui, l'URSS ne peut pas vivre si elle n'impulse pas le processus révolutionnaire mondial. Elle doit appuyer tout mouvement anticapitaliste. Cela ne veut pas dire qu'elle va les appuyer dès le début, ni prendre toutes les mesures nécessaires pour le développer. Elle peut concilier avec le capitalisme en un endroit déterminé, mais elle ne peut abandonner aucune révolution importante, ni même de moyenne importance, ni trahir les principes. Elle peut négocier un statu quo avec l'impérialisme, mais la condition pour qu'elle vive est de progresser, et pour cela, elle doit soutenir tout mouvement qui tend à s'identifier à elle, et qui est dans un processus de structuration du programme de l'état ouvrier. Ces conditions découlent de la logique de l'histoire. Ce n'est pas nous qui les interprétons à partir de quelques symptômes ou intentions. Même sans savoir ce que va faire demain le Parti Communiste, une conclusion s'impose: l'URSS ne peut pas vivre si elle n'impulse pas la révolution mondiale, c'est la condition même de son existence.

Après la deuxième guerre mondiale, l'Union Soviétique, qui avait gagné une position déterminée dans l'histoire, avait besoin d'étendre ses forces mondiales par rapport au système capitaliste. Elle a acquis de l'assurance, après la liquidation de Staline (qui a été tué parce qu'il était de trop dans l'histoire). Celui-ci était une entrave au développement de l'Union Soviétique. Elle devait impulser les révolutions dans le monde, créer de nouvelles révolutions, non pour les absorber, mais pour avoir un rapport de forces plus favorable contre le système capitaliste. Telle est la pensée de base de l'actuelle bureaucratie qui détermine le comportement de l'URSS, tandis que la vieille bureaucratie pense encore toujours, comme avant, à la façon dont elle peut avoir des privilèges. La direction actuelle veut aussi avoir des privilèges, mais elle doit impulser la révolution.

Le capitalisme n'a pas notion de ce processus. C'est la raison pour laquelle il espère encore trouver des adeptes en Pologne et il mène une politique dans ce sens (prêts, campagnes de propagande...) qui montre son exaspération, mais aussi ses espoirs de succès. De toutes façons, il n'a pas d'autre politique à suivre historiquement.

Les vieux trotskistes, ainsi que les dissidents voient dans chaque acte de la bureaucratie, une manœuvre pour subsister, pour continuer à faire des profits et pour éliminer des concurrents. Ils ne voient pas que la fonction de la bureaucratie soviétique s'élève et que cela crée les conditions de sa propre élimination. Les

conditions qui se créent bien que pas dans l'immédiat - ne permettent pas la reproduction de la bureaucratie mais au contraire, exigent un développement de la démocratie soviétique pour impulser l'affrontement système contre système. Mais les vieux trotskistes n'y comprennent rien, ils continuent à traiter la bureaucratie comme si on était encore à l'époque de Staline. Ils prennent la bureaucratie pour une entité immuable.

La bureaucratie est un résultat de conditions sociales historiques. Aujourd'hui, d'autres conditions existent, qui vont contre la bureaucratie. Mais celle-ci existe et elle va disparaître au fur et à mesure qu'elle engendre elle-même de nouvelles couches dirigeantes, qu'elle crée des conditions d'affrontement système contre système qui entrent en choc avec le fonctionnement de la bureaucratie. L'Union Soviétique doit, en tant que système, affronter le système capitaliste et par conséquent, elle doit appuyer la révolution.

Il faut comprendre les racines historiques de la bureaucratie et les causes de sa disparition pour en tirer une conclusion historique. Celle-ci ne peut pas disparaître comme une entité, comme un corps que l'on retire ou que l'on remplace. Elle forme une structure déjà enracinée dans la société, qui dirige celle-ci et qui doit se reproduire pour continuer à fonctionner, mais elle ne peut pas le faire. C'est cette incapacité

suite page 4

CUBA FOIRE MONDIALE DU LIVRE 25 titres de J. Posadas présentés par l'édition Science, Culture et Politique

La Foire Mondiale du Livre qui s'est tenue à La Havane du 14 au 23 septembre 1984 est une manifestation de l'intérêt et de la préoccupation des Etats ouvriers à synchroniser des activités de type culturel, de la même manière qu'ils le font dans les domaines scientifique et technique.

La Foire ne prévoyait pas de vente au public, mais simplement une exposition, les achats étant assurés par des organismes d'état.

Cependant, il y eut une grande affluence aux différents stands qui reflétait le désir de connaissances du peuple cubain.

Notre participation à la Foire avec un stand de l'Edition Science, Culture et Politique, s'intègre à cette préoccupation. Les idées de J. Posadas exposées dans 25 publications, ont éveillé beaucoup de curiosité dans le public. L'intérêt était particulièrement vif pour "les enseignements de la Pologne pour le progrès socialiste de l'humanité", ce qui exprimait bien la préoccupation des Cubains pour comprendre à fond les problèmes subsistant encore dans les Etats ouvriers et la façon de les résoudre.

Pendant ce séjour à La Havane, nous avons pu nous émouvoir profondément de la force indestructible de l'état ouvrier, qui se mesure au travers des relations sociales vécues à chaque instant, et dans les progrès immenses réalisés par le peuple cubain, ainsi que dans la résolution qu'il manifeste de ne pas se laisser intimider par les agressions de toutes sortes perpétrées par l'impérialisme.

Cette assurance se fonde, pour une part essentielle, sur la présence de l'Union Soviétique qui intervient et appuie le développement de Cuba. Cuba, tout comme le Nicaragua

sentent la force de l'URSS et c'est pour cela aussi que le peuple continue à avancer avec résolution et certitude de la victoire finale, en sachant bien toutefois l'imminence d'une attaque frontale de l'impérialisme.

La présence des oeuvres de J. Posadas à la Foire contribue à affirmer cette voie, à manifester la nécessité de l'unité du mouvement communiste mondial dans le but d'en finir avec ce qui reste du capitalisme.

(L'Edition Science Culture et Politique prenait part à la Foire au travers de sa représentation en Argentine et au Mexique).



Dans le cadre de la lutte contre la famine

Toute notre solidarité au gouvernement éthiopien

Les graves problèmes de famine que connaît l'Ethiopie, ainsi que plusieurs autres pays d'Afrique, sont la conséquence à retardement, de dizaines d'années d'exploitation de l'Afrique par les puissances impérialistes occidentales, la France, l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas etc.. Quelle belle hypocrisie, véhiculée par les moyens d'information, que de parler aujourd'hui de "l'aide à l'Ethiopie".

Une autre chose est la réaction logique et légitime de la population en Belgique en particulier, qui réclame l'envoi d'aide alimentaire en Ethiopie et qui y contribue elle-même, en se sentant révoltée de l'énorme gaspillage commis par le Marché Commun Européen pour le lait, les céréales, la viande etc.. alors que des millions de gens meurent de faim à quelques milliers de kilomètres d'ici; révoltés de voir que des moyens techniques et financiers immenses sont employés à produire des armements alors qu'on n'est pas capable de consacrer de l'argent à faire venir de l'eau dans les régions qui deviennent désertiques.

Le Sahel n'est pas simplement un effet des changements de conditions climatiques qui rendent désertiques des régions auparavant fertiles. Il est aussi le résultat de la domination colonialiste sur les pays comme l'Ethiopie qui a, pendant des dizaines et des dizaines d'années, tiré des profits immenses de l'exploitation la plus sauvage des matières premières, détruisant des sites naturels, des populations entières, détournant les gens de leurs moyens de subsistance traditionnels et faisant de l'Afrique, qui est un des continents les plus riches le territoire le plus misérable de la planète.

Le gouvernement révolutionnaire d'Ethiopie a dû - depuis ses dix ans d'existence assumer cette héritage catastrophique. Il a dû, entre autre, faire face à la guerre permanente des mouvements séparatistes érythréens, soutenus en dernière instance par tous les états réactionnaires d'Afrique et par l'impérialisme américain.

Pour donner honnêtement une information, on doit d'abord se demander ce que serait l'Ethiopie aujourd'hui, sans les profondes transformations sociales et économiques que le gouvernement de Mengistu a déjà mises en œuvre. La propriété féodale et impériale du temps de Haile Selassie a été abolie et des millions de paysans, aidés techniquement, et socialement par l'état et par l'armée populaire, ont organisé les terres sous forme de coopératives et ont pu améliorer considérablement leur situation économique, sociale, culturelle.

Le capitalisme mondial a ignoré et saboté de son mieux cet effort immense fourni par le peuple éthiopien. Il a refusé toute participation aux plans de développement de l'état révolutionnaire d'Ethiopie et a soutenu les mouvements séparatistes d'Erythrée, d'Ogaden, pour affaiblir et renverser le gouvernement Mengistu.

Ce sont les états ouvriers, et en particulier l'Union Soviétique, qui ont appuyé et participé aux programmes économiques pour faire avancer l'Ethiopie - et pas seulement fourni une aide militaire (d'ailleurs complètement légitime et nécessaire!).

Quand les pays capitalistes ont commencé à mettre en œuvre une certaine aide alimentaire, ils y ont mis des conditions telles que l'Ethiopie ne pouvait pas accepter cette ingérence directe dans la vie du pays: conditions comme celle de pouvoir arriver aux zones en guerre en Erythrée, de pouvoir passer par-dessus le gouvernement pour organiser les transports et la distribution aux populations.

Et maintenant qu'ils font des "opérations Ethiopie", celles-ci ressemblent fort, dans leur motivation, aux campagnes "pour la Pologne" qui visent à affaiblir le camp socialiste, et dans ce cas, l'état révolutionnaire éthiopien.

D'autre part, c'est la propre Commission de Contrôle de la C.E.E. qui a récemment révélé que 60% de l'aide alimentaire du Marché Commun, se volatilisent avant même d'arriver en Afrique! Au lieu de tant parler des soi-disant bouteilles de whisky qui encombraient les ports d'Ethiopie et empêchaient de débarquer des vivres occidentaux, les journalistes de la RTBF ou de la presse écrite, si soucieux d'objectivité, devraient enquêter de ce côté-ci, sur la corruption des régimes!

Même si l'aide et la solidarité matérielle immédiate avec l'Ethiopie est importante, car la famine sévit gravement, nous devons aussi, et surtout, faire une campagne politique pour l'Ethiopie, de la part de toutes les organisations ouvrières et de gauche, de même que pour tous les autres états révolutionnaires africains, tels que le Burkina, le Bénin, l'Angola, le Mozambique etc., qui sont en train de transformer les rapports économiques et sociaux de leur pays, d'éliminer la propriété privée, et de créer les conditions de base pour lutter contre la faim et pouvoir vaincre réellement ce fléau hérité du régime capitaliste.

La nature des changements dans la bureaucratie des Etats Ouvriers..... à se reproduire qui va créer les conditions de sa disparition. La nécessité objective du socialisme est la base essentielle de ces conditions.

Et dans le cours même de ce processus, une partie du corps de la bureaucratie acquiert la notion du socialisme et l'accepte, elle ne le rejette plus, elle n'essaie plus de tirer des profits particuliers, elle l'accepte.

"Voilà la conclusion scientifique à tirer. C'est comme si l'on croyait que l'être humain est ce qu'il est parce qu'il est né ainsi. Il est le résultat de relations sociales. La bureaucratie est un produit de conditions sociales et historiques. Même si ces conditions n'existent plus, le corps encore structuré, continue à marcher pendant un certain temps, mais il tend à disparaître..."

J. POSADAS Le 15 Mars 1981

La grève des mineurs anglais....

Le gouvernement Thatcher se repose entièrement sur le soutien des directions réactionnaires des Trade Unions et sur l'incapacité et l'ambiguïté de la direction du Labour Party. Malgré sa campagne enragée contre les mineurs, le gouvernement est faible. Il aurait besoin d'une solution fasciste; il est certain qu'il a utilisé des éléments lumpen contre la grève, mais cela ne veut pas dire qu'il peut structurer un pouvoir fasciste. Il n'a aucune solution à offrir et il est socialement faible.

En pleine grève, une série de rébellions se sont produites chez les Conservateurs au Parlement; d'autre part les attaques de dirigeants tels que Pym et Heath contre Thatcher témoignent clairement de la décomposition du front unique de la bourgeoisie.

De même, la main de la CIA qui se trouvait derrière ceux qui ont placé les bombes à Brighton (local du Congrès Conservateur) fait partie d'une guerre civile que se livrent les différents secteurs dirigeants de l'impérialisme américain et britannique. C'est aussi une expression du manque de centralisation et de faiblesse sociale énorme de l'impérialisme. De vastes secteurs du capitalisme se voient exclus du pouvoir dans les pays capitalistes puissants, parce que les secteurs décisifs s'orientent vers la guerre et ne sont pas intéressés au développement global de l'économie. De là, vient la profondeur de la crise.

La visite de Gorbatchev en Angleterre a eu pour but, en premier lieu, de peser sur les contradictions qui surgissent entre l'impérialisme US et son subordonné britannique en particulier à propos du nouveau programme militaire américain d'installation d'armes satellisées dans l'espace qui alarme le gouvernement Thatcher. Après toute la campagne anti-soviétique de Thatcher, et en pleine grève révolutionnaire, la direction de l'impérialisme britannique est obligée de faire des politesses au représentant de l'Union Soviétique. Représentant qui n'hésite pas à critiquer le régime britannique qui ne respecte pas les droits humains en Irlande du Nord et qui développe un tel niveau de chômage. Tandis que les Syndicats Soviétiques aident les mineurs et dénoncent la politique de Thatcher, l'impérialisme britannique doit admettre et respecter l'autorité des Etats Ouvriers. Cela montre aussi la possibilité d'une intervention beaucoup plus profonde de l'Union Soviétique.

L'impérialisme place tous ces espoirs dans l'idée que la grève va se désintégrer. Il ne peut pas faire des concessions sur le contrôle des mines. Pour lui, il s'agit uniquement de fermer des puits qui sont non rentables - selon son point de vue. S'il fait une concession sur le contrôle des mines, il en recevrait un coup social et politique qui conduirait à sa chute. L'impérialisme espère, contre tout espoir - que les Soviétiques ne vont pas accroître leur intervention.

La direction des mineurs a agi dans une perspective de classe pour mettre en échec la classe ennemie. Elle apporte une profonde contribution au nouveau type de direction nécessaire pour liquider le système capitaliste et pour construire le socialisme. Il est nécessaire de proposer un programme anti-capitaliste pour répondre à cette situation.

Il faut débattre, dans les comités de mineurs avec tous les secteurs populaires qui soutiennent la grève, appeler à des assemblées populaires dans les régions minières, ouvrières, dans les usines, les universités et les bureaux, maintenir le mot d'ordre d'appel à la grève générale, faire un front unique avec les Partis Communiste et Travailiste pour le renversement du gouvernement Thatcher et l'instauration d'un gouvernement de gauche sur la base du programme de transformations sociales, pour une économie servant les intérêts des masses, pour le contrôle ouvrier, pour le démantèlement de toutes les bases nucléaires, la sortie de l'OTAN et la destitution de la monarchie.

Nous faisons aussi appel au soutien et à l'intervention politique de l'Union Soviétique. L'appui donné à la grève a été excellent du point de vue de l'aide sociale et financière; mais nous appelons en même temps le Parti Communiste de l'URSS à prendre des résolutions publiques d'appui à la grève des mineurs, affirmant son caractère profondément communiste, proposant une grève générale dans les pays capitalistes d'Europe pour soutenir la grève des mineurs. Nous appelons à faire des assemblées de masses et des discussions publiques en Union Soviétique et dans les autres Etats Ouvriers pour discuter et soutenir les actions des mineurs britanniques.

Le gouvernement Thatcher est faible. L'impérialisme américain cherche à terroriser tout le monde et voilà qu'il envoie une flotte militaire dans l'Est Atlantique, comme une partie des préparatifs de guerre.

Une explication politique et des appels de la part de l'Union Soviétique auraient un immense effet, aideraient à accélérer la chute du régime de Thatcher.

Les partis ouvriers et les Syndicats en Europe n'ont pas, en ligne générale, reflété le désir d'intervention des masses. Certains secteurs ont réagi, comme par exemple la CGT en France, mais la plupart des appareils ont essayé d'escamoter la véritable nature de la grève. Il est un fait que les appareils sont tenaces dans leur passivité et leur éloignement des masses, mais d'autre part, ils sont de plus en plus faibles, parce que le processus du monde avance sans cesse et les déborde.

S'il est vrai qu'il n'y a pas de directions préparées à entreprendre toute l'activité qui serait nécessaire, il faut aussi voir que la direction se construit en cours de route, et que l'intervention du Parti Communiste d'URSS peut jouer un rôle fondamental pour donner une perspective aux masses et les impulser à lutter contre leurs directions conservatrices et à en construire de nouvelles.

- Pour la grève générale dans les pays d'Europe capitalistes!
- Pour des assemblées et discussions de masses dans toute l'Europe sur la base du front unique des Partis Ouvriers et des Syndicats!
- Pour la liquidation du gouvernement Thatcher et l'instauration d'un gouvernement de gauche basé sur un programme de transformations sociales.

Premier Mai en Belgique

**POUR UN FRONT UNIQUE
QUI PERMETTE A LA GAUCHE
DES S'EXPRIMER
AVEC TOUTES SES FORCES**

La grande dispersion des forces de la gauche, qui apparaîtra une fois de plus le Premier Mai par des cortèges séparés communistes et socialistes, ou par l'absence de participation du mouvement écologiste ou chrétien de gauche, de SEP, ou des mouvements pacifistes, donne à la bourgeoisie et à ses partis politiques une apparence de force et de légitimité.

Le bilan du gouvernement Martens-Gol est lourdement négatif pour la classe ouvrière, pour les classes moyennes et enfin, la majorité de la population : le chômage continue à augmenter. Le gouvernement prétend que le nombre d'allocataires émergeant au chômage diminue de 4%. En réalité il a exclu plus de 40.000 chômeurs du droit aux allocations et il ne parle pas du million de demandeurs d'emploi. Il y a aussi une détérioration du pouvoir d'achat. Combien de ménages n'arrivent plus à boucler leur mois, et cela est dû à une réduction de 25% du pouvoir d'achat. Cela n'empêche pas Monsieur Eyskens de prétendre que les salaires réels ont doublé... Cette situation destablit de plus en plus de travailleurs de toutes les couches de la société et les plongent dans la mendicité des CPAS ou de la rue. Le gouvernement et la grande bourgeoisie démantèlent et détruisent progressivement l'infrastructure économique du pays. Ils détruisent les services par la privatisation ou la suppression pure et simple. La Belgique est soumise aux plans de guerre de l'OTAN, instrument de l'impérialisme américain : voilà un tableau sommaire du pays.

Ce gouvernement ne représente pas la majorité. Il continue à gouverner, et pourrait même passer le cap des prochaines élections, parce qu'il ne rencontre aucune opposition unie, résolue à proposer un programme minimum commun contre la politique néfaste du capitalisme, et contre ses plans de préparation de la guerre.

Le degré de «démocratie», on peut le mesurer au fait que, par exemple, le parlement n'a jamais voté directement pour ou contre l'installation des missiles nucléaires à Florennes, mais que Martens, Tindemans, Gol, etc... ont fait voter la confiance au gouvernement, pour imposer de fait, la décision gouvernementale d'installation qui avait déjà été prise en secret depuis 1979. Et cela, malgré l'opposition aux missiles de la grande majorité de la population. Les missiles sont installés par la force. Les militants pacifistes exprimant leur opposition à cet état de fait, sont interdits de manifester, de coller des affiches, et sont emprisonnés à Louvain, à Florennes.

Les coups de force de la bourgeoisie et de la droite politique se font en permanence sans même passer par le parlement : que ce soit pour démanteler les chemins de fer et les transports en commun, l'enseignement public, ou pour opérer des fermetures et des concentrations d'usines, des licenciements en masse de travailleurs, comme aux ACEC, à Cockerill, et beaucoup d'autres entreprises.

Dans ces conditions, il ne faut pas attendre que le parlement revalorise un jour ou l'autre une soi-disante fonction de représentation démocratique. Les prochaines élections - même si elles ont de l'importance pour mesurer le rapport des forces en présence - ne sont pas une échéance à laquelle on doit subordonner toutes les autres activités des tendances de gauche, ni celles du mouvement syndical.

La création de SEP est une décision importante, par le regroupement de la gauche chrétienne qui était précédemment dans le PSC. Mais le Parti Socialiste, le mouvement Écolo, le voient comme un concurrent plus qu'autre chose. Mais il ne faut pas considérer les problèmes d'un point de vue électoral. Quand on ne fait rien pour mettre sur pied un front des différentes tendances de gauche dans les luttes sociales et politiques, et en fonction d'un programme qui se propose de changer la société, il est logique aussi que chacun des partis se prépare séparément aux élections. La formation de SEP exprime pourtant une radicalisation et un mûrissement politique anti-capitaliste, et la perte d'autorité du PSC-CVP sur les masses catholiques. C'est cela qu'il importe de voir surtout, et non le concurrent électoral. Tous ces travailleurs ne sont pas gagnés au programme socialiste, ni communiste, mais ils ne veulent plus du capitalisme, et ils s'ouvrent à la recherche d'une perspective non capitaliste. C'est dans un travail de front unique avec eux, sur tous les problèmes qui touchent les travailleurs de Belgique, que l'on va pouvoir aller plus loin. (Suite page 2)

En supplément de ce numéro de LUTTE OUVRIERE :

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1985

du Secrétariat International de la IVe Internationale Posadiste

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel - envoyer toute correspondance : Lutte Ouvrière
24, rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles - Abonnement annuel : 100 F.
Abonnement de soutien : 600 F - à verser au CCP 000-0976234-26 de
Pôlet - Éditeur responsable : Pôlet Claudine - 24, rue Van Elewijck -
1050 Bruxelles.

23e année

numéro 362

25 Avril 1985

10 Francs

**Quittons l'OTAN !
L'OTAN dehors !**

**Non à l'implantation
des missiles à Florennes !**

**Pour un gouvernement qui se
soumet à la volonté populaire !**

APRES LE 17 MARS

L'installation de 16 missiles Cruise décidée par le gouvernement Martens n'a pas découragé la mobilisation du mouvement contre la guerre. Près de 200.000 personnes à la manifestation du 17 Mars dernier sont venues exprimer leur résolution de ne pas admettre ce fait accompli. Maintenant, il s'agit de lutter pour démanteler la base de Florennes et les missiles qui s'y trouvent. Dans la manifestation, on a pu remarquer aussi que plus personne ne mettait sur «le même pied les deux super-puissances», et que la tendance générale était de mettre en évidence le nouveau pas franchi par les États-Unis dans l'escalade vers la guerre, au travers du programme dit de «la guerre des étoiles». Les propositions de gel des installations de missiles en Europe de l'Est faites par Gorbatchev peuvent être qualifiées de «propagandistes», elles n'en sont pas moins un appel très concret de l'Union Soviétique à un blocage de l'armement nucléaire, auquel les gouvernements capitalistes d'Europe et des USA ont fait la sourde oreille.

Mais cet appel doit être entendu par le mouvement socialiste, communiste, chrétien de gauche ! Il faut y répondre par des engagements de la gauche en Belgique à s'unifier et à lutter pour imposer un gouvernement qui répondra positivement à de telles propositions des Soviétiques. Il faut donner une perspective politique au mouvement pour la paix en Belgique, en unifiant toutes les luttes des travailleurs wallons et flamands contre le pouvoir capitaliste, et en montrant que la classe ouvrière peut, à la fois, lutter pour défendre des conditions de vie dignes pour la majorité de la population, et pour que la Belgique rompe son alliance militaire et sa dépendance de l'impérialisme américain.

La grande participation de jeunes flamands à la manifestation du 17 Mars montre les possibilités de cette unification. Elle brise déjà le stéréotype : «la

Flandre à droite, la Wallonie à gauche». Elle exprime l'opposition de larges secteurs de la petite-bourgeoisie flamande à la politique de Martens, Tindemans et du CVP, tant sur l'implantation des missiles que sur les problèmes de la régression sociale. Il faut unir la force politique et sociale plus grande de la classe ouvrière dans la région wallonne et la radicalisation massive de la petite-bourgeoisie plus sensible dans la région flamande, dans un large front de la gauche, au plan national, avec un programme qui montre que la lutte contre les missiles, contre l'OTAN, et celle contre la régression sociale, contre le démantèlement économique de la Belgique au profit de quelques grosses sociétés financières, forme un tout.

Au cours de la manifestation du 17 Mars, notre Parti a distribué un tract, repris ci-dessous, qui développe ce point de vue.

La manifestation du 17 Mars 1985, s'ajoute à toutes les autres, celle de Florennes, celle des 200.000 et des 400.000 à Bruxelles pour clamer et crier l'opinion de l'immense majorité de la population de ce pays : NON AUX MISSILES NUCLÉAIRES DE FLORENNES !

Et pourtant, le gouvernement Martens-Gol préfère obéir aux américains et laisser s'installer 16 missiles Cruise immédiatement, missiles qui sont sans doute déjà installés. Et qu'en est-il des 32 autres puisque les plans de l'OTAN prévoient

(Suite page 2)

SOMMAIRE

Télégramme du POR(T) pour la mort de Tchernenko p. 2

La crise du dollar aujourd'hui p. 3

L'expérience historique de la grève des mineurs britanniques p. 2

L'Afghanistan : de l'État révolutionnaire vers le socialisme p. 4

Quittons l'OTAN ! L'OTAN dehors !

Non à l'implantation des missiles à Florennes !

Suite de la page 1

d'installer 48 missiles Cruise ! En réalité, le gouvernement belge avait déjà pris et signé la décision d'installer ces 48 missiles depuis 1979.

En déployant leurs missiles en Europe les Américains montrent tout le mépris qu'ils portent aux négociations de Genève alors que les Soviétiques ont fait jusqu'à présent plusieurs propositions concrètes de congélation de toutes les armes nucléaires existantes. Le gouvernement américain n'a donc aucune intention d'arriver à un accord de paix, et les gouvernements européens qui acceptent l'installation des missiles contribuent à l'accélération des préparatifs de guerre. Alors, les Soviétiques n'avaient-ils pas raison en quittant Genève, puisque l'impérialisme ne respecte rien !

Les manœuvres, les soi-disants reports de décision d'installation, servent à jeter la confusion dans l'esprit de l'électorat social-chrétien. Le PSC-CVP essaie de gagner du temps pour faire croire à son électorat que l'implantation des missiles ne correspond ni à leur désir, ni à leur volonté. Ils sont capables de dire à leur base sociale : nous sommes favorables à l'installation des missiles, c'est le rempart contre le communisme, le collectivisme, et le seul moyen de défendre les valeurs de la « société occidentale libre ». Ils ne peuvent pas utiliser ce langage, ce qui exprime leur immense faiblesse, car leur électorat constate toutes les dégradations de la vie économique, politique, sociale dues à la politique de ce gouvernement de coalition PSC-PRL-CVP-PVV. Il voit le chômage, la misère, et la détérioration des conditions de vie et de travail, la pollution atmosphérique et alimentaire, l'appauvrissement constant du niveau culturel et social de l'ensemble de la population.

Malgré toutes les mobilisations de centaines de milliers de gens, le gouvernement décide quand même l'installation des missiles. Certains pourraient se poser la question : mais pourquoi continuer à faire des manifestations si le gouvernement ne respecte pas l'opinion des gens ? Il est vrai que les manifestations n'empêchent pas et n'empêcheront pas l'installation des missiles, mais elles permettent de mesurer la force du mouvement anti-guerre en Belgique et ses effets sur les partis au pouvoir. Mais il ne suffit pas de faire pression sur les hommes politiques, et on en voit bien le résultat aujourd'hui. Il est fondamental que le mouvement pacifiste réfléchisse : que faire pour arrêter la poursuite de l'implantation et refuser les missiles qui s'y trouvent déjà ?

Karel Van Miert a posé ces problèmes de façon très concrète : ce gouvernement a décidé l'implantation des missiles, mais un autre gouvernement peut annuler cette décision. C'est de cela qu'il faut discuter maintenant : quel gouvernement porter au pouvoir, qui respecterait la volonté de la majorité de la population ! Cette lutte est complètement liée à la lutte pour la transformation sociale du pays. C'est le même gouvernement, défenseur des intérêts capitalistes qui provoque le chômage, le démantèlement de l'économie, la destruction de tout le tissu industriel en Wallonie, en Flandres, à Bruxelles, et qui conduit le pays à la guerre.

Dans cette lutte, il faut unir toutes les forces sociales en Belgique capables de renverser le gouvernement Martens-Gol.

Les manifestations anti-missiles regroupent en grande majorité des jeunes, des étudiants, des enseignants, des membres d'organisations politiques et syndicales. Mais les directions syndicales affirment et s'engagent dans la lutte contre les missiles en ne donnant aucun empressement à mobiliser les travailleurs. La plupart des travailleurs participe à la manifestation de leur propre initiative. Leurs organisations syndicales ne font aucune campagne de mobilisations dans les entreprises pour que leur participation soit aussi massive que possible, au lieu d'être individuelle, comme cela se passe aujourd'hui. Or, ce sont les travailleurs qui sont les mieux placés pour ébranler ce gouvernement, en organisant des arrêts de travail dans tout le pays contre l'implantation des missiles, et contre toute la politique de régression sociale.

Le mouvement pacifiste doit s'adresser aux travailleurs dans les entreprises, en organisant une campagne de distribution de tracts, de meetings, pour préparer les prochaines manifestations. Il faut profiter des élections pour mettre en échec ce gouvernement, et prendre exemple dans ce sens sur l'Allemagne Fédérale, où dans le comté de Sarre les socialistes ont gagné dernièrement les élections, parce qu'ils posaient dans leur programme le retrait des missiles et la rupture de la RFA avec l'OTAN. En Grèce également, l'attitude du gouvernement Papandréou est très ferme et très claire : Non à l'OTAN sur le territoire de la Grèce ! Il faut faire en sorte de créer en Belgique un rapport de forces politiques et sociales pour arrêter l'implantation des missiles et démanteler ceux qui y sont déjà.

L'installation des missiles Cruise et Pershing en Europe capitaliste fait partie du programme de mise en marche de la

« guerre des étoiles » : une fois que l'impérialisme américain aurait installé un réseau dans l'espace, empêchant toute action des missiles soviétiques vers le territoire américain, il aurait utilisé les missiles Cruise et Pershing pour attaquer l'Union Soviétique à partir de l'Europe. Il se donne ainsi une couverture pour les États-Unis, et renforce le fait que l'Europe sera le théâtre d'une guerre nucléaire ! L'impérialisme américain cherche à tout prix à ce que tous les pays de l'OTAN participent à ce programme, que ce soit en acceptant les missiles, ou au travers du chantage que représente la hausse du dollar. C'est une manière de faire payer aux autres pays capitalistes, et par conséquent à notre population, les frais des nouveaux préparatifs de guerre américains.

Ne soyons pas fatalistes. Nous ne devons pas attendre que sorte un accord des discussions de Genève, et nous devons imposer dès maintenant à l'impérialisme le retrait de ses fusées d'Allemagne, d'Italie, de Grande-Bretagne et de Belgique. Il

est nécessaire alors de changer de politique économique pour sortir de l'emprise américaine, notamment en développant le commerce avec les États ouvriers et avec les États à gouvernement anti-impérialiste du monde.

Il faut pour cela changer de gouvernement en Belgique et le remplacer par un gouvernement qui soit au moins anti-impérialiste. Les forces populaires ont la capacité d'imposer cette politique et de maintenir une pression, un contrôle de leur volonté. Nous appelons tous les partis politiques de gauche, les syndicats, le mouvement pacifiste, à développer cette discussion dans tout le pays, afin de mobiliser la classe ouvrière et l'ensemble de la population sur ces objectifs.

Bureau Politique du P.O.R.T.
IVe Internationale Posadiste.

17 Mars 1985

L'EXPERIENCE HISTORIQUE DE LA GREVE DES MINEURS

La grève des mineurs britanniques reste dans toute la classe ouvrière d'Europe et du monde, la vive expression de la vigueur et de l'acuité de la lutte de classes et révolutionnaire contre le capitalisme. La bourgeoisie anglaise a mis en oeuvre des moyens de répression policière, judiciaire, financière comme pour une guerre civile ! C'est son propre pouvoir qui est mis en question, même si la grève n'a pas pu continuer (pour les raisons expliquées dans la lettre des camarades de la Section Anglaise ci-dessous). L'importance de ce mouvement, c'est aussi l'écho et la solidarité mondiale qu'il a rencontré : celle des travailleurs d'Europe capitaliste, malgré les freins mis par les directions syndicales pour une généralisation de la grève, et surtout celle des syndicats des États ouvriers, et essentiellement de l'Union Soviétique, qui ont pris des positions anti-capitalistes très claires, allant jusqu'à discuter le boycott économique de l'Angleterre.

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE LA SECTION ANGLAISE :

« La grève des mineurs britanniques a formellement pris fin aujourd'hui 5 Mars 1985, au bout d'une année. Il ne s'agit pas d'une défaite pour les mineurs ou d'un abandon de leur part, mais d'une décision inévitable pour chercher d'autres formes de lutte. Ils disent qu'ils vont continuer une action de « guérilla » en s'opposant à la fermeture des mines. Les mineurs ont toujours eu conscience qu'ils représentaient une avant-garde, et qu'une victoire dans l'isolement n'était pas possible. Ils espéraient stimuler toute la lutte anti-capitaliste dans le pays, et après un an, ils ont été obligés de retourner au travail parce que les directions du Parti Travailleiste ou des syndicats (Trade Unions) n'étaient pas cette lutte à la lutte contre le gouvernement.

Il y avait un refus d'étendre la lutte de la part des directions des syndicats. La direction du Parti Travailleiste était en réalité opposée aux mineurs. Kinnoch a maintenant été dénoncé par le dirigeant des mineurs de Welsh pour s'être opposé aux mineurs. Il n'y avait pas de direction politique préparée. La gauche travailleiste, en tant que partie du mouvement général anti-capitaliste, a donné un appui matériel énorme aux mineurs et à leurs familles, mais elle n'a pas donné une direction politique capable d'étendre la lutte à la lutte générale anti-capitaliste. Il aurait été possible pour la gauche travailleiste d'appeler à un mouvement national pour la semaine de 35 heures sans perte de salaire, afin d'améliorer la situation du chômage. Mais elle en a été incapable. La direction des mineurs était extrêmement militante, mais il s'agissait d'une direction syndicale avant tout. La direction des mineurs, y inclus Scargill, n'a pas expliqué ce que voulaient les mineurs, c'était une forme de gestion par les ouvriers et de double pouvoir dans l'industrie minière. Les mineurs voulaient contrôler le nombre de travailleurs employés et le caractère de l'industrie.

(Suite page 3)

PREMIER MAI EN BELGIQUE

La prochaine visite du Pape en Belgique est une tentative de contenir ce processus de radicalisation. Le Pape a fait un discours purement politique le jour de Pâques, tout en utilisant aussi les interdits moraux pour intimider les masses catholiques. Son discours adressé à la population belge a le même sens : gare aux dangers des mouvements pacifistes, gare aux tentations de s'écarter du bercail social-chrétien, gare aux chrétiens qui ne voient plus dans les pays socialistes l'ennemi mortel, le totalitarisme ou la dictature...

Mais si le mouvement chrétien de gauche rencontre un Parti Socialiste prêt à tous les compromis pour revenir au gouvernement, ne se prononçant jamais clairement contre les missiles nucléaires, ni sur une politique anti-capitaliste, il ne peut lui-même voir la possibilité ou la nécessité d'un front de la gauche. C'est à cela que nous croyons qu'il faut oeuvrer avec plus de persistance dans chacune des organisations de gauche.

15 Avril 1985.

MESSAGE DU P.O.R. (T) AU P.C.U.S. POUR LA MORT DU CAMARADE TCHERNENKO

Nous nous associons au deuil des peuples du monde, des peuples et du Parti Communiste d'Union Soviétique.

La vie du camarade Tchernenko représente la fonction de progrès en URSS et dans le monde, la lutte pour en finir avec le capitalisme, source de toute guerre, la volonté d'instaurer le socialisme sur toute la terre. Nous avons pleinement confiance dans le peuple et dans le Parti Communiste soviétiques qui, comme par le passé, poursuivra sa tâche.

Le 11 Mars 1985.

Bureau Politique du P.O.R. (T)
Section Belge de la IVe Internationale Posadiste.

LA NOUVELLE CRISE DU DOLLAR, LA BANQUEROUTE DU CAPITALISME ET LA NECESSITE DU FRONT UNIQUE J. Posadas ANTI IMPERIALISTE

L'article de J. Posadas que nous publions ici, est d'une complète actualité, bien qu'il se rapporte à la crise du dollar en 1973, date de l'approche de la défaite historique de l'impérialisme américain au Vietnam. Aujourd'hui, la crise s'exprime par la hausse du dollar, mais la structure est toujours la même. Le «roi vert» est l'instrument le plus parfait de l'impérialisme américain pour pomper les richesses du monde. Que le dollar monte ou descende, les multinationales américaines sont gagnantes sur le reste du capitalisme. Les variations du dollar n'empêchent pas l'industrie de guerre de progresser, au point d'être aujourd'hui l'axe principal de l'économie des États-Unis. Chaque variation du dollar entraîne des faillites et des concentrations. La chute du dollar a permis aux États-Unis de réduire la dette extérieure, et a obligé de fait les possesseurs de dollars à acheter des produits finis américains au détriment des économies locales. Elle a eu pour résultat la destruction d'une partie de la concurrence capitaliste au profit de la bourgeoisie américaine. Cette même bourgeoisie contrôle une grande partie du marché du pétrole, des minerais. Elle a poussé à la hausse du pétrole et en a été le principal bénéficiaire.

L'économie capitaliste européenne, en particulier, s'est retrouvée étranglée, et pour desserrer la corde, elle a emprunté des dollars à 27 francs, mais à haut taux d'intérêt. Aujourd'hui, le dollar est monté jusqu'à 74 francs, et pour le moment, il est à 63 francs. Tous les États capitalistes d'Europe, et de Belgique en particulier, se retrouvent avec une dette qui a augmenté de 2,5 fois par le simple fait de la hausse du dollar ! En Belgique, plus de 50% de l'économie sont contrôlés au profit de la bourgeoisie américaine, et du grand capital originaire de Belgique mais qui trouve ses intérêts aux États-Unis. C'est l'État belge (avec toutes les conséquences pour tous les citoyens de ce pays) qui s'appauvrit de plus en plus. Plus le temps passe et plus cette emprise américaine pèse lourd. La grande bourgeoisie belge préfère investir aux États-Unis, ou en s'associant aux multinationales américaines, car le rendement de ses capitaux à court terme y est très supérieur. Mais tout cela entraîne une destruction des outils de production en Belgique, et accélère encore la fuite des capitaux. C'est la spirale logique et inéluctable du système capitaliste. Il est vrai que la cherté du dollar rend les marchandises européennes plus concurrentielles. Mais les États-Unis pratiquent un protectionnisme forcené de leur territoire, et des menaces incessantes sur les pays du tiers-monde pour contrecarrer la concurrence du capitalisme européen. Tout est à sens unique.

Les conséquences de cette situation sont ce que le camarade Posadas prévoit dans cet article : un accroissement énorme du chômage en Belgique, la détérioration des conditions de vie et de travail de la majorité de la population, les tentatives de «gouvernement fort» pour obliger les masses à payer les frais de cette crise. Et tous les appels et les propositions programmatiques pour faire face à cette crise qui mène à la guerre, restent aussi pleinement en vigueur.

L'actuelle crise de la monnaie est la crise du système capitaliste, qui prépare la guerre atomique parce qu'il n'a pas d'issue dans une guerre commerciale. Toute guerre commerciale est l'annonce d'une guerre utilisant les moyens militaires. Dans la mesure où les pays capitalistes ne peuvent se faire la guerre entre eux, ils vont la faire contre l'État ouvrier. Ils vont donc chercher à faire de nouveau ce qu'avaient fait les fascistes, les nazis : rechercher l'appui des autres pays capitalistes pour lancer la charge contre l'URSS. Telle est la conclusion générale à prévoir en ce qui concerne cette crise du système monétaire, qui n'a pas de solution économique.

Il existe une masse d'argent qui est le résultat de la crise du système capitaliste. Dans le passé, la guerre éclatait pour moins de dollars que ça. Maintenant, ils sont obligés de l'avalier. Ils ont voulu dévorer le Vietnam et ils ont échoué. Maintenant, ils doivent procéder à une invasion de dollars, qui va produire inévitablement, parce qu'il n'y a aucune force capable de l'arrêter, une altération des relations existantes actuellement dans le régime capitaliste. Cette invasion de dollars signifie que l'économie des États-Unis a une base malsaine, qu'elle repose sur un dollar dévalué d'au moins 30 %. Le capitalisme nord-américain veut faire payer au reste du monde capitaliste la guerre du Vietnam, la guerre contre-révolutionnaire mondiale. Il veut faire payer aussi sa propre faiblesse dans la concurrence, face à des capitalismes qui lui sont supérieurs, comme c'est le cas en partie des capitalismes japonais et allemand.

On assiste à une aggravation des contradictions du système capitaliste. Étant

donné que les pays capitalistes ne peuvent les résoudre par la guerre, parce qu'il y a les États ouvriers, et qu'ils ont peur que cela les favorise, ils vont exprimer leurs contradictions dans des crises intérieures très profondes. Des tendances fascistes vont se développer soit aux États-Unis, soit au Japon, en Angleterre ou en Allemagne, qui vont chercher à imposer des gouvernements «forts», capables d'imposer au nom du grand capital, ce qu'ils ont été incapables de faire au Vietnam. Mais ils ne vont pas pouvoir le faire maintenant non plus. La crise va s'aggraver énormément dans tout le système capitaliste, favorisant l'intervention des masses. Il faut prévoir le développement de ce processus à bref délai.

Ils ne peuvent maintenir le cours du dollar. Les dépenses du capitalisme au Vietnam s'élèvent de 80 à 120 millions de dollars, mais il n'y a pas seulement le Vietnam. Il y a la crise contenue de tout le système capitaliste qu'il essaye de digérer sous forme de mesures administratives et économiques. Les contradictions et la concurrence inter-capitalistes s'aggravent et s'expriment par l'invasion de dollars. Ce n'est déjà plus le capitalisme nord-américain qui décide du cours de l'histoire, ce qui explique la résistance qu'il rencontre. Il est clair qu'il ne décide plus du cours de l'histoire. La concurrence inter-capitaliste se fait sous forme d'une aggravation violente de la bataille du commerce extérieur, y compris au chapitre des produits agricoles. Ces contradictions internes sont constamment aggravées et exacerbées par la lutte de classes, par le progrès de la révolution.

Cette crise monétaire n'est pas une crise «normale». Sa base essentielle - que

pitalisme français, anglais, allemand ou japonais, ce serait l'État ouvrier qui gènerait.

La crise monétaire mondiale, même si elle ne produit pas d'effets immédiats va entraîner un chômage immense dans les pays capitalistes. Où commencera-t-il ?

Ca c'est une autre question. Peut-être en Angleterre, en Allemagne, au Japon, en France, ou en Italie. C'est un processus qui conduit nécessairement à ce que deux ou trois pays capitalistes connaissent un chômage massif.

Il n'est pas possible de résoudre le problème de la monnaie. Ou bien les États-Unis jettent cette monnaie et perdent cette quantité de richesses, ou bien ils doivent inventer aussi un marché qui les absorbe, les achète, et cela n'existe pas non plus. Cette crise doit se refléter de toutes façons dans une crise ultérieure de chômage.

Il est évident que l'impérialisme yankee court le risque de voir certains secteurs du capitalisme en Europe comprendre qu'il les conduit à la guerre atomique. Or ils en ont peur parce qu'ils savent qu'ils vont disparaître. Ils vont donc chercher à s'arranger, à faire une politique de rapprochement commercial avec les États ouvriers. Ils peuvent le faire, et la politique de l'URSS peut favoriser cette ten-

(Suite page 4)

La grève des mineurs ...

Suite de la page 2

Les mineurs ont pris la décision de retourner «en ordre» au travail, à cause de tous ces facteurs. Au Bureau National Exécutif, 11 étaient pour et 11 contre. Cela veut dire qu'il restait encore une force énorme. Les mineurs veulent que tous leurs camarades expulsés soient réintégrés. 1500 mineurs, parmi ceux qui ont été arrêtés, ont été acquittés pour non infraction, mais ils ont été licenciés parce qu'ils avaient comparu en justice. Dans tout ce processus, les femmes ont été le secteur le plus conscient politiquement. Ce sont les femmes qui ont organisé la vie des communautés minières en distribuant en fonction des besoins : elles ont fait le lien entre la lutte contre la destruction des mines et la lutte contre les fusées nucléaires. Les femmes ont fait le lien avec «les femmes pour la paix» de Greenham par exemple. Elles étaient dégagées de toute structure bureaucratique des syndicats et du Parti Travailiste. Elles étaient libres de développer des idées et d'intervenir à un niveau politique élevé.

Au sens général, la grève n'est pas morte, c'est simplement une transition vers de nouvelles formes de lutte. Deux régions sont encore en grève, le Kent et l'Écosse. Le tableau du premier jour de reprise du travail est que 50% des mineurs dans de grands bassins houillers tels que le Yorkshire sont encore en grève. Dans le pays, 15% des mineurs sont encore en grève, y inclus l'Écosse et le Kent. Ce matin, dans le Yorkshire, les mineurs retournant au travail n'ont pas pu traverser les barrages des mineurs du Kent. Ceux-ci représentent l'avant-garde des mineurs. En clair, la décision de reprendre le travail n'est pas du tout unanime.

Les patrons et le gouvernement sont devenus publiquement une seule et même chose, et ce sont les tribunaux qui décident que ceux qui auront du travail sont ceux qui appuient le système, et que ceux qui n'auront pas de travail sont les opposants au système. Tout ceci est une faiblesse et non une force pour le capitalisme.

La grève des mineurs a fait, et fait encore partie de la lutte générale anti-capitaliste qui n'a pas atteint toute sa puissance. La lutte continue au travers des deux syndicats enseignants en grève contre le gouvernement. Les mobilisations du mouvement pour la paix continuent contre les missiles yankees. Il est clair que la grève des mineurs a élevé la lutte anti-capitaliste, même si toute la force de l'avant-garde n'a pas pesé, du fait du manque d'une direction politique préparée.

Les comités des mineurs, hommes, femmes et enfants, et les différents groupes de soutien dans tout le pays, n'ont pas été dissouts. L'expérience de l'action et de la survie collective ne sera pas perdue. Particulièrement parmi les femmes et la population, il y a eu une élévation de la conscience politique. Le résultat de la lutte magnifique des mineurs sera une crise dans les appareils des syndicats et du Parti Travailiste.

Il y a eu, et il y a une opposition considérable dans les rangs de la bourgeoisie et dans le Parti Conservateur face à la politique de Thatcher de triompher des mineurs à tout prix. Au niveau financier, l'Union a été ruinée. Quelques 6 millions de livres ont été dépensés par le gouvernement pour battre les mineurs. Cependant, la politique de Thatcher - à la consternation de tous les secteurs de la bourgeoisie - n'a détruit que les liens entre la bourgeoisie et la bureaucratie des syndicats (toute la zone de Nottingham a brisé non seulement avec le NUM, mais avec l'histoire), et l'aristocratie ouvrière dont les superviseurs étaient une partie substantielle. La grève des mineurs a été une confrontation directe entre les mineurs et un large secteur des patrons et du gouvernement. La bureaucratie des syndicats, dans tout ce processus, n'avait aucun rôle à jouer et a été mise de côté. Elle va être mise continuellement en marge du processus.

La bureaucratie syndicale a prouvé qu'elle était inutile du point de vue de la bourgeoisie dans la limitation ou la défaite de la grève des mineurs, et plus inutile encore du point de vue de la classe ouvrière dans l'obtention de concessions d'un gouvernement qui ne voulait rien donner. La grève des mineurs a démontré que la bureaucratie des syndicats et du Parti Travailiste n'a plus aucun rôle à jouer dorénavant.

Le 5 Mars 1985.

LA NOUVELLE CRISE DU DOLLAR, LA BANQUEROUTE DU CAPITALISME....

dance. Les Chinois misent sur cette situation en s'offrant comme marché commercial, à un niveau supérieur. C'est l'encouragement qu'espère la couche droitière, conciliatrice, du gouvernement et du PC chinois. Mais cette politique n'a pas de perspectives, parce qu'à eux seuls, ils ne peuvent rien résoudre.

Les masses luttent et veulent le pouvoir. Il y a la montée de la révolution dans toute l'Amérique Latine, en Afrique et en Asie. Il y a aussi la montée de la régénérescence partielle qui empêche l'impérialisme de trouver les conditions de stabilité nécessaires pour résoudre la crise monétaire, en chargeant ses conséquences sur le dos des masses, sous forme de chômage, de bas salaires, ou en augmentant la technification, autre recours dont dispose le capitalisme. La bureaucratie des États ouvriers et des partis communistes ne peut pas non plus contenir les masses, celles-ci débordent toutes mesures tendant à les contenir et à les écraser. Leur lutte démontre qu'elles vont vers le pouvoir. Il y a donc au contraire de bonnes conditions pour un front unique mondial des partis ouvriers, des partis communistes, socialistes, catholiques de gauche, nationalistes de gauche, syndicats, pour en finir avec ce qui reste du système capitaliste.

Cette crise économique va nécessairement s'approfondir, et la lutte commerciale intercapitaliste va augmenter, avec la tendance à une solution de guerre. Comme ils ne peuvent faire une guerre entre eux, parce que cela affaiblirait le système capitaliste vis-à-vis des États ouvriers, ils chercheront à travers l'impérialisme yankee à coordonner tous les États capitalistes pour les lancer dans la guerre contre les États ouvriers. Il n'y a cependant pas les conditions historiques pour qu'ils puissent triompher. Il y a au contraire toutes les conditions pour qu'ils soient écrasés. C'est la raison de notre appel simultané aux camarades Anglais pour qu'ils appliquent cette politique avec l'Irlande, et aux États ouvriers, pour qu'eux-mêmes appellent à un front unique de tous les pays opprimés, coloniaux et semi-coloniaux, contre la crise du système capitaliste.

Il faut lancer un appel à tous les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine et que tous les États ouvriers leur offrent une aide pour qu'ils affrontent le système capitaliste. Il faut proposer à ces pays aide et planification de leurs économies : front unique et coordination entre eux, des différents États ouvriers, planification conjointe des États ouvriers et de tous les États révolutionnaires, avec les centrales syndicales, les partis communistes et socialistes, les mouvements catholiques et nationalistes de gauche, front unique sur la base d'un programme de développement de l'économie de tous les pays. Il faut poser le développement économique de tous les pays, contre les plans de guerre, contre les programmes de fabrication d'armes atomiques, toute la richesse doit servir au développement de leur économie.

Il faut faire une campagne d'agitation accompagnée de luttes pour abattre le capitalisme, expulser l'impérialisme et appeler le peuple nord-américain à poursuivre l'activité qu'il a faite en défense des masses du Vietnam. Il faut faire un appel et une démonstration exemplaire, avec mobilisations, assemblées, conférences, meetings, une campagne d'agitation dans le monde entier contre l'impérialisme, contre le capitalisme et pour la planification de l'économie, pour résoudre les problèmes nés des crises engendrées par le sys-

tème capitaliste. Dans les États ouvriers, il n'y a pas de telles crises. Elles sont la caractéristique de l'État capitaliste. Il faut se lancer dès maintenant à démontrer que le système capitaliste a été vaincu au Vietnam, qu'il a été vaincu par les États ouvriers et que c'est la raison pour laquelle il prépare actuellement les conditions pour lancer la guerre.

Il faut adresser un tel appel aux partis communistes, socialistes, catholiques et nationalistes de gauche, militaires révolutionnaires, à tous les pays opprimés d'Amérique, d'Afrique et d'Asie pour qu'ils s'unissent dans un front unique pour planifier l'économie, la développer et refuser de payer les frais de la crise du système capitaliste. Il faut appeler les masses nord-américaines à entrer dans cette planification, et il faut appeler dans les pays capitalistes, au front unique des centrales ouvrières, des partis communistes, des partis socialistes, des catholiques et nationalistes de gauche pour lutter afin de porter au pouvoir des gouvernements de gauche, afin de liquider le système capitaliste, appeler à la lutte révolutionnaire pour en finir avec le système capitaliste !

Tel est l'appel qu'il faut adresser aux masses d'Irlande, aux syndicats britanniques et aux partis ouvriers. Il faut appeler les centrales ouvrières d'Europe à s'unir dans un front unique. Il faut répondre avec ce front à la crise du capitalisme en Europe, en donnant un programme, en faisant en sorte que toutes les centrales syndicales, et chacune en particulier, dans la lutte spécifique de chaque pays, fassent un front unique avec les partis ouvriers pour répondre à la crise que prépare le système capitaliste. Et répondre à cette crise par le mot d'ordre : États Unis Socialistes Soviétiques d'Europe ! Conjointement à cette campagne, chaque secteur, chaque branche d'industrie doit répondre de manière particulière à cette crise, en s'unifiant à travers toute l'Europe pour la lutte pour ses revendications. Il faut faire la même chose en Amérique Latine, en Asie, et répondre à la pression que va exercer l'impérialisme pour essayer de se décharger là de la crise. L'impérialisme yankee va donner le champ libre aux exportations de capitaux, c'est-à-dire qu'il va inonder le monde entier, et en particulier l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie, de capitaux, en faisant des concessions, pour essayer de concurrencer le reste du capitalisme, de le ruiner, de développer l'organisation des monopoles géants dans le monde entier. C'est une manière pour lui de faire face à la crise du système. C'est une lutte de phagocytose mutuelle, qui élimine des capitalistes et renforce la puissance des yankees. Comme celui-ci n'a pas assez de forces pour réprimer dans le monde entier, il va préparer la guerre.

Tout est motif de guerre. C'est pour cette raison que l'impérialisme yankee va donner champ libre aux exportations de capitaux, c'est un moyen de défense, pour alléger les conditions dans lesquelles l'impérialisme ne sait plus où investir dans son propre pays, parce que sa politique de guerre se restreint en partie. Il doit investir dans le reste du monde. Même en poursuivant sa politique de guerre, il est obligé d'agir ainsi pour essayer de combler le déficit de milliers de millions de dollars par an que présente sa balance commerciale. C'est là un autre motif d'intensification de la dure concurrence intercapitaliste. Ceci peut durer un certain temps, mais l'objectif est d'achever la préparation de la guerre.

Toutes les crises antérieures ont préparé des guerres. Avant la dernière guerre mondiale et pour mettre de

l'ordre, il y a eu la guerre civile espagnole, le fascisme et le nazisme. Maintenant aussi le système capitaliste va vers la guerre, mais il doit y aller avec l'existence de 14 États ouvriers et d'un état de guerre civile dans chaque pays. C'est la raison pour laquelle tous ajournent ce processus, mais en l'ajournant, ils ne l'annulent pas. Au contraire, l'accumulation de la crise augmente et la violence de l'explosion aussi.

Nous appelons le mouvement ouvrier, les États ouvriers et les partis communistes à faire face à cette perspective possible - à bref délai - de chômage massif et de grandes pressions sur le mouvement ouvrier pour lui faire payer les conséquences de la crise monétaire du système capitaliste.

Telle est la réponse qu'il faut donner immédiatement au capitalisme en l'unissant à l'appui inconditionnel à toutes les masses du monde qui luttent contre l'oppression coloniale, pour expulser l'impérialisme de partout et faire des programmes de développement et d'étatisations dans tous les pays capitalistes. Il faut poser le Front Unique sur la base d'un programme d'étatisations et prévoir le cours de la crise générale. Il faut appeler à une conférence de tous les partis communistes d'Europe pour qu'ils organisent ce front unique avec les syndicats et les partis socialistes pour offrir un programme ouvrier, de restructuration anti-capitaliste de toute l'Europe contre la crise et le chômage, pour l'unification socialiste européenne.

14 Février 1973

J. POSADAS.

AFGHANISTAN : DE L'ÉTAT/REVOLUTIONNAIRE VERS LE SOCIALISME



Cérémonie du partage des terres

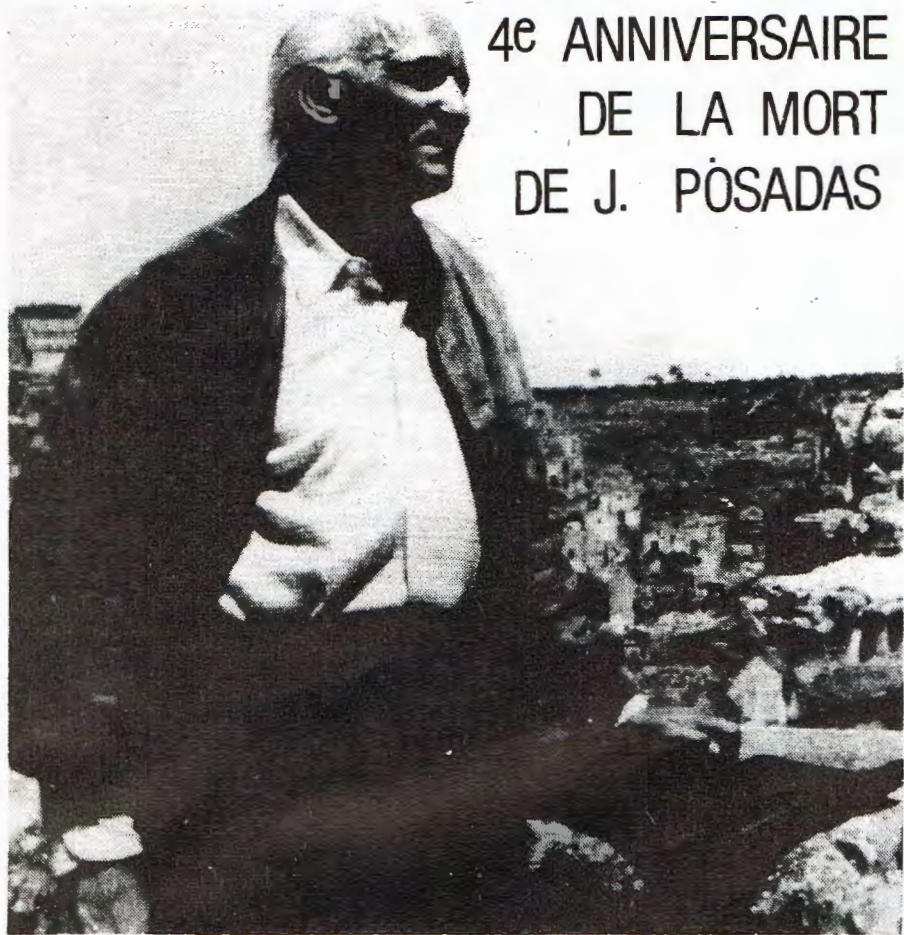
Sept ans après la Révolution d'Avril 1978, l'Afghanistan développe des transformations économiques, sociales et politiques révolutionnaires qui le rapprochent d'un État ouvrier. Nous saluons avec toute notre fraternité communiste ce 7e anniversaire de la Révolution d'Avril !

L'aide de l'Union Soviétique, sous toutes ses formes, et y compris l'appui de l'Armée Rouge, est une part importante de ce progrès de l'Afghanistan révolutionnaire. Elle démontre bien que l'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan n'avait rien d'une invasion, ni d'une entreprise impérialiste pour écraser un autre pays. Elle a, au contraire, contribué à ce que l'Afghanistan puisse se développer tout en faisant front à la guerre non déclarée contre lui des États-Unis et de ses alliés dans la région.

Les contre-révolutionnaires afghans sont bien équipés militairement, financièrement, mais ils sont incapables d'empêcher les masses afghanes d'appuyer et de participer activement à la réforme agraire qui a détruit le régime féodal et étend un vaste réseau de coopératives dans tout le pays, de vouloir apprendre à lire, à écrire et à s'instruire, et de venir massivement aux écoles du gouvernement révolutionnaire et de prendre part aux campagnes d'alphabétisation. Ils ne peuvent pas empêcher que les femmes, les jeunes interviennent par milliers, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, pour s'incorporer aux brigades d'alphabétisation, aux milices territoriales, aux organisations populaires. Ils ne peuvent pas les empêcher non plus de ne pas voir de contradictions entre leurs sentiments religieux et le progrès social « terrestre » que représente le socialisme.

Le rapport de forces mondial et dans la région n'est pas favorable aux plans destructeurs de l'impérialisme américain et de ses alliés. L'Inde, malgré l'assassinat d'Indira Gandhi perpétré dans l'intention de faire changer la politique de ce pays, favorable à l'URSS et à un accord de paix pour l'Afghanistan, poursuit dans la même voie. En Iran, la guerre contre l'Irak épuise les forces du gouvernement Khomeiny, qui veut enrôler de force les réfugiés afghans sur le front anti-irakien, provoquant ainsi un retour massif de ces derniers, et qui ne soutient que faiblement les contre-révolutionnaires « islamiques » afghans. En Chine se préparent des changements politiques très importants. Le rapprochement de la direction chinoise avec l'URSS n'est pas une formalité, mais la conséquence de l'échec de toute la politique antérieure d'alliance à tout prix contre l'URSS, et de la réaction des forces révolutionnaires du Parti Communiste et de l'Armée Chinoise. Le Parti Communiste Afghan l'a bien compris également en proposant au Parti Communiste Chinois de rétablir des relations pacifiques et amicales entre les deux pays, et de cesser le soutien aux groupes contre-révolutionnaires. Le principal point d'appui des États-Unis reste le Pakistan. Mais le blocus contre l'Afghanistan a échoué. Cela va permettre au processus révolutionnaire dans le pays de se développer mieux et plus rapidement dans une perspective socialiste.

Il faut tirer les conclusions de cette situation pour le Parti Communiste Belge et les autres tendances de la gauche, qui n'ont pas compris qu'en Afghanistan de profondes transformations révolutionnaires étaient en cours, et que celles-ci ont pu s'affirmer et s'approfondir, entre autres, grâce à l'appui de l'Union Soviétique. Nous appelons tous ces camarades à revoir leurs positions et à faire connaître au sein de la classe ouvrière et de toutes les organisations démocratiques ce qu'est la réalité de l'Afghanistan : celle d'un État révolutionnaire qui avance vers le socialisme.



4^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE J. POSADAS

Le 25 Mai 1985, la IV^e Internationale Posadiste a commémoré le 4^e Anniversaire de la mort du camarade J. Posadas. Nous publions ci-dessous des extraits de l'hommage qui lui a été rendu, par l'intermédiaire d'une lettre de son fils :

(...) En ce 4^e anniversaire, nous ne trouvons pas simplement ta présence dans la politique et le programme, car tout le processus du monde confirme tes analyses et tes prévisions - comme en Pologne et dans les États ouvriers, et fondamentalement le processus de régénérescence partielle en Union Soviétique -, mais on voit chaque fois plus la nécessité de l'existence du posadisme en tant que courant objectif de l'histoire qui se nourrit et se développe aux sources du marxisme, comme une partie fondamentale du processus d'harmonisation de la pensée et de l'action concrète de l'humanité. Tes idées, ton oeuvre (qu'il est indispensable de publier en entier), ton exemple objectif, peuvent trouver les formes les plus élevées d'application pour lesquelles tes camarades de l'Internationale se sentent liés comme une partie de ta propre vie. Car tu sais, cher camarade et père, que comme tu l'as prévu, J. Posadas est aujourd'hui une pensée que le mouvement communiste mondial, et plus spécialement les jeunes États révolutionnaires, les États ouvriers, et l'Union Soviétique prennent comme une méthode et comme une base d'analyse. Et ce processus d'assemblage entre la pensée nécessaire et les moyens pour la développer se fait de façon harmonieuse, et comme tu le disais en rappelant Trotsky : « nous serons des millions... des millions... » Mais non pour revendiquer des textes, des idées, des analyses ou des prévisions politiques, sinon comme une partie d'un besoin de développement dialectique de la pensée...

Les tâches fondamentales pour lesquelles tu as donné ta vie continuent à exister. C'est la construction de la direction communiste mondiale, de l'Internationale Communiste de masses, dont le rôle central en revient aux États ouvriers et à l'Union Soviétique, comme tu l'as analysé, ainsi que la construction de l'humanité sous des formes consciemment communistes, en passant par le « borbier atomique » que l'impérialisme va créer en donnant le dernier coup de griffe de son existence historique.

Au cours de ces quatre années, ce que tu as fait au niveau de ton autoconstruction humaine et scientifique sur la base du marxisme, s'incorpore à la nécessité normale et naturelle de l'harmonie que le genre humain est en train de trouver et de développer. Et les grands courants de masses, prennent naturellement aujourd'hui comme forme la plus élevée de la pensée humaine, le marxisme non seulement en tant que méthode d'interprétation de l'histoire, mais de construction de l'histoire. Le processus de régénérescence de l'Union Soviétique que tu as prévu, s'exprime dans la façon dont se produisent les changements politiques intérieurs d'organisation du premier État ouvrier de l'histoire, dans une ligne de progrès dans laquelle ce n'est pas l'augmentation du pouvoir de la bureaucratie qui domine, mais la fonction historique de l'État ouvrier et la nécessité de se préparer pour le règlement final des comptes avec l'impérialisme. Et ceci implique nécessairement des changements dans les méthodes et la politique...

En ce 4^e anniversaire, cher camarade et père, nous vivons comme tu le disais « un pur progrès... », et nous aussi, l'Internationale que tu as construite progresse, comme une partie de ce progrès de l'histoire, et nous allons dépasser notre manque de maturité, notre insuffisante capacité et préparation scientifique - à laquelle tu faisais souvent allusion - par la volonté que nous avons d'être une partie de la pensée et de l'organisation de la direction communiste mondiale, dans la lutte pour la construction de l'Internationale Communiste de masses et du communisme.

Cette réflexion, cher camarade et père tend nécessairement à centrer notre tête dans la nécessité de la pensée scientifique et de la fonction de cette Internationale que tu as laissée avec la conception de la tâche, et en même temps du besoin objectif de son fonctionnement. Aujourd'hui, préserver le marxisme comme tu l'as fait, et comme l'avait fait auparavant Trotsky, est une partie normale de la vie des masses et des directions révolutionnaires, parce qu'on ne peut avancer sans le marxisme scientifique. Et tous ceux qui ont voulu, ou qui veulent abandonner le marxisme, se retrouvent rapidement dans les poubelles de l'histoire...

Cher maître, le marxisme avance comme un besoin irremplaçable de l'histoire pour acquérir les formes les plus élevées et les plus harmonieuses du progrès de l'humanité. Aujourd'hui, il n'y a pas de douleur pour ta mort qui ne soit liée à la joie infinie qui provient du fait qu'au moment où nous ne pouvions empêcher ta mort, tu nous as donné les bases de la structure pour continuer ton oeuvre, la tâche et la fonction dans la lutte pour le communisme. Et parce que nous sommes avec l'avant-garde communiste et révolutionnaire à l'intérieur des États ouvriers et de l'URSS, une partie du sang et des os de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Posadas, nous nous rappelons comme le disait ce chanteur communiste Ali Primera qui est mort il y a quelques mois « chantez camarades, ce n'est pas le moment de pleurer mais celui de chanter pour le vent austral qui vient... » C'est avec le poème de ce camarade que nous te faisons nos adieux, en sentant que tu n'es pas seulement vivant dans notre conscience, mais dans les rues, les maisons, les quartiers, les masses du pays d'où tu viens et où tu as développé ton oeuvre, cher maître, camarade et père.

VIVE J. POSADAS ! VIVE LE COMMUNISME !

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^e Internationale Posadiste

Périodique mensuel - envoyer toute correspondance : Lutte Ouvrière
24, rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles - Abonnement annuel : 100 F.
Abonnement de soutien : 600 F - à verser au CCP 000-0976234-26 de
Pôlet - Éditeur responsable : Pôlet Claudine - 24, rue Van Elewijck -
1050 Bruxelles.

23^e année

numéro 364

28 Juin 1985

10 Francs

L'accord au sommet Parti Socialiste . F.G.T.B. et la nécessité d'un front unique anticapitaliste national

L'accord conclu entre le PS et la FGTB Wallonne et Bruxelloise sur les conditions auxquelles la direction syndicale soutiendrait un prochain gouvernement à participation socialiste, représente avant toute autre chose une démission de l'organisation syndicale devant la nécessité de toute lutte de la classe ouvrière et des autres salariés contre la crise du capitalisme.

La FGTB s'engage - et engage malgré eux les travailleurs ! - à ne pas bouger si un gouvernement à participation socialis-

te réalise les éléments de leur programme. Ceux-ci consistent en bien peu de choses, ne pas sauter l'indexation des salaires pour une tranche en 1986, supprimer la cotisation de solidarité pour les travailleurs des services publics, revenir aux négociations collectives directes entre patronat et salariés. Voilà les seuls points concrets. Le reste, ce sont des propositions vagues et permettant toutes les compromissions avec la droite, la bourgeoisie et le patronat, comme la « relance sélective » ou même le « fédéralisme radical ». Cette dernière proposition concerne

(Suite page 6)

Les assassinats du stade du Heysel et la désintégration du système capitaliste

Ce qu'on a appelé « le drame du Heysel » est en réalité un assassinat dont le régime capitaliste est responsable en créant une telle corruption dans les activités sportives, et surtout en stimulant et en laissant impunies les bandes fascistes, qu'elles soient anglaises, italiennes ou belges, qui se servent des rassemblements de masses dans les stades de football pour s'exercer à la violence, à la haine, au crime.

guerre contre le socialisme, contre toute forme de progrès de l'humanité, veut aussi préparer les populations à se résigner devant ce déferlement de violence, à considérer avec indifférence ou fatalité la mort de ses voisins, et à accepter la nécessité d'un renforcement encore plus dur de tous les organes coercitifs de l'État : police, gendarmerie, armée, nouvelles lois anti-terroristes ou anti-casseurs, etc...

Le régime capitaliste, qui prépare la

(Suite page 6)

SOMMAIRE

. Touche pas à mon pote	Voir page 2
. Pour le retrait immédiat des missiles	Voir page 2
. J. POSADAS : « ORIGINE ET FONCTION DE LA GUÉRILLA RÉVOLUTIONNAIRE »	Voir page 4
. 40 ^e anniversaire de la Libération	Voir page 4
. 10 ^e anniversaire de la victoire du Vietnam	Voir page 8
. APPEL DES JEUNES POSADISTES POUR LE FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE A MOSCOU	Voir page 3
. Pérou : Les élections et le prochain gouvernement populaire	Voir page 8
. La réunion des Sept à Bonn	Voir page 7

TOUCHE PAS A MON POTE Problème de racisme? Problème de classes!

La campagne organisée en Belgique et en France contre le racisme «Touche pas à mon pote», connaît un grand succès. Cela est tout-à-fait logique. La majorité des jeunes, et des moins jeunes, n'éprouvent pas de sentiments racistes avec des gens qui vivent dans les mêmes conditions qu'eux, qui ont des parents subissant les mêmes conditions de travail, les mêmes chefs sur leurs lieux de travail, le même salaire à la fin du mois, les mêmes relations avec les autorités communales.

Les jeunes, en arborant en grand nombre le badge «Touche pas à mon pote», ont démontré - si cela était nécessaire - que la population n'éprouve pas de sentiment de haine envers les étrangers. Les nombreux mariages mixtes, les mouvements sociaux menés en commun par les travailleurs belges et immigrés, expriment bien que la solidarité existe. Les jeunes le manifestent avec plus de spontanéité et de passion, mais ils reflètent une ambiance qui existe dans leurs familles, dans leur entourage. La campagne «Touche pas à mon pote» a simplement mis en évidence ces relations. Les organisateurs de cette campagne n'ont rien inventé.

Il faut voir aussi que la solidarité la plus active est venue des jeunes des quartiers populaires de Bruxelles. Les relations sociales et humaines ne sont pas des choses abstraites. Elles sont liées aux conditions d'existence de la population. On a très peu parlé de cela dans la campagne SOS Racisme. Ses organisateurs en sont responsables, car ils n'ont pas mis en évidence les forces sociales qui ont intérêt à pousser au comportement raciste, et celles qui luttent contre cela.

«Touche pas à mon pote» : est-ce que les Américains, les Japonais, les Allemands des quartiers chics sont aussi des potes ? Est-ce que les réfugiés polonais, vietnamiens, à qui la Belgique ouvre grandes les portes, les étudiants africains fils de la grande bourgeoisie, sont aussi des potes ? Il faut faire la différence entre les uns et les autres.

Ce sont surtout les organisateurs de SOS Racisme qui sont convaincus que la majorité des gens est raciste, et qu'il faut mener un travail de persuasion dans toute la population pour la faire changer d'opinion. Certes, la clientèle électorale de Nols et de Gol représente des centaines de milliers de gens. Mais ceux-ci sont loin d'être la majorité.

La campagne raciste est fomentée par la bourgeoisie qui défend ses intérêts de classe au travers du gouvernement de Martens-Gol. Celui-ci a besoin de créer un bouc émissaire, un responsable de la crise, c'est l'immigré. C'est lui qui prend le travail des Belges, mais c'est lui aussi qui vide les caisses de chômage et de mutuel. Le gouvernement encourage la diffusion de tous ces mensonges pour faire diversion, pour essayer de cacher sa propre incompétence, ses responsabilités. En réalité, tous les problèmes resteraient entiers même si on renvoyait tous les travailleurs immigrés dans leur pays d'origine.

Il faut montrer tout cela dans la campagne anti-raciste. L'intérêt commun des travailleurs belges et immigrés n'est pas de reconnaître aux uns et aux autres le «droit à la différence», mais de lutter ensemble pour changer les conditions de vie et de travail, pour organiser l'économie du pays en fonction des besoins des masses, pour développer les possibilités d'ins-truction, de vie sportive et culturelle, les conditions de logement, d'alimentation de la population.

L'organisation capitaliste de la société en Belgique fait tout le contraire ! Quand elle s'intéresse aux jeunes, c'est pour essayer d'en faire de futurs bons clients des banques. Une grande affiche publicitaire montre un jeune disant : «J'ai 12 ans, j'ai un compte à la banque X, donc j'existe...»

Il faut dénoncer cette exploitation de la jeunesse et montrer que c'est le systè-

me capitaliste, la propriété privée qui engendre des relations individualistes, le «chacun pour soi» dont la xénophobie est un aspect.

Parmi les organisateurs de la campagne SOS Racisme, les jeunes communistes collaborant à la revue «Oxygène» ont une part de responsabilités. Ils ont failli à cet-

te tâche en agissant comme n'importe quel autre groupement de jeunes. Il faut montrer que la société actuelle a un profond besoin de transformations sociales, que seul le socialisme est capable de créer des relations humaines supérieures. Cela se passera dans un proche avenir. Par exemple dans les États ouvriers, en URSS ou en RDA, les travailleurs étrangers ont les mêmes droits, et au bout de cinq ans de séjour, ils jouissent des mêmes droits politiques et peuvent prendre la nationalité. La majorité des jeunes en Belgique ne sait rien de la vie réelle dans les pays socialistes. Les jeunes communistes devraient expliquer tout cela au lieu de chercher à se convaincre eux-mêmes que la population belge n'est pas raciste.

Pour le retrait immédiat des missiles

Le Vice-Président d'Etat américain Busch est passé par la Hollande et il en ressort fièrement en disant : la Hollande a décidé d'installer les missiles. C'est à croire que le Parlement de ce pays n'est qu'une façade derrière laquelle on avalise les désirs américains. Les parlementaires ne se sont toujours pas prononcés pour ou contre les missiles. De quel droit Monsieur Busch peut-il se prononcer à leur place ? Réponse : au nom du droit du plus fort. Cela montre qu'il faut beaucoup de courage pour s'opposer au diktat américain.

La Nouvelle Zélande s'est opposée à la présence d'armes atomiques sur ses mers et son territoire. Il lui en a coûté un ensemble de restrictions économiques. Le peuple zélandais préfère subir des restrictions pour le prix de la paix.

Le peuple grec s'est prononcé par deux fois en quatre ans pour le retrait de l'OTAN. Et le nouveau gouvernement Papandréou a décidé de maintenir cette position, même s'il semble y aller à petits pas. Les Etats-Unis ne peuvent plus se servir de leur bases pour intervenir au Liban. En 1988, quatre bases militaires devront être fermées. Cela n'est pas spectaculaire, mais c'est mille fois mieux que l'installation de 16 missiles en Belgique.

La Grèce subit un embargo économique de la part des Etats-Unis. Cela l'oblige à chercher d'autres partenaires commerciaux. Le gouvernement Papandréou a conclu des contrats avec l'URSS, et cela uniquement pour développer le secteur public. Ce type de relations permet de développer l'économie et d'enrayer le chômage. Les Grecs montrent la voie pour nous libérer de l'impérialisme, représenté notamment par les multinationales.

Il est certain qu'en Belgique aussi, nous allons subir des pressions économiques, et même des tentatives de coups d'Etat pour nous empêcher de retirer les missiles. Les Etats-Unis ont montré, en maintes occasions, leur intervention directe contre le libre choix des nations. Et si la Grèce est déterminée dans cette position, cela est dû aussi à son expérience des colonels d'opérette installés au pouvoir par les Etats-Unis.

Dans ces circonstances, les responsables politiques, les parlementaires belges, ont de sérieuses craintes. Ils subissent les pressions individuelles des agents de la toute-puissante Amérique. Certains se laissent même acheter et on les retrouve dans les conseils d'administration de ces belles multinationales.

Les 400.000 manifestants de 1983 et les 150.000 de mars 1985 qui se sont



prononcés contre l'installation des missiles, n'ont que faire des états d'âme des parlementaires. Pour les manifestants, seul le respect de la volonté populaire compte. Le peuple ne veut pas dormir à l'ombre des missiles, pas même d'un missile. Le 20 octobre prochain, un demi million de gens viendront clamer : «retrait immédiat». Quelle voix faut-il écouter ? Le peuple ou Busch ? Missiles ou pas missiles, là est la question. Exactement la même qu'être ou ne pas être ?

Nous savons aujourd'hui que la Flandre aura une majorité parlementaire anti-missiles. En Wallonie et à Bruxelles, les parlementaires se prononceront en majorité, en leur faveur, avec naturellement des nuances dans la couleur. Pour la première fois en Belgique, il y aura une majorité parlementaire anti-missiles en Flandre.

Dans ces conditions, les mouvements francophones pour la paix, et en particulier le CNAPD, sont à la recherche d'un consensus général qui englobe le Parti Socialiste. Le PS ne voit pas de perspective dans le retrait des missiles, et surtout, il craint d'affronter l'impérialisme. Il préfère exprimer la position de confort : «pas un missile de plus», et créer une commission parlementaire qui, à son tour, créera une ou deux sous-commis-

sions pour le retrait.

Le CNAPD a trouvé un compromis : premier mot d'ordre «retrait des missiles» deuxième mot d'ordre «pas un missile de plus». Il est certain que de telles consignes permettront de jouer sur les mots et de se jouer de la tête des gens. La population n'acceptera jamais la mort dans son jardin, ni aucune compromission du PS. Si celui-ci accepte de participer à la manifestation, c'est parce que la base socialiste ne veut pas des missiles, et aussi dans l'espoir que les gens voteront pour lui.

L'Union Soviétique a proclamé un moratoire unilatéral jusqu'à la mi-novembre 85. A ce moment-là, les Pays-Bas auront pris leur décision. Ce moratoire est une preuve de bonne volonté, mais en aucune manière un désarmement. Nous devons forcer nos gouvernants à saisir l'occasion pour retirer les missiles, et pour chercher le dialogue avec l'URSS sans passer par les représentants américains. Ils peuvent avoir le courage de rejeter les missiles en s'appuyant sur la volonté populaire comme la Nouvelle Zélande et la Grèce.

30 Juin 1985.

LETTRE DES JEUNES POSADISTES AU FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE ET DES ETUDIANTS A MOSCOU

Le rôle de la jeunesse du monde aujourd'hui est d'utiliser sa capacité et son optimisme pour développer dans la société les relations les plus harmonieuses : celles du socialisme.

Aux jeunes qui participent au Festival de Moscou, aux jeunes et aux peuples du monde entier :

La jeunesse est seulement un stade dans le mûrissement de l'être humain. Mais elle contient deux éléments fondamentaux de l'existence, qui ne se répèteront plus dans les formes actuelles de la vie sociale : l'innocence qui subsiste de l'enfance, combinée à l'impulsion et à l'optimisme qui proviennent de la capacité que le jeune a acquise de reproduire et d'étendre la vie humaine.

Ce mûrissement de l'être humain est entravé par la vie que lui impose la société capitaliste, qui neutralise l'innocence de la jeunesse et qui détruit son optimisme en le contraignant à lutter pour le pouvoir économique, pour la propriété, qui impose par la force et non par la raison. Cette société est antagonique au développement normal, objectif de l'existence humaine, il va contre la nature.

Ce Festival Mondial de la Jeunesse, qui se tient en Union Soviétique, va se dérouler dans ce cadre mondial de la lutte de classes, dans une étape de règlement de comptes final entre le progrès de l'humanité (représenté par l'Union Soviétique et les autres pays socialistes), et ce qui reste encore du système de propriété privée (représenté essentiellement par l'impérialisme). Quel qu'il soit notre désir, nous ne pouvons pas faire abstraction de cette réalité. Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe en Amérique Latine, en Asie, en Europe, en Afrique, et au sein même des États-Unis, pour se rendre compte qu'on ne peut pas en faire abstraction.

Ce Festival Mondial de la Jeunesse représente objectivement la force, la joie, et la pureté des relations humaines, les progrès sociaux, économiques, scientifiques, culturels et politiques immenses de l'URSS et des autres États ouvriers, qui sont sur la voie de rompre toutes les chaînes entravant la pensée humaine. Et face à la société capitaliste qui vit sa décadence finale, les jeunes de la IVe Internationale Posadiste considèrent qu'il faut prendre ce Festival Mondial, non seulement comme une fête de rencontres de la jeunesse du monde où se conjuguent l'amour la paix et l'amitié, mais aussi comme un centre d'intervention et de lutte contre l'exploitation, la misère, la mort atomique, la lutte pour empêcher que des millions d'enfants ne meurent dans le tiers-monde, comme dans les bastions de l'impérialisme, - les États-Unis ou l'Angleterre -, sous l'effet de la faim, de la drogue, de la dégénérescence (comme celle qui a conduit au massacre du stade de Belgique), ou de toute autre forme de perversion à laquelle conduit une société décadente qui ne peut offrir aucune perspective de progrès à l'humanité.

En même temps que l'optimisme et la résolution, nous devons avoir pleinement conscience que notre Festival se réalise à une étape très difficile de l'histoire du monde, dans laquelle une classe disparaît et doit laisser la place à une organisation supérieure de l'humanité. Nous croyons que nous devons nous prononcer, après avoir discuté et raisonné, sur le danger de la « guerre des étoiles », sur la robotisation du travail, sur la façon d'utiliser tous les progrès de la science. Les avances de la technologie sous toutes ses formes, qui servent actuellement uniquement à l'accumulation de bénéfices plus importants par le système capitaliste, tout en provoquant le chômage de millions d'hommes, doivent servir à donner du temps libre à l'humanité, pour pouvoir se consacrer aux arts, à la musique, au théâtre, etc... Nous avons là une tâche fondamentale à développer, nous les jeunes qui sommes le présent et le futur du monde.

Le capitalisme ne peut plus, à cette étape de son agonie, produire de grands musiciens ou d'autres artistes, parce que le système de propriété privée est déjà complètement corrodé par ses propres contradictions et antagonismes. Nous ne sommes plus à une époque de renaissance ou de développement de la révolution bourgeoise et industrielle. Nous devons discuter et prendre position sur ces problèmes dans ce Festival. Ce sont des problèmes qui touchent toute l'humanité. Lutter pour la culture, c'est aussi se soulever comme un seul homme contre les bases atomiques de l'impérialisme, empêcher que de nouvelles bases soient installées, lutter pour l'auto-détermination des peuples et pour leur droit à se développer, appuyer les peuples dans leur lutte contre l'impérialisme, contre le système capitaliste.

Les Jeunes Posadistes expriment leur solidarité avec la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste de tous les peuples du monde. Nous soutenons aussi tous les pays qui construisent les fondements du socialisme. Nous sommes solidaires de la jeunesse et du peuple d'Angola, d'Éthiopie, du Burkina Faso, du Nicaragua. Nous sommes solidaires de la jeunesse d'Afghanistan qui lutte, avec l'aide solidaire de l'Union Soviétique, pour le progrès socialiste de son pays, contre les vieilles castes féodales corrompues et alliées de l'impérialisme. Nous considérons que notre festival doit unir à la joie de notre rencontre, des échanges d'expériences, de cultures, de sentiments humains fraternels, la discussion de la réalité que nous devons vivre comme protagonistes des changements historiques.

Les jeunes du monde, présents à ce festival, ne peuvent en aucun cas et quelle que soit leur formation politique, religieuse, culturelle, rester en dehors de ce processus du monde, ni refuser de voir que nous réalisons ce Festival dans le premier État ouvrier du monde, dans le pays où pour la première fois dans l'histoire, toute la société a éliminé le régime de propriété privée. C'est en Union Soviétique que toute l'humanité a pu, pour la première fois, organiser dans une volonté unique, les forces de l'histoire, concentrant le progrès humain, depuis les premiers hommes qui ont conservé le feu et peint dans les cavernes des messages d'amour profond pour l'existence, jusqu'aux Égyptiens, aux Grecs, aux Arabes, aux Chinois, et dans cette dernière étape aux Michel-Ange, Mozart, Beethoven, Marx et Engels, au Parti Bolchevique et Lénine, constructeurs de l'humanité.

Notre Festival fait partie intégrante de la continuité historique de ce passé, du présent et du futur. Comme le dit le camarade J. Posadas : « le communisme est déjà installé dans la conscience de l'humanité », et la jeunesse, avec son optimisme, sa force, son assurance, est une partie fondamentale de la direction en construction.

La jeunesse prend une part fondamentale dans la lutte pour le progrès ou pour la construction du socialisme. Du Nicaragua à l'Angola, de la Grèce à l'Espagne, la jeunesse intervient avec la décision d'éliminer toute forme d'oppression entravant le développement de l'être humain. La jeunesse joue un rôle fondamental dans tous les grands processus du monde. Elle est un centre qui stimule et engendre l'assurance et l'optimisme, la décision et la capacité de surmonter tous les obstacles possibles. La guerre atomique, que l'impérialisme prépare de façon assassine, ne pourra pas abattre l'humanité, tout comme aujourd'hui celle-ci ne se laisse pas abattre par les famines, ni par la misère, ni par les blocus économiques ou militaires.

Toutes les forces obscures et rétrogrades de la société divisée en classes, visent à briser la structure naturelle de la jeunesse. Elles créent et entretiennent le désordre culturel, scientifique. Toutes les campagnes mondiales pour la drogue, la pornographie, les sectes de toutes sortes qui basent leur existence sur la dégradation de l'être humain, ne sont pas le fait du hasard, pas plus que l'encouragement que l'impérialisme donne à l'individualisme, au chauvinisme, aux affrontements entre différents groupes.

Cependant, la jeunesse dans son immense majorité, ne participe pas à ces manifestations organisées par le système capitaliste. La lutte pour abattre le système capitaliste, pour en finir avec les inégalités de la société de classes, unifie les jeunes et les vieux, les enfants et les adultes. Elle crée une relation d'unification et fait apparaître une nouvelle forme d'être humain, qui se développera dans le futur quand la lutte de classes n'existera plus, et où les différences d'âge marqueront simplement une étape du développement humain, où les seules difficultés seront celles de l'apprentissage des forces et des capacités nécessaires pour être autonome et se développer. De la même manière, il n'existe plus de problème homme-femme mais le problème est de construire l'harmonie nécessaire entre les êtres humains, pour en finir avec la société divisée en classes et construire la société supérieure, celle du socialisme.

Le capitalisme parle du « problème de la jeunesse ». Mais nous nous demandons : quel est le problème de la jeunesse ? Serait-ce son manque d'optimisme, d'assurance, de force pour développer la vie ? Certainement pas. Le véritable problème de la jeunesse est qu'elle ne voit pas de perspective dans une société où celui qui parvient à l'université ou aux hautes études techniques sait qu'il ne trouvera pas de travail ou sera exploité sauvagement

par le système capitaliste, où l'immense majorité des jeunes ne peuvent même pas terminer leurs études primaires parce qu'ils doivent travailler, ou parce qu'ils n'ont pas les moyens. Le nombre d'enfants qui arrivent à faire des études supérieures est infime dans le monde capitaliste. D'ailleurs, la perspective de la société capitaliste est d'avoir le moins d'enfants possible, pour remplacer les jeunes par des machines qui ne font pas grève et n'ont pas de besoins humains.

Les jeunes n'ont jamais eu de « problème de sexe ». Nous considérons la relation sexuelle comme un aspect simple d'une fonction humaine, dans laquelle deux êtres de sexe différent s'accouplent pour se donner du plaisir et pour élever des sentiments d'amour humain. C'est le système de propriété privée - avant même la société capitaliste - qui a introduit dans cette relation une forme de pouvoir, et qui en a fait un commerce, une monnaie d'échange. Il cherche à utiliser la relation sexuelle, non comme un élément lié à des sentiments d'amour humain, mais comme un instrument de pouvoir, d'accumulation de biens. Face à la pornographie, au commerce du sexe, aussi bien celui des hommes que celui des femmes, la jeunesse du monde mène une lutte magnifique pour le progrès humain, sans distinction de sexes, en développant une grande pureté des relations humaines. Des millions de jeunes - que nous représentons ici dans le premier État ouvrier de l'histoire - construisent l'avenir et défendent les conquêtes déjà réalisées - Nicaragua, Cuba, Burkina Faso, Angola, Éthiopie, etc... -, avec le fusil dans une main, l'instrument de travail dans l'autre. Et des millions d'autres, dans les grands mouvements de masses d'Italie, d'Allemagne, de France, d'Argentine, du Brésil, du Pérou, d'Espagne, etc..., jouent un rôle fondamental pour affirmer et amplifier la lutte pour le progrès humain.

La soi-disant « violence des stades », telle qu'elle s'est manifestée en Belgique et dans d'autres pays, est seulement le fait d'un petit secteur de jeunes, qui ont été égarés par la société impérialiste, capitaliste, et qui se lancent dans une sorte de suicide social en détruisant toute forme de sentiments et de respect de la vie humaine, et de tout ce qui peut les confronter à une lutte pour le progrès. Mais le Nicaragua, Cuba, et toutes les autres expériences révolutionnaires, montrent que l'immense majorité des jeunes sont, au contraire, gagnés socialement par la construction des nouvelles formes de relations humaines.

La classe capitaliste, comme toute autre classe dans l'histoire avant elle, ne disparaîtra pas sans lutte, et dans cette lutte elle entraîne tout ce qu'elle peut, et pour se trouver dans une situation plus favorable au moment de l'entrée dans la guerre atomique, elle cherche à détruire militairement les pays socialistes, elle massacre, réprime les révolutions, et elle essaie de provoquer la dégradation et la dégénérescence de la jeunesse. Cependant on voit au cœur même de l'impérialisme, aux États-Unis, des chanteurs et musiciens se réunir pour faire un disque au profit du peuple d'Éthiopie, on voit les artistes de divers groupes faire de la musique pour soutenir la grève des mineurs anglais. Dans le monde entier, les airs de musique chantent le progrès et couvrent la voix du système capitaliste.

Les Jeunes Posadistes proposent dans ce Festival Mondial, de donner une unification consciente à ce processus mondial qui fait que les mêmes sentiments existent à Athènes, à Rome, à Buenos Aires ou à Moscou, et de faire un chant au progrès de l'humanité, un hymne à la vie, comme celui du Choeur de la 9e Symphonie de Beethoven. Nous avons déjà les bases historiques de cet hymne : ce sont les pays socialistes, que nous devons aider à faire progresser, en même temps que nous devons apprendre d'eux l'assurance

(Suite page 6)

Résolution du Bureau Européen de la IVe Internationale Posadiste sur le 40e anniversaire de la libération du fascisme

Le 40e anniversaire de la victoire sur le fascisme a été commémoré dans le monde entier, dans le camp capitaliste comme de la part des États ouvriers, avec les yeux posés sur le présent et sur les préparatifs de guerre de l'impérialisme contre le système socialiste.

Du côté occidental, les gouvernements ont systématiquement ignoré la fonction de l'Union Soviétique, des mouvements partisans, des révolutions de libération coloniale, dans la défaite du nazisme en 1945. Bien plus, ils ont préconisé la réconciliation entre les ennemis d'hier au nom de l'objectif suprême d'aujourd'hui, qui consiste à affronter l'Union Soviétique et le système des États ouvriers. C'est la raison de la visite de Reagan au cimetière de Bitburg en Allemagne capitaliste, où sont enterrés des officiers nazis, et de son discours les présentant comme des «victimes de la guerre», et considérant comme une erreur du monde capitaliste de ne pas s'être uni plus tôt pour écraser l'URSS.

Par contre, du côté de l'URSS et des autres États ouvriers, la commémoration a inclus une rencontre entre les vétérans de l'armée américaine et ceux de l'Armée Rouge, au lieu même - Torgau - où leur jonction s'était faite. Les vétérans américains manifestaient une émotion et un sentiment profond de fraternité envers les vétérans soviétiques. Ils étaient là comme représentants réels des sentiments et des aspirations à la paix et à la fraternité du peuple nord-américain envers l'URSS.

Comme l'a analysé le camarade Posadas (dans l'article que nous publions ici), Stalingrad fut une action décisive pour la définition de la 2e Guerre Mondiale. Le peuple soviétique a fait la prouesse historique de vaincre le nazisme dans cette ville, malgré une direction politique comme celle de Staline, et sans avoir les moyens matériels, militaires, correspondant à ceux de l'armée nazie. Les masses soviétiques ne défendaient pas simplement la patrie, mais le régime de l'État ouvrier qui représentait pour elles le progrès historique sur le capitalisme.

Il faut souligner le fait que Gorbatchev, lors de la commémoration de cet anniversaire, a rendu hommage à tout le peuple soviétique et à l'Armée Rouge - et non à Staline comme la presse bourgeoise a voulu le présenter, auquel il a fait simplement mention comme chef du Parti Communiste de cette époque -. Par contre, en Union Soviétique, il y a une discussion sur la fonction de Staline pendant la guerre, sur ses affrontements et conflits avec les dirigeants de l'Armée Rouge - en particulier Youkov - et la justesse des positions de l'armée et non de celles de l'appareil bureaucratique représenté par Staline. Un autre élément important de cette discussion est le fait de montrer que l'Armée Rouge, dans son avance en Europe, était porteuse de transformations sociales en Pologne, en Bulgarie, en Hongrie, etc..., et de considérer que les mouvements des partisans en France, en Italie, en Grèce, auraient eu la capacité de prendre le pouvoir.

Toutes ces discussions dans l'État ouvrier soviétique répondent à une nécessité, non tant pour investiguer le passé, que pour se préparer d'une façon plus complète au futur règlement des comptes entre les deux systèmes. La direction de l'Union Soviétique est poussée par la nécessité objective et par une élévation de sa propre conscience, à considérer que le soutien aux mouvements révolutionnaires dans le monde entier est une partie indissoluble de la préparation à l'affrontement avec le système capitaliste. Il en est de même pour le besoin de participation créatrice et dirigeante de toute la population de l'État ouvrier à tous les problèmes. Au cours des défilés pour le 40e anniversaire, dans toutes les grandes villes soviétiques, la population a pris une part importante. Il y avait des ouvriers, des paysans anciens partisans qui avaient défendu l'Union Soviétique, et des jeunes qui se rappellent ce passé pour se préparer au triomphe de l'Union Soviétique aujourd'hui et demain.

Il est nécessaire que tous les mouvements de gauche, et en particulier les mouvements qui mènent la lutte pour la paix en Europe, contre l'installation des missiles, contre la «guerre des étoiles», comprennent et se remémorent tous les causes et les fins de la 2e Guerre Mondiale. Le geste de Reagan au cimetière nazi en R.F.A. n'est pas une simple clownerie. Il exprime bien la préparation de l'impérialisme nord-américain, qui est l'équivalent du nazisme d'aujourd'hui. Il faut avoir clairement à l'esprit que l'Union Soviétique et les autres États ouvriers ont besoin de la paix pour vivre, tandis que le système capitaliste, et son principal dirigeant l'impérialisme yankee, ont besoin de la guerre.

1er Juin 1985.

La guérilla (1) n'est pas née avec la guerre contre les nazis. Pendant la 2e Guerre Mondiale, les guérillas sont nées avec les mouvements de libération antinazis et anti-capitalistes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie. Elles se sont étendues postérieurement en 1943, après que l'Union Soviétique, par le triomphe de la bataille de Stalingrad, ait communiqué au monde son message : «Voilà l'oeuvre de Lénine». C'est à Stalingrad qu'a commencé l'écrasement des nazis. C'est ce processus-là, directement lié aux Soviétiques, qui a donné naissance à la guérilla. L'initiative n'est pas venue de l'un ou l'autre pays d'Europe mais des Soviétiques, qui ont ainsi donné l'impulsion à l'organisation des guérillas de résistance aux nazis.

La première guérilla de la 2e Guerre Mondiale n'est pas née en France, ni en Yougoslavie, mais en Union Soviétique. Elle s'organisa ensuite en Yougoslavie grâce à Tito, qui montra sa grande valeur historique en organisant la guérilla avec peu de personnes, mais avec l'appui des Soviétiques. Il ne l'a pas fait pour défendre «la patrie», mais pour liquider la patrie capitaliste et construire un État ouvrier en Yougoslavie.

La guérilla, avec un sens historique, social, et de transformations sociales, s'est développée sous l'influence des Soviétiques. En France et en Italie, il y eut de nombreux mouvements de résistance. Mais la résistance en Pologne, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, a transformé ces pays, tandis que celle de France et d'Italie agissait au nom de la bourgeoisie. De toutes façons, elle a produit des effets, en particulier en Italie où des progrès im-

portants furent accomplis après la guerre, par rapport à la situation d'avant-guerre. La Constitution italienne contient une série de dispositions qui sont des conquêtes de la lutte des partisans. Mais il faut comprendre que l'essentiel de ce processus de la résistance provient de la défaite du fascisme et du nazisme devant l'intervention des Soviétiques. Sans cela, il n'y a pas de résistance qui tienne.

La résistance n'est pas née de conditions particulières de chaque pays. Elle a existé grâce au triomphe des Soviétiques. Par exemple, les «Quatre Jours de Naples» (2). Les partisans ont fait preuve d'un énorme courage, mais ils n'avaient pas de moyens par eux-mêmes. L'action de libération de Naples n'était pas due au seul courage des partisans, mais au fait que l'armée nazie s'effondrait déjà, et cela depuis la bataille de Stalingrad. C'est alors, et non avant, que les guérillas ont commencé leurs soulèvements.

Les guérillas les plus importantes ont commencé en Union Soviétique, dans la lutte contre les nazis. Ceux-ci se sont retrouvés encerclés avec un million d'hommes. Les soldats allemands avaient peur de s'éloigner de 500 mètres de leur lieu de cantonnement, parce qu'ils ne savaient pas ce qu'ils allaient rencontrer, et qu'ils voyaient toute la population mobilisée contre eux. Tout le peuple soviétique fut l'ennemi des nazis. C'est cela qui a jeté les bases culturelles et sociales de la création de la résistance dans tous les autres pays.

La résistance soviétique foisonne de scènes les plus émouvantes de l'histoire de l'humanité, comme celle de la mère dont

les six enfants sont presque morts de faim et qui garde la nourriture pour ceux qui fabriquent des armes. Même s'ils ne sont pas représentés dans des oeuvres de théâtre, de cinéma, ou des poésies, ces actes d'enfants, de mères, de pères, de frères, de grands-parents d'Union Soviétique, sont la base de sustentation de la guérilla. Les gens choisissaient, sans conflit, de donner leur morceau de pain aux partisans ou aux soldats de l'Armée Rouge. Quand il n'y avait qu'un litre d'eau pour vingt personnes, ils se le partageaient sans disputes. S'il y avait un blessé à aider, à vingt mètres de l'endroit où se trouvaient les nazis, les enfants allaient le chercher. L'état major nazi avait peur de voir les soldats allemands influencés par les Soviétiques. De nombreux soldats allemands s'étaient laissés prendre, ils étaient déjà écoeurés de la guerre.

Cette attitude du peuple soviétique envers les soldats allemands s'exprima clairement à la fin de la guerre quand les gens, qui n'avaient eux-mêmes presque rien, donnaient des cigarettes et du pain aux soldats vaincus défilant au milieu de la population. Cela montrait l'absence d'égoïsme du peuple soviétique, et cette conduite, qui fut la même pendant toute la guerre, a eu un effet démoralisateur terrible sur l'armée allemande.

Pendant le siège de Stalingrad, un grand nombre d'officiers allemands ont commencé à émettre des doutes sur cette guerre, à la suite de ce processus de démoralisation intérieure. L'état major nazi fit fusiller des officiers qui disaient : «C'est une folie sociale que nous sommes en train de faire. Nous allons sacrifier un million d'hommes, parce que le peuple soviétique va de toutes façons nous liquider». Le comportement du peuple soviétique exerçait toute cette influence. Les pères, les enfants, et même les vieillards, démontraient une grande assurance humaine, allant jusqu'à aider et bien traiter les soldats allemands. Cela démoralisait intérieurement l'armée nazie. Tout en ayant un tel comportement, le peuple soviétique ne transigeait pas avec la défense de l'URSS.

La résistance de la 2e Guerre Mondiale est née de cette expérience des Soviétiques. En Yougoslavie, Tito a organisé le mouvement des partisans dès le début de la guerre, mais il le fit en tant que communiste. Certains aspects de la vie de Tito à l'époque où il était partisan furent très beaux. D'autre part, il n'est pas exact de dire que les Soviétiques ne l'ont pas aidé et ne sont pas intervenus. La guérilla a été menée par les Yougoslaves, mais avec l'aide des Soviétiques. Ceux-ci, même s'ils n'aidaient pas directement, faisaient certaines actions près de la Yougoslavie, obligeant les nazis à mobiliser leurs troupes d'un côté à l'autre. Ce n'est pas Staline mais l'état major de l'Armée Rouge qui prenait ces initiatives. Staline avait des divergences avec Tito, mais l'Armée Rouge jugeait et agissait d'un point de vue militaire.

Tito recevait un appui immense des paysans yougoslaves. Ceux-ci vivaient dans des conditions très misérables, mais ils aidaient les partisans. Le triomphe de Tito est essentiellement un résultat de l'existence de l'Union Soviétique, à quoi il faut bien sûr ajouter le courage, la capacité militaire, l'art stratégique et politique de ce petit pays pour affronter à la fois les nazis et la bourgeoisie alliée au roi, qui ne valait pas mieux que les nazis.

La structure du mouvement des partisans de la 2e Guerre Mondiale ne se base pas sur l'amour de la patrie, mais sur l'amour pour le progrès de l'humanité, influencé par l'Union Soviétique et par les guérillas de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie. En Chine aussi, Mao avait déjà organisé des guérillas. La «Longue Marche» a représenté une des prouesses historiques la plus grande qui soit. On doit considérer ces faits, indépendamment de toutes les divergences qu'on peut avoir avec Mao. Sans cette guérilla, il n'y aurait pas d'État ouvrier aujourd'hui en Chine. C'est elle qui a détruit le capitalisme anglais, américain et japonais.

Postérieurement, la guérilla de Fidel Castro est aussi à compter parmi les expériences les plus émouvantes de l'histoire. En commençant par le fait que tous les

Créati

re

J. POSADAS



dirigeants de la guérilla étaient originaires de familles riches : Guevara, Castro et d'autres. Ils étaient des fils de propriétaires, de latifundistes, de commerçants. Ils ont été gagnés à la pensée scientifique de l'histoire. La vie qu'ils menaient dans la Sierra Maestra était une belle expression de sentiments communistes.

Toutes ces expériences font aussi partie des mouvements de partisans. Mais on ne le considère pas de cette manière en Europe (quand les partis de gauche parlent de la Résistance). On ne pense pas à faire un lien entre l'expérience cubaine et le mouvement des partisans de la 2e Guerre Mondiale en Italie et ailleurs.

La structure de l'histoire se base sur le besoin de dépassement de sa condition sociale, qui s'accomplit au moyen de transformations sociales. Dans un pays comme la Chine par exemple, il s'est accompli par des prises de terres. Dans des conditions de guerre, les guérillas peuvent servir notamment à s'emparer des terres. On ne peut pas parler de guérilla en abstrait, il faut parler de la fonction historique qu'elle accomplit. Les guérillas ont pu se développer et avoir des bases d'appui parce qu'elles se donnaient l'objectif de transformations sociales. Même quand elle ne le pose pas explicitement dès le début, toute guérilla signifie des transformations sociales. La guérilla de Mao a commencé en 1927. Tout le monde savait qu'elle était synonyme de transformations sociales. Fidel Castro s'appuya en partie sur l'expérience de Mao, mais aussi sur l'expérience militaire de Trotsky et des Bolcheviques, bien que lui-même

on et fonction de la guérilla volutionnaire



n'en avait pas une claire notion. La guérilla cubaine n'était pas quelque chose en l'air, ce n'était pas une histoire de fou, elle se basait sur ces expériences de l'histoire.

La discussion sur la guérilla est importante pour comprendre comment transformer la société. Tous les mouvements de guérillas tendent à transformer la société. Il n'y a pas de guérilla en abstrait, elle répond à une finalité historique. Aujourd'hui, elle n'a déjà plus de finalité bourgeoise. Ou alors, c'est un mouvement du genre de l'Unita en Angola, qui mène une action contre-révolutionnaire, et n'a ni la moindre valeur, ni le moindre soutien. Les Chinois eux-mêmes, qui sont après les Bolcheviques, les plus grands experts en guérilla de l'histoire, ont échoué quand ils ont voulu en faire une contre les Vietnamiens, car ils n'avaient pas de raison historique : la raison historique consiste dans le fait que les gens comprennent et voient comment agir pour progresser.

Il ne faut pas prendre l'expérience de la guérilla comme une simple commémoration et contemplation du passé. Tout processus historique a besoin d'être observé, mais il faut le faire avec un regard d'organisateur, et non pour s'en réjouir ou se distraire. La contemplation fait partie de l'observation, mais ensuite, il s'agit de chercher à organiser mieux : voilà la fonction de la pensée. Il faut observer comment le processus historique s'est déroulé, et tout de suite après on voit qu'on peut faire mieux. Ce n'est pas pour cela

qu'on avait mal fait avant, mais on avait dû oeuvrer dans d'autres conditions historiques. Si Trotsky vivait aujourd'hui, il agirait infiniment mieux que pendant la guerre civile en 1920. Maintenant il aurait des canons, alors qu'il n'avait même pas de balles pour les fusils. Il n'y avait pas assez de balles, et les Bolcheviques ont dû faire les actions les plus audacieuses pour obtenir des armes et des munitions pour la guerre.

Nous analysons l'histoire en nous préparant à la continuation de ce processus, qui découle de la 2e Guerre Mondiale. Le processus historique n'est plus le même qu'avant, mais ses racines sont identiques : c'est l'action dite « populaire » pour transformer l'histoire. Cette action est déjà chaque fois moins « populaire », car c'est la direction qui l'organise, mais elle a un appui populaire. La population intervient. Sa participation à la guérilla montre qu'elle veut intervenir dans les transformations sociales. Par la suite, la direction écarte la population, car c'est elle - avec le parti - qui dirige. L'existence du parti n'est pas nocive en soi, mais quand il organise mal son activité, la population ne peut pas intervenir, ce sont les appareils du parti qui contrôlent tout.

Mais dans la prochaine guerre, il n'y aura plus d'appareil qui vaille pour contenir l'intervention de la population. Il n'y a qu'à observer les expériences de la 1re et de la 2e Guerre Mondiale. Les appareils occupent chaque fois moins d'espace parce que l'humanité augmente sa capacité,

son niveau de compréhension, et par conséquent, son degré de conscience. Quand les enfants dirigent des révolutions, comme c'est le cas au Salvador et au Nicaragua, c'est parce que les conditions actuelles ne sont plus celles des « Quatre Jours de Naples ». Aujourd'hui, tous les enfants du monde ont quelque chose de napolitain. Mais les Napolitains eux-mêmes étaient les fils des enfants de l'Union Soviétique. Ils n'étaient pas napolitains à proprement parler.

Depuis que l'humanité existe, il existe des guérillas. En Europe, les jaqueries des paysans étaient une sorte de guérilla, même avec toutes leurs limitations. De même, les mouvements de résistance de la bourgeoisie contre le féodalisme. En Amérique Latine, il y eut des guérillas contre l'occupation espagnole et anglaise. Mais la guérilla d'aujourd'hui n'a pas la même signification : elle lutte pour des transformations sociales, qui éliminent toute forme de propriété. Les guérillas des époques antérieures faisaient passer la propriété de certaines mains vers d'autres. Maintenant, elle agit pour la retirer de toutes les mains.

La guérilla est un instrument indispensable du progrès de l'histoire. Elle peut avoir divers contenus, divers objectifs, mais celle qui a survécu dans l'histoire est celle qui cherche la transformation sociale, et qui représente le besoin de progrès de la population. L'humanité s'est construite en partie au moyen des guérillas. C'est de cette manière qu'elle a progressé. Ce sont les guerres qui résolvent les problèmes des grands secteurs qui dominent la société. Mais la guerre des Soviétiques n'est pas une guerre ordinaire, elle est une des formes de la révolution, qui s'exprime en défenses et en attaques guerrières. La guérilla ou la guerre ne se juge pas en soi, mais en fonction de ses objectifs. S'il s'agit de guerre capitaliste ou de guérilla capitaliste, nous sommes contre les deux, bien que pour une quelconque raison historique, on pourrait appuyer l'une contre l'autre, si cela convient au progrès de l'histoire.

Le progrès de l'histoire humaine s'accomplit au travers de la lutte de classes. Toutes les guerres ont leurs causes ou leur provenance dans la lutte des classes ou la lutte entre différents secteurs d'une même classe. A partir de 1917, la guerre entre les classes conduit à une guerre contre la classe qui dirige. C'est là un des fondements essentiels de l'histoire à l'époque actuelle. Mais on ne le pose jamais. L'existence même de l'Union Soviétique fait que les guerres de cette époque sont différentes de celles où l'URSS n'existait pas. La prochaine guerre sera encore différente de la précédente, bien que l'Union Soviétique existe déjà. Mais dans la guerre de 39-45, Staline doutait des résultats de la guerre, et cela le conduisit à vouloir forcer Tito, ainsi que Mao, à concilier avec le capitalisme. Mais il se heurta à leur opposition. Au nom de l'État ouvrier soviétique, Staline signa les accords de Yalta et de Téhéran. Mais l'État ouvrier a besoin d'impulser l'histoire, et cela se fait en renversant le système capitaliste : ce sera la caractéristique de la prochaine guerre.

La guerre de 1940-45 n'avait pas pour but de renverser le système capitaliste, mais elle créa et développa les contradictions sociales inter-capitalistes, et les bases de l'antagonisme entre l'Union Soviétique et les pays capitalistes. La population s'est unie à l'Union Soviétique et chassa le capitalisme en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Dans la prochaine guerre, l'humanité va se soulever contre le capitalisme, malgré toutes les bombes atomiques que celui-ci va faire sauter. Les personnes victimes de radiations, qui resteront encore en vie, vont se préoccuper de développer l'histoire, et non de se soigner elles-mêmes. L'humanité a déjà acquis la conscience que le socialisme représente le progrès de l'histoire.

Quand une action de guérilla se fait au nom de la réaction, on ne peut plus parler de guérilla, mais simplement d'une bande armée. La guérilla est unie au progrès social. A l'étape actuelle, la guérilla change son sens historique, parce qu'elle a la référence de l'État ouvrier. C'est de là

qu'elle part et c'est là qu'elle aboutit. Dans la 2e Guerre Mondiale, Staline ne se proposait pas d'étendre l'État ouvrier à d'autres pays. Pourtant, c'est ce qui arriva. Trotsky avait prévu que la guerre aurait cette conclusion. Dans la prochaine guerre, un processus de guérilla va se dérouler à une échelle encore cent fois plus vaste. La population va instantanément organiser des guérillas.

L'expérience du Vietnam représente une phase de la guérilla, même par rapport à la Chine. Mais il faut de toutes manières avoir un grand respect pour la guérilla de Mao. La Chine était un pays extrêmement arriéré, les gens n'y jouissaient d'aucun droit. Mao organisa la guérilla en vue de transformer le pays. Le Vietnam représente déjà une combinaison entre la forme de la guérilla et le programme de libération sociale. La libération sociale est l'objectif déclaré et la guérilla est un moyen. On peut comparer deux mouvements de guérilla assez semblables : celle de l'Algérie et celle du Vietnam. Mais en Algérie, le programme de la libération sociale n'existait pas au début. Il fut formulé plus tard avec Boumediène. Au Nicaragua, c'est à peu près la même chose. Mais au Vietnam, la direction se proposait d'emblée l'objectif de la transformation sociale. Elle a adopté la méthode de lutte de guérilla parce qu'elle ne pouvait pas agir autrement. Ce n'était pas une simple rébellion populaire, mais une lutte d'opposition sociale historique prenant la forme de la guérilla.

La guérilla révolutionnaire, pour des transformations sociales, est une partie inhérente de l'activité humaine. Elle est le produit des soulèvements de la population. Dans la prochaine guerre, la guérilla sera la manière dont s'exprimera le pouvoir révolutionnaire. Mais la lutte la plus élevée pour le progrès humain, quelle que soit la forme qu'elle prend, se concentre dans l'Union Soviétique. 1917 est la forme de lutte la plus élevée qui ait été, combinant guérilla, révolution, guerre. 1917 combinait tous ces aspects parce qu'il y avait une direction politique qui savait conduire vers l'objectif, une direction qui avait la capacité de gagner, par la persuasion, une grande partie de l'ennemi dont la révolution avait besoin. Mais elle pouvait le faire une fois que la révolution avait profondément influencé les soldats russes, une fois que le comportement de la population, l'héroïsme des ouvriers, et les objectifs mêmes de la révolution, avaient pénétré au fond de la conscience des soldats, qui voyaient alors l'arriération brutale de la Russie. Les Bolcheviques organisaient leur activité pour cela.

Le tsar, tout comme Somoza au Nicaragua, voulait garder le pouvoir par la force, par l'imposition militaire, en comptant sur la peur, sur l'égoïsme individuel, sur la peur des mères, des fils, des épouses. Mais il se fait que l'enfant dit : « On va tuer ma mère, mais nous allons continuer la lutte ». L'enfant ne raisonne pas en fonction du sentiment de propriété ou du sentiment filial, mais en tant qu'être humain, en tant que genre humain. Le capitalisme ne peut comprendre une telle chose. Dans la prochaine guerre que le capitalisme prépare, les exemples de ce comportement social vont se multiplier par millions. Les gens vont s'orienter en fonction de sentiments humains, et non en fonction de sentiments familiaux. Ils ne vont pas abandonner ceux-ci, mais quand ils devront décider, ils le feront sous la forme la plus élevée. Leur raisonnement ne restera pas prisonnier de la famille. Ils penseront qu'il faut changer la vie.

1er Mars 1981

J. POSADAS

(1) guérilla : ce terme englobe ici tous les mouvements de lutte armée dans l'histoire, aussi bien celui de Fidel Castro, de Mao, des Angolais, que les mouvements des partisans en Europe pendant la guerre de 1940-45.

(2) « Quatre Jours de Naples » : libération de la ville de Naples en Septembre 1943, à la suite d'un soulèvement populaire, avant même l'arrivée des troupes anglo-américaines.

Les assassinats du stade du Heysel...

Parmi les soixante mille personnes qui avaient assisté au match de football, il n'y avait que quelques centaines de ces types venus exprès pour casser et pour tuer. Et tout le public du Heysel passe pour une foule hurlante, enragée, qui réclamait le match à tout prix et aurait marché sur les 38 morts pour qu'il ait lieu... Ce n'est pas le public qui est corrompu, mais toutes les puissances d'argent, qui manipulent le sport, les firmes qui veulent montrer leur publicité, les télévisions du monde qui doivent transmettre l'événement, les organisateurs du match qui ne tiennent pas à rembourser, et aussi les joueurs qui savent qu'ils vont toucher plus d'un million et demi de francs chacun s'ils gagnent le match (la Juventus). Voilà toutes les raisons qui ont fait qu'aucun de ces responsables, y inclus les responsables politiques présents, n'a eu la dignité d'en appeler au public sur le stade, d'expliquer le massacre qui venait de se produire, et de demander la levée du spectacle. Des milliers de gens, qui avaient vu et compris ce qui se passait, sont partis dégoûtés. Le reste du public ne connaissait pas les assassinats qui venaient d'être commis. Nous ne devons pas nous incliner devant l'argument que la droite et les médias ont tout de suite mis en avant, quant à la nécessité de jouer. L'annulation du match, selon eux, aurait provoqué des affrontements plus mortels.

Mais l'intoxication de la population ne s'arrête pas là. Les médias ont montré complaisamment que la jeunesse anglaise se retrouve en masses au travers de ces voyous fascistes, et que c'est le chômage et le manque de moyens pour vivre qui convertissent tous ces jeunes en fascistes virtuels. Ce n'est pas seulement la bourgeoisie qui colporte cette image, mais aussi les partis de gauche. De là cette gauche conclut que c'est dans la classe ouvrière elle-même que le fléau du fascisme prend corps et se répand. Dans ces conditions, comment les mineurs anglais ont-ils pu tenir une grève générale contre le gouvernement Thatcher pendant plus d'un an ?

Comment Thatcher n'a-t-elle pas lancé contre eux ces «masses de jeunes» dégénérés par la crise ? La raison en est que les «hooligans» ne sont pas nombreux, mais ce sont quelques groupes dont les dirigeants et les organisateurs vivent en toute légalité, les préparent, les organisent, les financent. Ces organisations fascistes sont réelles, mais ce ne sont pas elles qui vont entraîner les masses ou-

vières ou petites-bourgeoises appauvries par la crise capitaliste à porter le fascisme au pouvoir. La fonction qu'elles accomplissent est de servir de gardes du corps, de groupes de choc, de justifica-

tion à la droite bien pensante et bien installée à la tête de l'appareil de l'État, que ce soit en Belgique ou en Angleterre.

Le PRL n'a pas attendu longtemps pour réclamer et obtenir le renforcement des forces de gendarmerie, la centralisation des différentes forces de police sous ses ordres. A l'occasion des attentats des CCC, il avait déjà commencé cette campagne. L'intervention du député PRL Defraigne accusant le ministre de l'intérieur PSC Nothomb de «laxisme et de passivité face au drame du Heysel» a visé surtout à faire pression sur ce secteur de la bourgeoisie pour qu'il suive le PRL dans cette stratégie menant à l'instauration de l'État fort. Cette politique de déstabilisation de la démocratie bourgeoise tend, en effet, à structurer des bases pour un coup d'État.

La «violence dans les stades» est une violence provoquée, entretenue, comme celle qui préside aux attentats CCC, aux bombes de Francfort, de Bologne, du train de Florence, ou au meurtre de milliers de gens par la pollution de l'usine de Bhopal. C'est avec une violence de même nature que la police de Philadelphie aux États-Unis a bombardé avec un hélicoptère et incendié tout un quartier pour délo-

ger un petit groupe religieux d'une maison dont il ne voulait pas sortir. La décomposition du système capitaliste mène à la violence et au mépris pour l'être humain, car il n'a plus aucune perspective pour le développement et l'épanouissement de la vie de l'humanité. Le capitalisme ne voit que la préparation de la guerre pour assurer sa propre survie.

Les forces de la gendarmerie et de la police étaient «impuissantes» à faire face à ces petites hordes sauvages de supporters... mais elles n'ont pas empêché des groupes armés de se promener toute la journée dans Bruxelles, elles n'ont pas arrêté les «hooligans» qu'elles rencontraient avec des instruments d'agression, elles n'ont pas empêché ces types de casser, de se saouler dans les cafés, et de pénétrer sur le stade avec toutes sortes d'armes, même s'il n'y avait pas de volonté délibérée à ce moment-là de laisser circuler des gens armés pour tuer dans le stade.

Le laxisme vis-à-vis d'eux n'est pas dû au hasard. La police peut se montrer très ferme pour taper sur des manifestants devant l'Ambassade du Chili, ou pour faire mettre en prison des militants pacifistes, armées... «d'un pot de colle et d'une brosse» collant des affiches contre les missiles nucléaires. La «justice bourgeoise» se montre très stricte pour condamner ces militants à la prison, pour poursuivre les médecins qui font oeuvre de protection de la santé publique en pratiquant des avortements. Mais tout l'appareil de l'État est subitement paralysé et impuissant devant cette violence incontrôlable des stades !

une autre forme d'organisation des budgets de l'État, mais aucune mise en question du système capitaliste qui dirige et continuera à diriger l'économie du pays, en fonction de ses profits exclusifs. Le seul engagement du PS, à propos de l'emploi, est de proposer la création de 40.000 postes de travail.

Le chômage en Belgique atteint déjà plus de 15% de la population active, et toutes les analyses des organismes les plus officiels du monde capitaliste constatent que cette situation ne va pas s'améliorer. Pour le reste, ils ne manquent pas d'encourager la bourgeoisie belge à poursuivre dans la voie du gouvernement Martens V.

La FGTB, au travers de J. Gayetot, a justifié la signature de cet accord en considérant : c'est la seule façon pour la FGTB de ne pas se trouver isolée, et qu'il n'y a rien d'autre à faire «après les échecs de Coronmeuse et l'échec de la grève des services publics en 1983». L'isolement le plus grand de l'Interrégionale Wallonne et de Bruxelles vient de son ignorance et de son désintérêt de ce que pense le mouvement syndical. Les centaines de milliers de travailleurs du Nord et du Sud du pays qui ont FAIT la grève en 1983, ont dû écouter à la radio l'heure de la reprise du travail. Il y avait un front wallons-flamands et bruxellois, belges et immigrés dans l'action, dans la lutte. Ils ont été sabotés par l'appareil syndical qui a eu peur de l'extension du mouvement à toutes les autres professions. C'est là la leçon qu'il faudrait tirer de cette grève, au lieu de se servir de son soi-disant échec pour justifier la démission actuelle de la direction syndicale. Les travailleurs ont pris connaissance de cet accord par la presse bourgeoise et les médias. Ce n'est qu'au mois de septembre que la base sera consultée et amenée à donner son avis. Ce mépris pour la démocratie syndicale la plus élémentaire cache la crainte et le rejet à priori de la critique et des protestations de la classe ouvrière, de la base syndicale. Pourquoi avoir abandonné les revendications, même les plus simples, du syndicat : la réduction du temps de travail, l'échelle mobile des salaires ? Le soi-disant «réalisme» (ou réal politique) qui a présidé à la discussion et à la signature de l'accord PS-FGTB, signifie surtout la soumission et l'acceptation de la société capitaliste, tel-

L'accord au sommet Parti Socialiste - F.G.T.B...

Suite de la page 1

le quelle, et donc de l'impossibilité de sortir de la crise.

Il faut développer cette discussion à la base, dans les assemblées syndicales et politiques du mouvement ouvrier, avec les travailleurs chrétiens, communistes, écologistes, et à l'échelle de tout le pays. Les problèmes fondamentaux de la population sont les mêmes dans tout le pays, et il est nécessaire de les aborder avec la réunion de toutes les forces sociales capables de mener la lutte contre le capitalisme. La lutte contre l'installation et pour le démantèlement des missiles nucléaires US, fait partie de ces problèmes. De même que la lutte pour défendre les droits démocratiques de la population - sur lesquels la FGTB et le PS sont tout-à-fait silencieux -. Après avoir fabriqué les attentats terroristes des CCC et laissé complaisamment les groupes de hooligans sévir au stade du Heysel, les milieux les plus réactionnaires de la bourgeoisie réclament, et obtiennent aussitôt, le renforcement des effectifs de la gendarmerie, l'augmentation de son budget, de nouvelles lois limitant les droits individuels des gens. Cela concerne de très près le mouvement syndical et le Parti Socialiste, car ce sont les travailleurs et leurs prochaines luttes qui sont visés dans ces mesures anti-démocratiques.

Il faut discuter le problème des droits démocratiques, en même temps que celui des missiles et le programme anti-capitaliste : un programme pour mettre l'économie au service de la population, pour nationaliser les holdings et les grandes entreprises de toute la Belgique, et pour faire un plan économique répondant aux besoins des masses, et qui permettra de donner du travail et une perspective de vie à tout le monde. Voilà ce que nous voulons voir soutenir par nos organisations syndicales et politiques.

Quand le PS - soutenu par la FGTB - dé-

clare qu'on ne peut pas récupérer ce qui a été perdu par les masses des travailleurs, mais propose seulement d'atténuer la course à la régression sociale, il va à la rencontre d'une partie de la bourgeoisie :

continuer la même politique, mais en se donnant des garanties contre le mécontentement et la rébellion des travailleurs, en y associant les directions du mouvement ouvrier.

Lettre au festival de la jeunesse à Moscou...

Suite de la page 3

historique acquise en 68 années de lutte par les masses soviétiques et par les années de lutte des autres États ouvriers d'Europe, d'Asie et d'Amérique Latine.

La lutte pour la paix et pour l'harmonie que nous proposons à ce Festival Mondial de la Jeunesse, se base sur le fait que l'humanité cherche à se mettre d'accord avec elle-même et qu'elle y parvient déjà. Le capitalisme est dans la poubelle de l'histoire. A la jeunesse d'aujourd'hui revient la tâche de l'enterrer. Nous comptons pour cela sur notre optimisme, notre pureté et notre fraternité, et sur notre confiance dans la possibilité de construire une société supérieure sur les ruines du système capitaliste. C'est en liant les mains chargées d'armes atomiques de l'impérialisme, en faisant s'écrouler ce système de faim, de misère, de chômage, en organisant un vaste front unique mondial de la jeunesse pour le progrès vers le socialisme, que notre Festival aura été, non seulement un centre de relations fraternelles et culturelles de la jeunesse, mais aussi un centre de relations révolutionnaires, qui nous unissent à nos parents et au futur. Nous sentons aussi que la réalisation de ce Festival, avec un tel objectif, est un engagement conscient vis-à-vis de la jeunesse soviétique et celle des autres

États ouvriers qui sont en train de construire le socialisme.

Nous saluons les organisateurs de ce Festival Mondial de la Jeunesse, ainsi que toutes les délégations du monde, avec le sentiment profond de participer à la construction d'une nouvelle société humaine, qui surmontera définitivement les inégalités sociales, et qui sera la base de relations sociales de fraternité et d'amour. Les jeunes du monde attendent cela de nous. Ils sont tous présents ici, tout comme nous sommes présents dans le monde entier !

Vive la jeunesse soviétique !
Vive la jeunesse d'Asie, d'Afrique, d'Europe, d'Amérique, d'Océanie !
Vive le front unique mondial de la jeunesse pour le progrès vers le socialisme !
Vive les masses du monde en lutte pour le progrès social !
Vive le Festival Mondial de la Jeunesse !

Juin 1985

La Jeunesse de la IVe Internationale Posadiste.

La rencontre en Allemagne Fédérale des sept pays capitalistes les plus puissants financièrement et industriellement, a montré une fois de plus la fragilité du système du régime de propriété privée. Les Sept n'ont pas pu sortir de la réunion avec un document signé, même de caractère général. C'est la première fois que dans une réunion de ce niveau un tel événement se produit. C'est un coup pour tout le système capitaliste mondial. Les masses, le prolétariat, la petite-bourgeoisie, les intellectuels progressistes, les forces d'opposition au régime capitaliste en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, vont se sentir impulsés à intervenir de façon plus audacieuse et plus résolue.

Le capitalisme fait ce genre de réunions pour essayer de maintenir son autorité face à la petite-bourgeoisie de l'extérieur comme de l'intérieur de chaque pays. Le capitalisme n'a aucun besoin de telles réunions pour prendre des résolutions. Ce sont les grands cercles financiers qui prennent les décisions qui vont déterminer le futur des relations entre les grands pays capitalistes. Même si ces réunions ne sont pas décisives, quand les représentants des grandes bourgeoisies n'arrivent pas à se mettre d'accord et ne peuvent présenter un semblant d'union par la signature d'un document commun, c'est que la crise du système capitaliste est très profonde. Ce sont les relations de forces qui existent dans le monde qui désintègrent l'appareil capitaliste. C'est déjà la seconde fois que des membres participants de ces réunions de «haut niveau» se posent la question de savoir s'il convient ou non de poursuivre l'organisation de telles rencontres. Aucune des réunions qui ont été faites n'a servi à déterminer le comportement des pays capitalistes. Ils ont pris des résolutions, et chaque bourgeoisie nationale a ensuite agi en fonction de ses propres intérêts. Comme l'impérialisme américain est le plus puissant, parce qu'il compte sur l'industrie de guerre la plus importante et que tout le fonctionnement du système capitaliste dépend de l'économie de guerre, c'est lui qui s'est imposé au reste des bourgeoisies, et celles-ci n'ont pas eu d'autre remède que de se soumettre.

La bourgeoisie française espérait parvenir à des accords avec les américains dans le sens où ces derniers prenaient en compte ses propres intérêts. La diplomatie française a déployé un plan destiné à convaincre les yankees que dans l'intérêt des deux pays, il fallait laisser l'économie française se développer, et ne pas l'étouffer comme sont en train de le faire les grands cercles financiers. Mais les yankees n'ont répondu à aucune demande des français. Ils n'ont pas la force pour permettre à une autre bourgeoisie de leur faire la concurrence. C'est pour cela que non seulement ils n'ont pas répondu de façon affirmative aux demandes des français, mais qu'ils continuent leur offensive contre les économies européennes et particulièrement l'économie française. Du point de vue des intérêts historiques de classe, c'est la bourgeoisie française qui aurait dû faire des concessions, mais elle ne peut pas non plus céder car elle se sent acculée par la révolution mondiale.

La décision de la France de ne pas signer le document présenté par les yankees reflète le sentiment pessimiste qui gagne une partie des bourgeoisies européennes. Ceci va dérégler encore plus les relations inter-capitalistes à une étape où le capitalisme a besoin de concentrer et d'unifier ses forces. Il faut tenir compte du fait que le capitalisme ne se prépare pas à une dispute pour la concurrence dans un certain marché avec les différents pays capitalistes, mais à la dispute historique avec les États ouvriers et la révolution mondiale. La dispute entre eux va faciliter l'action des États ouvriers et des masses du monde.

Si en pleine préparation de la guerre atomique le système capitaliste ne peut contenir sa lutte interne, c'est parce qu'il existe en son sein des forces qui sont conscientes de son manque de perspective. C'est ce sentiment qui s'aiguise à mesure que les délais vers la guerre se raccourcissent, et qui le fait agir sans assurance

Résolution du Bureau Européen de la IVe Internationale Posadiste :

La réunion des 7 à Bonn et l'aiguïsement de la crise capitaliste

et en désaccord avec ses intérêts de classe. Cela fait partie de la solitude et du vide dans lequel le système capitaliste mondial se sent. Ce sentiment d'insécurité est provoqué en grande partie par l'action des masses du monde, et non seulement du fait de l'existence des États ouvriers, comme par exemple la grève menée par les mineurs anglais. Les luttes des masses lui font sentir que lorsqu'il va lancer la guerre, il va se retrouver complètement seul. C'est ce qui provoque des doutes à l'intérieur même du système. Les pays capitalistes vont être unis dans la guerre, mais dans sa préparation, chacun d'eux essaie d'agir de façon à ne pas être délogé par ses propres masses.

En allant discuter à Bonn, l'objectif des yankees était d'imposer une position commune par rapport aux grands problèmes, en fonction de leurs propres intérêts. Les yankees prétendaient à un tel privilège parce qu'ils se présentent devant la bourgeoisie mondiale comme les meilleurs garants de la subsistance du régime de propriété privée. La bourgeoisie mondiale sait qu'historiquement les yankees ont raison, et que tôt ou tard, elle devra se soumettre aux américains. Si elle ne l'a pas encore fait, c'est parce qu'une telle décision signifie la guerre à court délai, et que la guerre va signifier leur disparition à tous. Même ainsi, la bourgeoisie allemande n'a pas eu d'autre solution que de se soumettre aux yankees, car sinon, elle sentait qu'elle allait être absorbée par les États ouvriers.

En maintenant son opposition aux yankees, la bourgeoisie française pense qu'elle a encore un champ de manœuvre. En rejetant la signature du document final, son attitude a le même sens que le vote du Congrès contre Reagan sur les deux problèmes fondamentaux : le rejet du budget militaire présenté par la haute finance, et celui consacré à la contre-révolution en Amérique Centrale.

Toutes les réunions que fait Reagan au nom du capitalisme mondial, sont destinées à essayer de réorganiser le système capitaliste mondial afin d'affronter les États ouvriers et la révolution mondiale, et la réunion de Bonn montre que les pays capitalistes sont en train de renouer de grandes difficultés. Ils ont une grande force militaire, mais socialement ils sont tellement décomposés qu'ils ne savent pas quelles mesures prendre pour essayer de se restructurer et de se centraliser. Comme l'avait analysé Posadas, le système capitaliste ne va pas pouvoir déterminer les conditions dans lesquelles la guerre va éclater. Il va lancer la guerre au milieu d'une situation mondiale qui échappera totalement à son contrôle. La réunion de Bonn n'est qu'un exemple éloigné de ce qui va se passer postérieurement. Les yankees vont avoir des difficultés, non seulement avec la bourgeoisie française, mais aussi avec d'autres bourgeoisies, comme ce sera le cas très bientôt pour la bourgeoisie allemande. Kohl est tout à fait transitoire en Allemagne. Il va être mis en échec dans les prochaines élections, et les yankees trouveront en face d'eux un autre secteur de la bourgeoisie qui cherchera à s'arranger avec les États ouvriers. Il est certain qu'ils ne vont pas se soumettre à ce que décidera le prochain gouvernement qui va se former en Allemagne. Ce sont les grands cercles de la bourgeoisie qui vont décider au-dessus des gouvernements.

Mais ceci ne va pas faciliter leur action, parce que leurs centres de pouvoir s'affaiblissent. La petite-bourgeoisie va échapper chaque fois plus à leur contrôle. Et ceci va avoir de l'influence, même sur

les équipes qu'ils ont préparées pour lancer la guerre. Elles vont jeter la bombe, mais elles vont ensuite partir en courant, alors que de l'autre côté il y a l'assurance que donnent l'État ouvrier et le progrès de la révolution dans le monde. C'est pour cela que le capitalisme sort immensément affaibli de réunions telles que celle de Bonn. Il ne s'agit pas de faits circonstanciels ou sans importance. Il est nécessaire de le considérer ainsi pour sentir le poids immense de la révolution mondiale. Les partis communistes n'ont pas considéré ainsi les résultats de la réunion de Bonn. Ils l'ont analysée en fonction de leurs intérêts de partis communistes nationaux, et non en fonction des intérêts historiques de classe. Voilà pourquoi il n'y a pas eu une conclusion identique entre eux et l'Union Soviétique. L'URSS a vu l'importance d'utiliser les dissensions capitalistes pour en tirer avantage. Ce n'est pas qu'elle se fasse des illusions sur les dissensions, mais elle en tient compte pour gagner du temps et pour mieux préparer la réponse que les États ouvriers doivent donner à l'agression que prépare le système capitaliste mondial.

Les masses du monde, qu'elles soient allemandes, françaises ou espagnoles, ne se sont pas trompées en jugeant l'objectif et la finalité du capitalisme en réalisant de telles réunions. En Espagne, près de trois millions de personnes sont sorties dans la rue. Ce furent les manifestations les plus importantes qui ont eu lieu en Espagne, ce qui indique la maturité du prolétariat et de la petite-bourgeoisie européenne. Ceci est un démenti très net pour ceux qui pensent que les masses sont démobilisées à cause de la crise du capitalisme. Ces mobilisations ont exprimé tout le contraire. Le prolétariat, la petite-bourgeoisie, veulent peser non seulement sur les problèmes immédiats de la lutte pour un meilleur salaire ou pour de meilleures conditions de vie, mais aussi sur les problèmes fondamentaux qui sont en train de préparer l'avenir de l'humanité, comme ceux de la paix et de la guerre.

Les masses européennes ont vu une continuité entre la réunion de Bonn, les assassinats en Afrique du Sud, en Amérique Centrale, et la visite faite par Reagan et Kohl au cimetière où les nazis furent enterrés. La visite au cimetière nazi n'a pas seulement été une provocation ou une erreur de plus de Reagan, comme la presse capitaliste essaie de le présenter, mais une décision politique prise en toute conscience dont l'objectif était de lancer un appel au capitalisme mondial à laisser de côté ses dissensions internes pour se lancer contre les États ouvriers. La grande bourgeoisie mondiale est allée au cimetière à travers cet idiot de Reagan pour dire au capitalisme mondial qu'il ne soit pas idiot et qu'il ne commette pas l'erreur qu'il a commise pendant la seconde guerre mondiale, en laissant un seul secteur du capitalisme face à l'Union Soviétique. Dans la prochaine guerre, tous doivent être unis depuis le premier moment afin d'avoir une petite chance de succès. C'est le rêve de Reagan et des hautes finances, comme l'est également sa recherche d'une arme totale. Mais c'est tout ce qui reste au capitalisme, et il essaie de le mener à terme par tous les moyens.

Le capitalisme mondial ne va pas y arriver, et va entrer dans la prochaine guerre encore plus divisé que dans la guerre antérieure. Il faut tenir compte du fait que les plus grandes affaires que le capitalisme mondial est en train de mener se situent dans la production et la vente des armes. Comme chaque bour-

geoisie, particulièrement la bourgeoisie américaine et française, essaie de défendre ses propres affaires, il en résulte que d'importantes divergences politiques surgissent entre elles. C'est pour cela qu'elles ont critiqué la visite de Reagan au cimetière nazi, non parce qu'elles ont des intérêts historiques différents, mais parce qu'avec une telle critique, elles espèrent renforcer leurs positions, en apparaissant différentes devant la petite-bourgeoisie. Mais les masses françaises ne vont pas se laisser tromper.

Posadas analysait ainsi le comportement de la bourgeoisie française en Mars 1981 : «la bourgeoisie française est un centre de contention des yankees. Ce n'est pas qu'elle soit anti-capitaliste, mais elle voit que les yankees les mènent à la mort, et dans la prochaine guerre elle sait qu'ils perdent...» Les résultats de la réunion de Bonn réaffirment une telle conclusion. Si la bourgeoisie française sentait qu'elle a un avenir après la guerre, elle se serait centralisée avec les yankees pour sauver le système et organiser ensuite les partages et les affaires. Si elle ne l'a pas fait, c'est parce qu'elle voit qu'il ne va rien y avoir à répartir, à part leurs propres cadavres.

Le mouvement ouvrier, la petite-bourgeoisie, doivent organiser la discussion de telles conclusions. Les partis communistes, socialistes, les différents courants de gauche, doivent organiser des assemblées dans les usines, dans les écoles, dans les quartiers, afin de discuter les conclusions qui surgissent de ce processus dans lequel le capitalisme est en déclin. Il va lancer la guerre, mais dans quelles conditions pour lui ! La guerre va être la fin du système capitaliste mondial. Nous ne voulons pas la guerre, mais c'est le système capitaliste qui du fait de sa propre structure et de son propre fonctionnement va la lancer. Cela ne dépend ni des masses, ni des partis ouvriers. C'est le capitalisme qui va prendre la décision. Toute son économie est organisée pour la guerre. Alors, il faut se préparer à l'affronter et à vaincre avec le moins de conséquences pour l'humanité.

Face au déclin historique du capitalisme, il y a un progrès de la révolution dans le monde, des États ouvriers. Alors que les pays capitalistes se disputent sur les problèmes fondamentaux, les États ouvriers tout en ayant des divergences sur des problèmes concrets, n'en ont pas quant au besoin d'unifier et de centraliser leurs forces contre le système capitaliste mondial. C'est pour cela que le Nicaragua ne s'est pas laissé intimider par les yankees. Après la décision des yankees de faire le blocus économique, le Nicaragua décide de renforcer ses accords avec les États ouvriers. C'est une démonstration de l'avance de l'assurance et de la confiance des masses du monde. C'est le système capitaliste qui se désintègre. Les masses sont unifiées, bien que leurs partis ne le soient pas, bien que leurs partis se disputent et ne comprennent pas les besoins historiques de la révolution aujourd'hui. Mais malgré cela, il n'y a pas de reculs importants des masses. Bien au contraire, il y a une affirmation de tous les processus révolutionnaires. Nous appelons toutes les forces progressistes à discuter ces conclusions.

Le 27 Mai 1985

Résolution du Bureau Latino-Américain :

LES ELECTIONS ET LE PROCHAIN GOUVERNEMENT POPULAIRE AU PEROU

La prochaine étape au Pérou se définit socialement et politiquement au travers du mûrissement des masses, qui avaient déjà atteint un niveau très élevé à l'étape nationaliste de Velasco Alvarado et qui vont encore affirmer leur volonté d'une issue anti-impérialiste et anti-capitaliste à la crise du pays, que ce soit l'APRA ou la Gauche Unie qui emporte les élections du 14 Avril 1985*.

La bourgeoisie, la vieille oligarchie latifundiste qui s'est transformée en oligarchie financière, liée directement au FMI et à l'impérialisme, n'ont aucune possibilité de proposer une issue à la crise de désagrégation du capitalisme, et ne peuvent même pas gagner un poids électoral parmi les couches qui étaient leurs bases sociales traditionnelles au sein de la petite-bourgeoisie. La crise économique a paupérisé la soi-disant «classe moyenne» qui s'est ouverte à l'influence du processus de révolution socialiste mondiale, du Nicaragua, de la Bolivie, de l'Uruguay, du progrès de l'URSS et des autres États ouvriers. Aussi, les candidats de ces secteurs de la bourgeoisie, comme Bedoya Reyes et son mouvement «Convergence Démocratique», ne peuvent entraîner derrière eux que les milieux de la haute bourgeoisie, de l'oligarchie financière, de certains petits propriétaires agraires, et d'un secteur très arriéré de la population, mais cela ne suffit absolument pas pour avoir un poids de décision dans ces prochaines élections.

Le parti du gouvernement actuel, Action Populaire, connaît une grande désintégration. Il n'a lui non plus aucune possibilité de gagner ces élections. Comme l'avait analysé J. Posadas, l'échec du populisme politique provient du fait qu'il ne peut appliquer un programme de développement économique bourgeois, donnant certains avantages aux masses afin de développer un marché intérieur. Quand Belaunde Terry est venu au gouvernement le dollar valait 500 «soles», actuellement il en vaut 10.000. Avec un salaire journalier, un ouvrier pouvait acheter 1,5 kg de viande, maintenant il ne peut même pas s'en procurer 0,5 kg. Le chômage a augmenté à un tel niveau qu'un habitant sur quatre seulement a un travail stable.

Déjà en 1983, les élections municipales avaient mis en évidence un processus de radicalisation énorme de la population. Lima a un maire communiste (issu de la Gauche Unie), ainsi que 5 des villes les plus importantes du pays. Les autres capitales de province et de département sont aux mains de l'APRA. APRA et Gauche Unie ont eu ensemble 70% des voix.

Ce processus ouvre directement les portes sur une issue de gauche, avec un mouvement qui peut adopter d'emblée un programme beaucoup plus radical et avancé que ceux qui se sont développés en Uruguay, au Vénézuéla, en Argentine, etc... Ce n'est pas à cause d'un chiffre électoral de 70%, mais parce que le processus interrompu de l'État révolutionnaire au Pérou reprend son cours, comme J. Posadas l'avait prévu, à un niveau très élevé d'expérience pour les masses du Pérou qui peuvent s'appuyer en particulier sur l'exemple du Nicaragua.

À l'étape antérieure, l'APRA jouait un rôle de soutien du système capitaliste, avec sa politique de «coexistence démocratique» de Haya de la Torre. Mais aujourd'hui, cette politique n'a plus cours, et ce sont des courants liés à l'idée de la révolution socialiste qui prennent force et se développent dans l'APRA... Alan Garcia, candidat de l'APRA, est l'expression de ces courants socialistes. Bien qu'il ait comme vice-président un élément

conservateur comme Luis A. Sanchez, il s'appuie essentiellement sur la base du mouvement, qui est dirigée par le courant socialiste de Villanueva, et fait une pression constante sur le Parti, et lui imposera une dynamique révolutionnaire dépassant de loin les actuelles intentions de la direction de l'APRA.

Villanueva a proposé un front unique électoral entre l'APRA et la Gauche Unie, et ceci répond à une logique politique. Mais la droite de l'APRA n'en a pas voulu pas plus d'ailleurs que la direction de la Gauche Unie (qui est un conglomerat de petits partis, allant des Partis Communistes pro-soviétiques et pro-chinois, au Parti Socialiste Révolutionnaire des militaires nationalistes de Velasco, et le FOCET de tendance trotskyste). Pourtant, ce front est une réalité au sein des masses. Si Barrantes, actuel maire de Lima et candidat président pour la Gauche Unie, a été élu, c'est grâce à l'appui d'une partie importante de la base de l'APRA, qui avait refusé de voter pour le candidat de son propre parti, celui-ci étant un représentant de l'aile droite.

Les perspectives de ces élections sont établies directement par la force du courant anti-impérialiste et anti-capitaliste de l'immense majorité des masses. On peut prévoir un triomphe électoral de l'APRA tel qu'il gagne la majorité absolue, et qu'un deuxième tour ne soit même pas nécessaire. De toutes façons, la IVe Internationale Posadiste appelle à voter pour la Gauche Unie, en considérant que les militants de ce mouvement et son programme expriment la nécessité d'aller vers le socialisme.

On peut envisager un triomphe électoral de l'APRA, qui s'accompagne d'un vote important pour la Gauche Unie, de sorte que le secteur droitier et centriste de l'APRA n'ait pas les moyens de détourner ce mouvement de sa tendance actuelle à défendre un «socialisme en liberté», et des relations économiques avec les États ouvriers, l'URSS, Cuba, le Nicaragua...

Dans toute l'Amérique Latine, il y a une décomposition des appareils réactionnaires de l'armée. L'impérialisme, conscient de ce processus, met sur pied de petites équipes, au sein et en dehors des Forces Armées, pour organiser des assassinats, des disparitions, des répressions sélectives. C'est ce rôle que joue «Le Sentier Lumineux». L'impérialisme allié à l'extrême-droite péruvienne, a créé ce groupe du Sentier Lumineux. Pour ce faire, il s'est appuyé en partie sur la crise des partis communistes dont est sorti un groupe de militants qui a ensuite formé un appareil du type des AAA d'Argentine. Il a inversé seulement les mots : ce n'est pas au nom du capitalisme, mais au nom d'un communisme soi-disant radicalisé, qu'il assassine, massacre les masses et leurs dirigeants, sans jamais toucher à un représentant central de l'impérialisme ou de l'oligarchie (bien qu'il puisse le faire également, comme cela s'est produit au Liban, trouvant ainsi un moyen de résoudre des disputes internes).

Mais l'étape qui s'ouvre maintenant au Pérou mettra clairement en évidence le processus social et révolutionnaire. Le Sentier Lumineux, comme ce fut le cas au Nicaragua, va jouer encore plus ouvertement et directement son rôle contre-révolutionnaire.

Notre Parti appelle à voter pour la Gauche Unie, pour affirmer au mieux les conditions pour une issue révolutionnaire et la nécessité du front unique. L'expérience du front unique au Pérou a ses ra-

cines historiques dans le front électoral de classe que les posadistes avaient préconisé en 1962. La «Troisième Convention des Mineurs du Centre», représentant 35.000 mineurs, résolut à cette date de soutenir ce front électoral de classe, ainsi que la lutte pour la Fédération de Républiques Socialistes Soviétiques d'Amérique Latine. C'est pour cette raison, et aussi du fait de la présence en son sein du Parti Communiste, qui est lié aux États ouvriers, que notre Parti appelle à voter pour la Gauche Unie.

Un grand progrès électoral de la Gauche Unie, qui est tout-à-fait possible, conduira à voir la nécessité de l'organisation des masses, la nécessité du parti marxiste révolutionnaire au Pérou, et cela que la Gauche Unie participe ou non au gouvernement. La tâche centrale de l'avant-garde révolutionnaire au sein de l'APRA et de la Gauche Unie consiste à

organiser le parti et le programme marxiste révolutionnaire afin de sortir le Pérou de son arriération. Il faut mener cette tâche à bien pour stabiliser un futur gouvernement populaire révolutionnaire. L'expérience du Nicaragua est, à cet égard, une source inépuisable d'idées pour les masses péruviennes et pour la direction en formation. C'est aussi la base qui permettra d'attirer et de gagner les courants et tendances progressistes qui existent au sein de l'armée.

Les posadistes appellent à organiser le soutien au gouvernement populaire et révolutionnaire qui va sortir de ces prochaines élections, en réalisant dans les quartiers, les usines, les mines, les coopératives, les universités, les bureaux, les casernes, le front unique anti-impérialiste et révolutionnaire pour faire sortir le Pérou de son état arriéré.

Mars 1985 Bureau Latino Américain.

*Cette résolution date du mois de Mars 1985. Les résultats électoraux donnant plus de 70% des voix à la gauche et le processus révolutionnaire qui s'ouvre actuellement au Pérou, viennent confirmer cette analyse.

10^e ANNIVERSAIRE de la victoire du Vietnam sur l'impérialisme américain

Cette jeune femme symbolise l'héroïsme social-historique des masses vietnamiennes qui ont vaincu l'impérialisme américain



Notre Parti a apporté son salut à la célébration du 10^e anniversaire de la chute de Saïgon, réalisée par l'Association Belgique-Vietnam et l'Union des Vietnamiens en Belgique.

Chers camarades,

Cette réunion nous rappelle la longue lutte du peuple vietnamien pour chasser le colonialisme français, l'impérialisme américain de son territoire, ainsi que sa volonté de construire une société socialiste qui élimine la guerre, qui élève le niveau de vie de chacun.

La libération du Sud-Vietnam et la réunification de l'ensemble du pays sur une base socialiste, a été le résultat de la lutte héroïque des masses vietnamiennes, sous la direction du Parti Communiste du Vietnam qui a joué un rôle décisif dans cette lutte.

Après 40 ans de guerre, de destructions, de ravages, inhérents au système capitaliste et impérialiste, le Vietnam s'est libéré, s'est réuni et s'est engagé de façon irréversible dans le progrès socialiste du pays. Et cela a été possible avec l'aide et l'appui de l'URSS, de la Chine et des autres pays socialistes, mais aussi à cause de la haine des masses américaines pour cette guerre, qui n'ont pas

cessé de protester et de manifester contre elle. Encore aujourd'hui, des soldats américains témoignent et accusent le gouvernement de Reagan de continuer cette même politique dans d'autres pays, en Amérique Centrale par exemple.

La lutte du peuple vietnamien est un exemple, aujourd'hui encore, un symbole de la lutte de libération des peuples. A peine sorti de la guerre, et vivant une situation économique catastrophique et une grande pénurie, le Vietnam est intervenu au Cambodge pour aider le peuple à chasser Pol Pot, et à reconstruire des relations économiques, sociales, humaines, de dignité dans ce pays. Cette attitude démontre une conscience internationaliste très élevée qu'il faut appuyer et défendre sans réserve.

Notre Parti manifeste tous ses sentiments fraternels et révolutionnaires au peuple vietnamien qui a été capable de faire cette oeuvre historique. Il est solidaire du gouvernement et de toutes les forces qui, au Vietnam, contribuent à renforcer les mesures socialistes, à approfondir la planification de l'économie, à lutter contre toutes les attaques dont le Vietnam est encore victime aujourd'hui.

19 Mai 1985.

Un front national de la gauche aux élections pour soutenir les prochaines luttes sociales et contre les missiles !

Quatre ans de gouvernement de centre-droite ont montré aux travailleurs de tout le pays comment la classe capitaliste entend leur faire payer les conséquences de sa propre crise : un taux de chômage énorme, l'insécurité pour l'avenir, la détérioration des conditions de vie et de travail, l'appauvrissement de la majorité pour assurer l'enrichissement de quelques sociétés capitalistes qui dominent toute la vie économique et financière de la Belgique. Cette situation n'est pas différente en Flandres, en Wallonie ou à Bruxelles. Les intérêts primordiaux des grands capitalistes leur commandent aussi de participer étroitement aux plans de guerre de l'impérialisme américain, que ce soit en installant, à la force, les missiles Cruise en Belgique, en participant activement au projet de la « guerre des étoiles » du Pentagone, ou en continuant à soutenir à bout de bras le régime fasciste d'Afrique du Sud.

Malgré l'inertie du Parti Socialiste et des directions syndicales, les travailleurs n'ont jamais accepté qu'il fallait faire des sacrifices pour que la situation économique puisse être rétablie. Les luttes sociales n'ont pas manqué pendant toute cette période. Mais elles se sont heurtées chaque fois à un double obstacle : le refus des directions de généraliser les grèves, et le refus de mener les luttes sur le plan national et contre le capitalisme.

Dans ces conditions, les prochaines élections du 13 Octobre ne pourront pas signifier un changement de cap important, quel que soit leur résultat. Il n'y a aucune alternative proposée aux masses par la direction socialiste. Mais la crise de la bourgeoisie est très profonde. Si quelques secteurs capitalistes en tirent un grand profit, ils rejettent d'autres secteurs bourgeois ou petits-bourgeois, de plus en plus nombreux, hors du circuit de ces profits. Ils n'ont plus rien à offrir comme perspective d'avenir, si ce n'est une concentration de plus en plus grande et la préparation à la guerre. La perte de confiance dans le capitalisme s'étend à de nouvelles couches de la population, et cela peut s'exprimer aussi dans les prochaines élections, par le recul des partis libéraux et sociaux-chrétiens. Le Parti Socialiste peut progresser, mais Spitaels et le groupe dirigeant ne pense qu'à utiliser cette avance pour regagner une position de gouvernement. Il ne peut offrir d'autre politique que celle de gérer la crise capitaliste. Spitaels ne le cache pas : pour lui, cela ne vaut pas la peine de présenter un programme anti-capitaliste, de nationalisations, comme l'avait fait la gauche française en 1981, puisqu'il faudra quand même mettre ce programme en poche et gérer - un peu plus humainement que la droite - la société capitaliste. Pour ce qui est de la lutte contre les missiles, le PS adhèrera à la manifestation du 20 Octobre, - cela lui donne du crédit et il espère gagner des voix en le faisant -, mais il ne mènera aucune lutte pour le retrait effectif des missiles de Florennes !

Le mouvement Écolo, le SEP, le Parti Communiste - pour lequel nous appelons à voter le 13 Octobre -, la gauche socialiste flamande, ne représentent pas non plus une majorité de rechange aux élections. Mais ce sont des courants plus radicaux qui sont importants pour impulser la réalisation d'un front de la gauche. Nous appelons à intervenir dans la prochaine campagne électorale, et même en se présentant séparément aux élections, pour faire progresser l'organisation d'un réel front de la gauche, à l'échelle nationale. Ce front doit s'appuyer sur les organisations syndicales FGTB et CSC, mais sans dépendre des appareils des directions. Les forces capables d'accomplir un changement réel dans la société n'ont pas les moyens de s'exprimer pleinement dans ces élections. Il faut utiliser celles-ci pour défendre un programme de transformations sociales et pour montrer la nécessité de l'unification de toutes les forces de gauche sur la base de ce programme, qui va se réaliser dans la lutte et pas dans le bulletin de vote.

La direction du Parti Socialiste décide, par-dessus la base et par-dessus les travailleurs syndiqués, de retourner au gouvernement. Déjà l'accord entre la FGFB wallonne et bruxelloise et le PS a été conclu sans demander l'avis des travailleurs. Mais cela ne suffit pas. Fort de cet accord qui paralyse pour longtemps l'organisation syndicale, le PS donne des garanties - ou espère donner des garanties - de paix

(Suite page 4)

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel - envoyer toute correspondance : Lutte Ouvrière
24, rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles - Abonnement annuel : 100 F.
Abonnement de soutien : 600 F - à verser au CCP 000-0976234-26 de
Pôlet - Éditeur responsable : Pôlet Claudine - 24, rue Van Elewijck -
1050 Bruxelles.

23 ème Année

numero 365

27 septembre 1985

HAUT LE DRAPEAU DES MASSES D'AFRIQUE DU SUD

Depuis deux mois la presse, la radio, la TV, nous parlent de l'Afrique du Sud. Les médias redécouvrent brusquement l'apartheid. Il y a quelque temps, ces mêmes médias trouvaient extraordinaire le film « Les dieux sont tombés sur la tête », dans lequel on voyait les noirs et les blancs vivre en parfaite symbiose, perturbée seulement par des agents castristes incompetents...

Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est à nouveau honnie. Les pseudo-démocrates appellent à boycotter l'Afrique du Sud, mais ne parlent pas des banques qui continuent à faire appel aux investissements, (par exemple le Bulletin de Juillet dernier de la BBL).

Une délégation de ministres de la CEE est partie en mission d'informations en Afrique du Sud, comprenant notamment W. De Clercq. Celui-ci a toujours été un chaud partisan de Botha. Il fait partie de l'association PROTEA, dont la tâche est d'assurer la continuité des bénéfices des sociétés belges installées là-bas. Cette mission de la CEE est allée défendre les intérêts des multinationales, elle a donné sa caution à Botha pour que le gouvernement sud-africain suspende le remboursement de sa dette extérieure, alors qu'un tel acte de la part d'un pays latino-américain subit aussitôt des représailles énormes. Ces ministres reviennent en proclamant qu'il ne faut surtout pas boycotter l'Afrique du Sud, sinon les noirs qui n'ont rien auront encore moins !

Il y a panique dans les milieux financiers et industriels capitalistes. On a peur de continuer à investir en Afrique du Sud. Le rand a perdu 60% de sa valeur en un an, dont 20% en un seul mois. Le capitalisme mondial constate que l'exploitation de l'Afrique du Sud est mise en question, non à cause de l'incapacité du gouvernement Botha, mais parce que les masses sud-africaines leur font peur, elles

se soulèvent pour renverser le régime, pour prendre le pouvoir (et pas seulement pour abolir l'apartheid), et rien ne va pouvoir les arrêter. Rien qu'à juger l'attitude panique de la bourgeoisie, on peut sentir la détermination politique du peuple d'affronter la violence exercée par les sbires de Botha.

Le pouvoir blanc réactionnaire a cru, en attaquant le Mozambique, l'Angola, éteindre la révolte intérieure. Le retour de manivelle ne s'est pas fait attendre. Les masses d'Afrique du Sud ont vu leurs frères du Mozambique, d'Angola, de Namibie, résister et combattre glorieusement contre le régime sud-africain. Botha a voulu mater les hommes, et il n'a pu que les rendre plus fiers, de toutes les défaites qu'ils lui ont fait subir.

L'ANC est un mouvement de lutte de classe, et pas simplement un parti nationaliste. Il veut rassembler la population, toutes les couleurs confondues, et ne met pas dans le même sac les travailleurs blancs, même s'ils sont parfois réactionnaires, la bourgeoisie et la finance internationale.

(Suite page 4)

SOMMAIRE

- Le processus mondial de transformations sociales et la Pologne 3
- Festival Mondial de la jeunesse à Moscou 5
- Pour la manifestation du 20 octobre contre les missiles 2
- Transports en commun 2
- BURKINA FASO 6
- Vie de l'Internationale

LE P.O.R.T.

appelle à voter communiste

LISTE ND.9-

A CHARLEROI: VOTEZ POUR NOTRE CANDIDATE

Pôlet claudine 4e A LA CHAMBRE SUR LA LISTE PCB

à la manifestation du 20 octobre

LES MISSILES DEHORS !

PAS DE PARTICIPATION BELGE AU PROJET IDS !

Même si le prochain gouvernement qui sortira des élections du 13 Octobre fait la sourde oreille, il n'en reste pas moins vrai que la majorité de la population belge est opposée à l'installation des missiles nucléaires américains de Florennes, et la manifestation du 20 Octobre en donnera une nouvelle démonstration.

Maintenant, le déploiement des missiles en Belgique et dans d'autres pays d'Europe, s'intègre dans la stratégie américaine de la « guerre des étoiles ». Il ne faut pas présenter ces deux problèmes comme des choses séparées. Le projet IDS est conçu dans une stratégie mondiale de l'impérialisme américain où chaque satellite, rayon laser, fusée, char, sous-marin, navire, bombe bactériologique, base, a sa place.

Cette stratégie de guerre se caractérise par l'emploi d'un petit nombre d'hommes. La guerre du Vietnam et la défaite américaine ont traumatisé profondément le peuple nord-américain. L'invasion de La Grenade n'a pas relevé le moral guerrier. Aussi, la stratégie du Pentagone envisage une guerre sans hommes, une guerre de boutons, contre les hommes. La guerre du colonialisme portugais en Angola, au Mozambique, a produit l'effet inverse : c'est l'armée elle-même qui s'est soulevée et a renversé la dictature portugaise. Toute guerre prolongée provoque un effet boomerang. C'est pour cela que les généraux de l'impérialisme pensent à une guerre de haute technologie. Les machines n'ont pas d'âme et obéissent au doigt et à l'oeil.

Le premier constat de cette stratégie, c'est que le peuple américain ne veut pas la guerre. Seules les puissances capitalistes ont un besoin vital de cette guerre. Une armée de 35 millions de crève-la-faim vit aux États-Unis et ses rangs grossissent chaque jour. Ces hommes mettent en question le pouvoir capitaliste. La répression aux États-Unis est très violente. Il n'y a qu'à se rappeler la façon dont ont été expulsés de leur maison les membres de la secte religieuse de Philadelphie : tout un quartier a été bombardé et les maisons abattues ! Cela montre le peu d'humanité des dirigeants américains.

Le projet IDS est conçu uniquement pour protéger le sanctuaire du capitalisme mondial. L'Europe et le Japon sont des concurrents des États-Unis. Ils ont perdu leur indépendance au plan militaire et doivent se plier à la stratégie du Pentagone, accepter les bases, les Cruise, les Pershing, et ils doivent à présent participer au projet américain mégalomane. Mais si la guerre des étoiles a lieu, et elle implique l'utilisation des missiles, elle détruira des concurrents des États-Unis et fera l'affaire du capitalisme américain : l'Europe et le Japon doivent payer leur future destruction aux Américains. C'est cela la participation au projet IDS !

La Grèce et la Nouvelle Zélande, ainsi que d'autres pays du Pacifique, ont décidé de réduire leurs liens avec l'OTAN. Les États-Unis ripostent en faisant l'embargo ou en essayant de déstabiliser ces gouvernements. Les restrictions militaires

exigées par ces pays ne semblent pas très importantes, mais elles valent mille fois mieux que l'installation des 16 missiles Cruise en Belgique ! Prenons exemple sur eux, exprimons ces idées dans la manifestation du 20 Octobre, dans toutes les organisations de la paix, dans les partis politiques. L'IDS et l'installation des missiles sont un ensemble lié à la lutte pour la survie des puissances capitalistes. Si nous voulons la survie des populations, il faudra se joindre à toutes les luttes des peuples pour les balayer et instaurer une société qui produira pour satisfaire les besoins humains, et non pour les profits de quelques-uns.

L'Europe capitaliste, y inclut la France, n'a aucune capacité de dire non aux USA. Le projet Eureka ne contrecarre pas celui de l'IDS. S'il se réalise, ce sera aussi avec la participation des filiales américaines et les finances de Wall Street. Il n'est qu'un paravent de l'IDS.

L'Union Soviétique ne peut rester inactive face à ces préparatifs. Elle prépare la riposte au projet IDS et nous ne pouvons pas lui reprocher de vouloir se défendre. Mais elle fait, en même temps, de multiples propositions pour amorcer un processus de désarmement général, allant du moratoire de l'installation des missiles soviétiques à l'interruption des essais nucléaires. Il faut rappeler en permanence que, depuis 1945 et la destruction atomique de Hiroshima et Nagasaki, jusqu'à ce projet de guerre des étoiles, ce sont toujours les États-Unis et le camp

capitaliste qui ont obligé l'Union Soviétique et les autres pays socialistes à accroître leur armement et leur organisation militaire !

Les progressistes belges qui veulent soutenir les soi-disants « pacifistes indépendants » de l'Union Soviétique (comme le fait l'UBDP, certains groupes pacifistes qui participaient à la Convention d'Amsterdam, ou une partie de la délégation belge au Festival de la Jeunesse de Moscou), ont réclamé la « pleine liberté » pour le groupe de dissidents soviétiques qui, au nom de l'entente USA-URSS, prônent le désarmement unilatéral de l'Union Soviétique ! (Voir l'émission de télévision de J.M. Chauvier au retour du Festival de la Jeunesse de Moscou). Il faut discuter ces prises de position dans le Parti Communiste et Socialiste et les réfuter vigoureusement.

Nous considérons qu'il va de soi que le nouveau programme américain de guerre des étoiles doit être, et va être contrecarré par l'Union Soviétique, et les USA devront s'engager constamment dans de nouvelles recherches de « l'arme suprême ». Mais ils entraînent l'humanité de plus en plus dangereusement vers la guerre.

Entre-temps, le peuple américain, les peuples d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie, d'Europe occidentale, subissent le chômage, la misère, la pauvreté se généralise. Les industries se concentrent de plus en plus, ce qui accélère encore la crise économique. Et la crise est un facteur de plus qui pousse le Pentagone à précipiter le déclenchement de la guerre, pour essayer de sortir de ses contradictions et de soumettre les peuples en révolution et les pays socialistes. Les militaires devront aller plus vite que les soulèvements populaires. Cette guerre, si elle a lieu, se fera dans une improvisation et une désorganisation totale pour les pays capitalistes. Cela signifie aussi que les intérêts des peuples du monde sont contraires à ceux de Wall Street, du Pentagone et de la Maison Blanche.

Les restrictions budgétaires imposées aux Services Publics continuent de faire des dégâts dans tout le pays, dans tous les secteurs d'activité, tant pour les usagers que pour les travailleurs. Les transports en commun n'y échappent pas. L'ensemble du secteur « Services Publics » n'engendre pas de bénéfices, de profits, tant pour les investisseurs que pour le gouvernement. Au contraire, il s'agit d'une dépense qui ne les intéresse plus, sauf peut-être pour la construction du métro lourd à Bruxelles, où les banques privées détiennent le contrôle des bâtiments, des constructions, de l'exploitation des lignes, des voitures, mais pas du personnel roulant dépendant de la STIB.

Mais pourtant, un service public, tel que les transports en commun, ne devrait-il pas tout simplement correspondre aux besoins de la population ? La notion de rentabilité, de profit, ne devrait pas exister dans un Service Public. Mais le gouvernement Martens-Gol intervient dans toutes les sociétés de transports en commun au nom des intérêts des banques. C'est la raison pour laquelle il soutient la construction et l'extension du métro lourd à Bruxelles, au nom des entreprises privées, des ACEC, de la Brugeoise et Nivelles, etc...

Prétextant, par publicité mensongère, répondre aux besoins des usagers « pour mieux les servir », les transports en commun - trains, trams, bus, vicinaux - sont démantelés. Des lignes sont supprimées, les arrêts de trams également, et dans certains quartiers il n'y a plus de transports en commun après 20 heures. De plus en plus de lignes sont privatisées, les services de nettoyage des stations de métro, et même le nettoyage des bâtiments sont privatisés, les services de sous-traitance également.

Transports en commun

Pour un réseau diversifié qui réponde aux besoins des gens

Le gouvernement, au nom des intérêts du système capitaliste, n'est plus intéressé à développer un réseau de transports en commun complet, diversifié, qui aille jusque dans les plus petits villages, qui roule jour et nuit, qui couvre tout le pays, et qui soit bon marché. Parce qu'en plus de la suppression des lignes et des arrêts, les transports sont très chers. Par exemple, pour un aller-retour au littoral belge : 350 Frs un jour à la mer pour un adulte, 200 Frs pour les enfants. Imaginons une grande famille qui veut voyager à la mer un jour !

Les organisations de défense des usagers et les organisations syndicales du secteur proposent des contre-plans au plan gouvernemental, en posant le besoin d'étendre le réseau des transports de surface, de faire des trams et des bus plus petits, qui vont partout et tout le temps, et qui soient bon marché. En même temps, ils s'opposent au développement du métro lourd à Bruxelles, mais dans d'autres villes du pays également. Ce problème exige une discussion la plus large avec les gens les plus concernés, les usagers et les travailleurs du secteur. Mais on ne demande jamais l'opinion de la population. Nous proposons de faire un large débat dans les quartiers, dans les assemblées syndicales, sur les transports en commun, pour qu'ils répondent surtout et avant tout aux besoins de la population. Et les organisations syndicales du

secteur doivent réagir en fonction des gens qui utilisent les transports.

Pourquoi s'opposer à l'extension du métro lourd ? Aujourd'hui, c'est vrai, ni les travailleurs, ni les organisations syndicales n'ont le pouvoir. C'est le système capitaliste qui décide. Mais quand les travailleurs prendront le pouvoir avec leurs syndicats, il sera d'autant plus facile de contrôler un réseau de transports en commun, s'il est déjà centralisé, unique, pratique et rapide. C'est vrai qu'aujourd'hui les constructeurs du métro, c'est-à-dire les banques privées, ont réalisé des bénéfices plantureux, mais il n'en est pas moins vrai que le métro lourd est un moyen de transport moderne, agréable, rapide. Il suffit de demander l'avis des gens qui l'utilisent. Il permet aussi de transporter beaucoup de gens en une seule fois.

Cette conception des syndicats est erronée parce qu'elle refuse le progrès technique au lieu de proposer un programme anti-capitaliste, et un programme de complémentarité des transports, de diversification des transports en fonction des besoins. En s'opposant au métro lourd, les syndicats s'opposent au progrès technique, mais pas au système capitaliste. De Croo lui aussi est partisan du métro lourd, mais au nom d'intérêts antagoniques à ceux des usagers et des travailleurs.

Il ne faut pas semer la confusion. L'existence et le développement d'un réseau de métro lourd n'est pas responsable du démantèlement des transports, de l'augmentation des prix, et de la détérioration des conditions de travail. C'est la politique réactionnaire du gouvernement qui utilise les progrès de la technique pour augmenter ces profits au détriment de la majorité de la population. Par exemple, l'intérêt du ministère des communications de robotiser la conduite des rames de métro à Bruxelles, est de pouvoir supprimer les postes de travail et envoyer les conducteurs au chômage. C'est à cela que les organisations syndicales doivent répondre, en ne laissant passer aucune atteinte à la masse de l'emploi, aux salaires, en se battant contre les conditions de travail insupportables. Dans d'autres secteurs des Services Publics, à la poste par exemple, les facteurs ont des retards de congés impressionnants, et ne peuvent pas partir en vacances, ils travaillent des heures et des heures, alors que des dizaines d'agents sont licenciés.

Le gouvernement Martens-Gol utilise la technique pour augmenter la vitesse commerciale, réduire les dépenses en licenciant. Il faut savoir par exemple qu'à Bruxelles, au dépôt Delta, une crèche complètement installée et chauffée ne

(Suite page 4)

La Pologne et le processus mondial de transformations sociales

8 MAI 1981

J. POSADAS

En Pologne, le Parti développe une participation nouvelle, meilleure et plus élevée dans le processus. Le prochain mouvement qui se produira dans un autre État ouvrier ira plus loin que celui de Pologne. Cette discussion met aussi en évidence la nécessité d'élever le programme de construction de l'État ouvrier en fonction des expériences déjà réalisées, tant économiques, que sociales, politiques et syndicales. Mais dans ce processus de Pologne, celles-ci sont fondamentalement politiques et syndicales.

C'est le Parti qui dirige ce processus. Walesa n'y participe en rien. Il n'y a pas d'autres mouvements. Cette étape de la révolution politique était nécessaire, devait s'accomplir pour montrer aux autres qu'on peut développer le pays sans besoin de soulèvements armés.

Ce processus de révolution politique a connu des soulèvements, mais non des affrontements armés contre l'État ouvrier. Mais ces soulèvements des syndicats, tout en étant partiels et se déroulant dans des secteurs de moindre importance, indiquent que dans plusieurs autres États ouvriers, les mêmes soulèvements peuvent avoir lieu, sans pour autant atteindre le niveau de l'insurrection ou d'un affrontement armé.

La Pologne indique que l'État ouvrier n'a pas besoin d'insurrection, que les changements, les transformations ou les exclusions radicales de dirigeants peuvent se faire sans processus de soulèvements révolutionnaires. Le mouvement qui a eu lieu n'était pas une révolution, il visait à élever le fonctionnement du Parti et non à écarter celui-ci. Le processus de révolution politique, qui signifie la transformation de la direction, est en train de se faire en URSS et non en Pologne. C'est de l'Union Soviétique que ce processus est parti, et il arrive maintenant en Pologne, ce qui montre l'unité de la révolution.

Voilà les problèmes fondamentaux à discuter dans le mouvement communiste mondial. Par contre, les journaux de quelques partis communistes (référence en particulier à l'Unità, organe du Parti Communiste Italien), tout en exprimant bien le progrès en cours, ne le comprennent pas. Ils discutent encore si l'URSS va ou non intervenir. Maintenant, ils devraient se corriger d'avoir fait une telle campagne, se joignant à celle qu'ont fait les Yankees et disant : « L'Union Soviétique va intervenir !... elle intervient déjà !... elle est à deux mètres de Varsovie... non, elle est à 80 centimètres... le Pacte de Varsovie aurait déjà dû terminer ses manœuvres... pourquoi sont-ils encore en train de faire des manœuvres ? ... » C'est le langage de l'impérialisme, destiné à empêcher la stabilisation de la pensée et l'assurance politique en Pologne, ainsi qu'à justifier son intervention.

Les journaux communistes ne disent pas un mot de cela. C'est une attitude qui n'éduque pas, et qui au contraire, fait reculer la confiance dans le parti communiste. Si la base n'abandonne pas le parti, c'est que l'avant-garde ouvrière a une compréhension historique de la fonction du parti communiste, et espère le changer comme l'ont fait les ouvriers polonais.

Le processus polonais est un événement énorme pour le progrès de l'humanité, qui d'une certaine manière, correspond à la Renaissance. Il y a des différences, parce que le processus de Pologne part du principe que la structure de l'État ouvrier existe déjà, bien qu'elle ait été

faible. Le principe s'est développé, faiblement lui aussi, en même temps que l'instrument. Il faut le rendre plus adéquat et les bases existent pour cela. Cela signifie qu'on peut le faire sans avoir besoin de tuer ou d'assassiner, et que Staline n'était pas nécessaire, mais un anachronisme de l'histoire.

C'est pour cette raison que le vieux trotskysme a été dépassé. Mandel a écrit un livre donnant plusieurs siècles de perspective au capitalisme. Les vieux trotskystes s'attendaient à ce que le stalinisme continue à dominer et qu'un nouveau processus révolutionnaire vienne dans les États ouvriers.

Il faut réorienter la discussion et l'intervention sur les étapes du processus de soviétisation et d'élévation du fonctionnement démocratique soviétique. Cette phase du processus de révolution permanente est en développement, elle n'est pas terminée. Ce n'est pas maintenant qu'elle a commencé. C'est un développement très profond, dans lequel une couche très importante d'ouvriers, de militaires, d'intellectuels, de professions libérales, liée au parti, veut et sent la nécessité d'intervenir pour impulser la démocratie soviétique.

On ne discute pas encore le programme économique, on discute en général les droits démocratiques. On n'a pas encore discuté quel programme est nécessaire pour l'économie, l'agriculture, le problème de la propriété privée des terres, l'appareil de la banque, la direction économique. Comment intervenir par rapport à tous ces problèmes ? Ce sont des discussions qui vont s'ouvrir maintenant, parce que même si ce processus a eu pour résultat de rompre l'appareil bureaucratique de la direction politique et syndicale, il faut l'étendre maintenant à l'appareil qui organise l'économie, le contrôle des usines et la planification.

L'Union Soviétique se préoccupe d'impulser le processus révolutionnaire en Pologne, afin d'éliminer, sans grandes luttes politiques, une partie de l'appareil bureaucratique. Si l'URSS peut éviter les luttes politiques, elle le fait, mais si elle ne peut pas, elle les affronte, comme en Pologne, ou comme à l'intérieur même de l'URSS, ou comme elle le fait avec les Chinois. L'intérêt de la bureaucratie soviétique est déterminé par le niveau de l'appareil économique, dirigé lui-même par l'appareil politique, les programmes et les relations économiques mondiales.

Cette politique entre en heurt avec les Chinois. Elle ne se heurte pas à eux dans les relations économiques mondiales, mais dans la conception de la fonction de l'État ouvrier. Dans l'économie, dans le commerce, dans la production, il n'y a aucun heurt avec les Chinois. L'affrontement se fait sur les questions du fonctionnement de l'État, du Parti, et des relations avec les masses. Il faut discuter cela.

Le processus en Pologne n'est pas une lutte entre des cliques, mais une lutte ayant un sens historique profond. Elle ne s'est pas encore développée à des niveaux plus élevés, mais elle est en train de le faire. Pourtant, les plans de l'économie, de la production et du contrôle de l'économie, n'ont pas été touchés. Ils en sont encore à faire la sélection des dirigeants.

Sur la base de cette expérience de la Pologne, il faut élever nos cadres vers une activité supérieure de l'Internationale : il faut combiner l'activité des sections à l'activité possible dans d'autres États ou-

vriers. En Yougoslavie, le processus est plus compliqué parce qu'il existe une très grande lutte de tendances, mais on peut intervenir. Ce sont des situations dans lesquelles nous allons pouvoir orienter et avoir beaucoup d'autorité. Nous allons orienter la discussion sur des problèmes vis-à-vis desquels les communistes n'ont aucune notion. Il s'agit de problèmes nouveaux. La tendance la plus générale est de les résoudre à la manière ancienne : celui qui a le plus de force résout les problèmes, en y mêlant un peu de vérité ou de raison politique.

Ce processus en Pologne est un cours nouveau dans l'histoire parce qu'il y a un processus de raisonnement dans lequel n'entre plus aucune peur. C'est un processus nouveau, beaucoup plus élevé qu'avant. Le capitalisme n'y comprend rien. Il crie : « Attention aux Soviétiques » car il espère en tirer un avantage, mais aussi parce qu'il ne comprend rien. Aucun de ses dirigeants n'est capable de faire une analyse. On peut le voir avec Kissinger. Celui-ci est venu en Italie, et il y a parlé comme un exaspéré. Ils ne comprennent pas ce processus et emploient encore les mêmes arguments que lorsqu'ils avaient le pouvoir militaire et décidaient, alors

que maintenant les Yankees ne décident plus rien du tout.

La régénérescence partielle a déjà atteint un certain niveau dans tous les États ouvriers, y inclus en Albanie et en Chine. Ce processus de régénérescence partielle est inégal parce qu'il n'y a pas de préparation antérieure. S'il y en avait une, il y a longtemps que le capitalisme n'existerait plus, car on l'aurait déjà éliminé. Mais les directions des États ouvriers doivent acquérir cette connaissance, cette orientation, elles doivent établir un programme et une politique, et préparer le parti. C'est la première fois qu'ils éduquent un parti pour cette activité.

Les ouvriers communistes de Pologne membres du Parti, dirigeants syndicaux ou de cellules, ou ayant une vie de Parti, y ont développé la confiance dans la méthode de raisonnement marxiste. Même s'ils se trompent sur beaucoup de choses, ils essaient de suivre un raisonnement marxiste, et la direction du Parti accepte un tel principe, bien que de façon limitée. C'est là un événement de l'histoire ! Il ne se fait pas à coups de canon, mais avec

(Suite page 4)

Le progrès actuel de l'état ouvrier polonais

Cela vaut la peine de relire le contenu des Accords de Gdansk d'Août 1980, pour mesurer qui, de la direction de Solidarnosc ou de l'État ouvrier polonais, a tenu à leur mise en pratique. La Loi sur les syndicats que le Parlement polonais a votée récemment, confirme la fonction de revendication et d'autogestion des nouveaux syndicats d'entreprises, et fait disparaître définitivement les vieux syndicats qui étaient des appareils bureaucratiques très fermés. Elle se prononce aussi contre le pluralisme syndical et ne reconnaît pas à Solidarnosc le droit d'exister à côté de ces nouveaux organismes syndicaux.

Un des principes les plus importants contenu dans les Accords de Gdansk, était l'acceptation par le syndicat de la Constitution Socialiste de la Pologne, et de la propriété socialisée des moyens de production. Ce sont bien les dirigeants de Solidarnosc qui ont totalement remis en cause ce principe, de même que celui du rôle prépondérant du Parti, et que le respect des alliances internationales de la Pologne socialiste. Pour eux, les piliers de la « société » polonaise sont l'Eglise catholique et la propriété privée de l'agriculture. Le programme économique qu'ils se proposent de défendre prône l'économie mixte, c'est-à-dire la restauration à la propriété privée d'une partie de l'économie étatisée, et le développement du secteur privé dans certaines branches de l'économie, ainsi que celui des relations et des accords économiques avec les pays et les entreprises capitalistes qui en sont la conséquence immédiate.

Ces groupes qui se revendiquent de Solidarnosc n'ont plus rien à voir avec le mouvement de la classe ouvrière polonaise qui a secoué tout l'appareil bureaucratique en 1980. Ils n'ont rien à voir non plus avec une organisation syndicale. Ce n'est pas à cause d'une répression massive qu'il y avait peu de gens pour fleurir les croix de Gdansk, ou pour faire les grèves préconisées par les dirigeants de Solidarnosc. Mais la classe ouvrière polonaise n'a voulu mener aucune lutte contre la structure socialiste de la Pologne, et c'est pour cela qu'elle ne veut pas accompagner les agitations des types de Solidarnosc.

La bourgeoisie mondiale a cherché tous les moyens possibles pour créer une brèche dans les États ouvriers, et espérait pouvoir utiliser un mouvement comme Solidarnosc dans ce but. Elle continue encore à le faire, mais la conviction n'y est vraiment plus... Tout ce que trouve à présenter la droite, en Belgique par exemple, c'est un livre aussi vide que celui de Claude de Groulart et Cie « La Pologne rit aux larmes », qui ramasse les blagues les plus éculées exprimant la xénophobie, le rejet et la peur des autres, l'anti-sémitisme, etc... et les met à une sauce polonaise.

Mais la bourgeoisie continue aussi à soutenir financièrement, avec des moyens importants, les officines de Solidarnosc dans les pays occidentaux, comme en Belgique. Ces gens ont des locaux et des possibilités de circuler et de voyager sans aucune mesure avec un « mouvement syndical persécuté et clandestin ». Ils se sont fait reconnaître comme seul syndicat légitime des travailleurs polonais, par une organisation comme l'Histadrou en Israël, dont la politique et les objectifs réactionnaires sont bien connus. Ils se font représenter dans des mouvements de la paix européens, comme à la Convention d'Amsterdam, comme le mouvement de paix représentatif de la Pologne, et y défendent des positions remettant en cause les frontières de la Pologne, et la nature de son régime. Qu'ils fassent tout cela n'a rien d'étonnant. Mais ce qu'il est nécessaire de clarifier, par contre, c'est l'attitude des organisations politiques et syndicales de gauche en Belgique à leur égard. On ne peut plus considérer les groupes de Solidarnosc comme un organisme syndical, ni comme un porteur d'idées socialistes.

POLOGNE...

des raisonnements. La Pologne n'est pas un petit pays, elle a une importance plus grande que la Bulgarie et la Hongrie, tant sur le plan économique, que sur le plan social, politique ou militaire. L'armée polonaise est une des armées les plus disciplinées et les plus capables de l'histoire. Elle a beaucoup de cran.

Voilà le programme à développer dans cette activité. Il faut l'accompagner de discussions culturelles. Les communistes doivent encore acquérir la notion de la méthode dialectique. Ils l'appliquent, mais non d'une façon conséquente et continue. Ils n'ont pas la préparation scientifique dialectique, et doivent l'appliquer dans un des milieux les plus compliqués qui soient : le processus en Pologne, qui est un processus social, apparaît comme des plus confus et comme la continuation la plus stricte du vieux processus stalinien.

La Pologne ouvre une phase primaire de ce processus. Les Soviétiques l'ont déjà fait avant, lorsqu'ils ont fait démissionner des milliers de dirigeants. Mais en Pologne c'est différent : les ouvriers interviennent et se basent sur le reste de la population pour peser sur le Parti. Le résultat en est que c'est le Parti qui a gagné. C'est une expérience des masses qui n'existait pas avant et que les masses polonaises ont osé mener, sans peur de faire du tort, ni au Parti, ni à la structure de l'État ouvrier. Personne n'a pu en tirer profit, ni les capitalistes, ni le Pape, ni les Yankees. L'unique avantage qu'ils en ont tiré, ce sont les cris de l'impérialisme : «Attention, n'intervenez pas ! Si vous y touchez, pas de négociations ! Si les Soviétiques interviennent, nous ne donnons pas un centime !» Voilà ce que criaient les Yankees. Pendant ce temps, d'autres pays capitalistes disaient : «Combien de blé voulez-vous ?»

Voilà ce qu'est le rapport mondial des forces. Ce rapport de forces mondial indique aussi que le processus de l'histoire est mûr pour se développer dans tous les États ouvriers, sinon ce qui se passe en Pologne n'existerait pas. Ce n'est pas un processus créé par l'imposition du Parti Communiste. C'est le rapport mondial de forces qui a besoin, pour progresser, de l'étatisation, de la planification et de l'intervention de la population pour diriger le pays. La Pologne montre un aspect très élevé de cette compréhension. C'est, de tous les États ouvriers, celui qui le montre le plus. L'Union Soviétique l'a fait aussi à une certaine étape, mais elle n'a pas pu continuer faute de moyens et de développement économique. Mais, de toutes façons, les Soviétiques ont maintenu une intervention des masses, que ce soit dans l'économie, à la direction du Parti Bolchevique, dans les syndicats, dans l'armée où des cellules existaient.

Nous sommes à une étape supérieure de notre intervention, afin d'orienter vers ce qui est le facteur fondamental du progrès de l'histoire : les États ouvriers. Il faut intervenir dans tous les processus qui se développent dans les États ouvriers. Ceci est plus important que d'intervenir dans la crise des partis communistes. Mais il faut y intervenir également, pour aider les partis communistes à comprendre. Il faut donc éduquer nos cadres dans cette discipline et cette expérience. C'est un processus très élevé qui exige beaucoup de discipline, non dans le sens d'un sacrifice, mais bien une discipline de la pensée. Ce n'est pas une discipline qui rejette ou bouscule les autres préoccupations, mais qui ordonne la préoccupation pour penser et élève la capacité scientifique.

Un fait qui est fondamental pour l'histoire de l'humanité et qui démontre l'assurance des ouvriers communistes, a été le moment où en Pologne, le KOR a voulu attirer des gens qui manifestaient pour attaquer le local du Parti Communiste, et que les ouvriers ont répondu en

Suite de la page 3

chantant l'Internationale. Les ouvriers, contrecarrant le projet du KOR, sont passés devant le local du Parti en chantant l'Internationale, alors que ces gens du KOR s'apprêtaient à le lapider, et par ce comportement, à se lier à l'impérialisme.

Nous sommes à une étape très élevée du développement du progrès vers le communisme. La Pologne en est une des plus grandes expressions. Le capitalisme ne veut pas que la signification de ce processus soit connue. Il le présente comme une lutte entre bureaucrates «comme il en existe toujours». C'est pour cela que Kissinger dit : «Dans tous les pays ces problèmes existent, mais c'est quand même le capitalisme qui est le plus stable. Regardez ce qui se passe dans ces pays qu'on appelle communistes !» Mais il ne dit pas ce qui s'y passe, il ne parle à aucun moment du progrès de l'économie, du développement scientifique, social, culturel, et même sportif. Au contraire, il dit : «Ces problèmes existent aussi dans les pays capitalistes, mais ces derniers sont quand même les meilleurs».

Ce processus en Pologne est chaque fois plus beau, plus harmonieux. Il démontre que c'est la tendance à développer la capacité de penser, de raisonner, de communiquer des expériences, qui contribue à faire avancer et à construire les bases du communisme, non pour résoudre un problème de l'économie, mais bien les problèmes fondamentaux, dont l'économie fait partie.

Nous avons posé il y a déjà plusieurs années, qu'il faut chercher comment dépasser la propriété privée agricole en Pologne. Il ne s'agit pas de tout exproprier, ni de faire les massacres que fit Staline en 1930, face aux résistances des paysans, mais il faut trouver la façon de progresser. Par exemple, le problème de la formation du Syndicat Rural va se poser. Une fois que celui-ci est constitué, il faut le faire vivre politiquement, il faut faire vivre politiquement les ouvriers agricoles qui en font partie, afin de pouvoir influencer ces secteurs de propriétaires. Il n'y a pas la même relation entre ces propriétaires et ces ouvriers agricoles que dans le régime capitaliste. 70% de ces petits propriétaires peuvent être facilement gagnés au communisme, parce qu'ils vivent de l'État ouvrier. Ils voient l'immense progrès qu'ils ont fait par rapport à ce qu'ils étaient avant. Ils avaient aussi leurs cinq hectares de terre, mais cela ne leur servait qu'à manger des pommes de terre tous les jours. Maintenant, il y a chez eux tout un développement de la culture, de la science. Cela s'exprime dans la vie familiale, chez les enfants de ces pays, qui sont communistes. On peut donc les gagner de l'intérieur, parce que c'est un État ouvrier et qu'il a derrière lui la force de vingt autres États ouvriers. Il est facile de gagner tous ces petits propriétaires, sans rien leur imposer.

80% des terres en Pologne sont dans des mains privées, dont 20 à 25% sont des propriétés de vingt hectares, ce qui signifie une grande richesse pour la Pologne. Malgré toute cette base sociale d'économie privée, le capitalisme n'a aucun point d'appui pour affronter l'État ouvrier, car ces petits propriétaires se rendent compte eux-mêmes du progrès qu'ils ont fait dans l'État ouvrier, alors qu'ils n'avaient rien dans le régime antérieur. Ils mesurent cela, d'autant plus qu'ils ne peuvent pas se perpétuer et se reproduire à travers de nouvelles propriétés. En effet, leurs enfants se font communistes. Ce sont des éléments qui n'existaient pas à l'époque de Lénine et de Trotsky. Il n'y avait pas les conditions. Maintenant, ces conditions existent.

J. POSADAS

transports publics...

fonctionne pas, à cause du manque de budget !!! S'opposer au métro lourd est un combat d'arrière-garde. Comme si on revendiquait d'avoir des voitures tirées par des chevaux comme en 1920.

Le gouvernement ne manque pas de budget quand il s'agit d'engager 80 médecins pour contrôler les travailleurs absents pour cause de maladies ! C'est sans doute en défense de la promotion de l'emploi ! Or, l'absentéisme est la conséquence de la détérioration des conditions de travail, qui augmente les maladies nerveuses, le stress, qui ruine la santé physique et morale des travailleurs.

Dans les pays socialistes, le progrès technique, la robotisation, libèrent de la main d'œuvre pour la diriger vers d'autres secteurs où elle n'est pas encore applicable. Elle ne provoque pas de chômage, et permet aux ouvriers de travailler dans de meilleures conditions.

Par contre, les organisations syndicales, FGTB comme CSC, ne parlent plus de la diminution du temps de travail à 36 heures et 32 heures sans pertes de salaires ! Du partage du travail entre tous ! Et même pas du rétablissement de l'index et de tous les acquis sociaux. Partage du travail, cela veut dire que, indépendamment des transformations techniques, de nouveaux achats (bus articulés) soit main-

Suite de la page 2

tenue une fréquence de passage qui ne supprime pas du personnel, et permette au contraire de travailler dans de meilleures conditions, et de plus oblige à embaucher.

Les organisations syndicales ne mobilisent pas actuellement les travailleurs sur ces mots d'ordre mais sur des positions très défensives, et leur propose comme seule alternative de voter PS aux prochaines élections du 13 Octobre, pour rompre avec la majorité de droite. Mais avec quel programme le PS serait-il prêt à aller au gouvernement ?

Dans les syndicats FGTB et CSC mûrissent des courants de militants de base qui sentent la nécessité de s'organiser pour en finir avec les compromis, les magouilles et la paix sociale, et pour élaborer un programme de transformations sociales anti-capitalistes : pour l'extension et le développement des transports en commun, y compris le métro lourd, en fonction des besoins de la population ! Non aux licenciements, pour le partage du travail entre tous ! Augmentation générale des salaires ! Rétablissement de l'index et de tous les acquis sociaux ! Pour les 36 heures et les 32 heures sans perte de salaires !

Afrique du sud...

La crise économique étend son spectre sur tous les pays liés au capitalisme. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud la reçoit de plein fouet. Il n'y a pas que des noirs au chômage, beaucoup de blancs ont un sort de plus en plus dur. La plupart des travailleurs blancs gagnaient entre 8 et 20 fois plus que le salaire d'un noir. Ce salaire est mis en question, non seulement par les travailleurs noirs qui réclament une égalisation, mais par le patronat qui veut sauvegarder ses bénéfices et cherche à utiliser plus de main d'œuvre noire. Le capitalisme, en rejetant les travailleurs blancs qu'il avait autrefois privilégiés, va lui-même accélérer l'unification des luttes contre lui.

La reconnaissance légale des syndicats noirs est une victoire importante des travailleurs. Ceux-ci font l'expérience des luttes syndicales, des grèves, des revendications de salaires, de conditions de travail, et par ce combat, ils se politisent et tendent à dépasser les revendications immédiates pour une remise en cause du capitalisme.

Reagan a peur de voir l'Afrique du Sud suivre l'Angola, le Mozambique. Il soutient Botha dans cette guerre civile, de la même manière qu'il soutient les contras aux frontières du Nicaragua, les groupes contre-révolutionnaires aux fron-

tières de l'Afghanistan, ou les bandes de Pol Pot au Cambodge. L'Afrique du Sud est comprise dans la stratégie de la guerre des étoiles, dans la mesure où elle est une base stratégique militaire pour l'impérialisme américain.

La population qui est en train de lutter en Afrique du Sud nous apporte beaucoup d'expériences. On a beau abaisser les salaires des travailleurs, le capitalisme ne résoud pas sa crise. Les travailleurs de Belgique doivent prendre cela à leur propre compte et ne plus accepter les réductions de salaires, du pouvoir d'achat. La lutte de classes peut sembler endormie, mais elle est comme une rivière qui s'enfonce dans la terre pour ressortir plus loin avec plus de puissance. De même, les travailleurs de Belgique semblent démobilisés, mais un rien ranimera la colère, et ce n'est pas la multiplication des gendarmes qui empêchera les travailleurs de vaincre la citadelle du capitalisme. Un homme exploité reste un homme exploité, que ce soit avec du sucre d'orge ou avec le baton et s'il se tait, cela ne dure pas longtemps.

Les camarades d'Afrique du Sud portent haut le drapeau des prolétaires du monde et impulsent en nous la volonté de briser les chaînes de l'oppression ! Vive la lutte du peuple d'Afrique du Sud ! Vive la lutte de tous les prolétaires du monde !

Suite de la page 1

éditorial...

sociale à la bourgeoisie en échange de sa présence au gouvernement. Mais ce sont des calculs qui ne tiennent pas compte de ce que pensent les masses, ni de leur volonté de ne pas subir indéfiniment la crise capitaliste. Cette volonté et cette nécessité de lutter va déborder rapidement tous les plans de la direction socialiste. Nous croyons qu'il faut soutenir l'idée du congrès extraordinaire du PS consacré au problème des missiles, comme l'ont réclamé les militants socialistes de Namur à leur rencontre avec les socialistes flamands. Le front unique wallons-flamands est un instrument indispensable pour les travailleurs, à commencer par le mouvement socialiste. Il faut étendre cette exigence de discussion de la base au problème de la participation du PS au gouvernement avec le Parti Libéral ! Il ne pourra faire rien d'autre que servir d'otage pour la politique de la droite.

La crise capitaliste ne fera que s'aggraver, et les préparatifs de guerre vont s'accélérer. Les accords secrets entre le gouvernement anglais et nord-américain, que vient de dénoncer le «New Statesman» sont très significatifs : le gouvernement et l'armée britannique abandonnent leur souveraineté au profit de l'armée américaine, si une zone considérée par les États-Unis comme stratégique pour eux sur le territoire anglais n'était plus en sécurité. Au nom de cette sécurité, ils décréteront l'état d'urgence et le droit d'emprisonner tous les «présomés subversifs» sans jugement ! Il n'en sera pas autrement pour la Belgique, dans la mesure où de tels accords n'ont pas déjà été signés par nos gouvernants. Il faut organiser les forces des travailleurs pour balayer tout cela !

Conclusions de la délégation posadiste italienne au retour de Moscou

L'IMPORTANCE DU 12^e FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE A MOSCOU

Ce Festival est lui aussi un « triomphe de l'humanité », comme J. Posadas l'avait déjà qualifié à propos des Jeux Olympiques de Moscou de 1980, tant pour la décision de l'Union Soviétique de les réaliser malgré le boycottage de l'impérialisme en représailles des événements d'Afghanistan, que pour le niveau artistique et sportif de ces Jeux, et surtout, pour le caractère communiste de cette manifestation.

Les jeunes du monde ont pu voir qu'il n'y avait aucun chômeur en URSS, que les gens mènent une vie digne, qu'ils ont une participation très élevée aux initiatives culturelles, scientifiques, artistiques. Ils ont vu surtout que l'URSS est un point de référence pour tous les peuples qui luttent pour leur libération.

Le Festival a organisé la discussion entre des jeunes de tous les coins du monde, entre les mouvements politiques les plus divers qui étaient présents, sur des problèmes fondamentaux qui préoccupent la jeunesse du monde : la paix, la lutte contre les conséquences néfastes de la domination capitaliste, la voie de la construction socialiste qu'il est nécessaire de prendre pour pouvoir se développer. C'est la voie suivie par des pays tels que le Nicaragua, l'Angola, l'Afghanistan, ou l'Éthiopie. Les délégations ont pu constater que l'Union Soviétique appuie ces peuples, fait participer au processus de développement les peuples les plus lointains d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, et consacre une part de ses richesses et de ses activités à faire participer le reste du monde au progrès. Le capitalisme, de son côté, n'a rien d'autre à offrir (inclus aux peuples d'Europe et des États-Unis) que l'exploitation. Cette conclusion s'est affirmée dans ce Festival. La volonté de lutte contre l'impérialisme et contre la guerre que celui-ci prépare, a prévalu sur les différences nationales et politiques des groupes participants.

Les représentants de quelques délégations, dont la délégation italienne mais aussi les Belges, les Hollandais, les Espagnols, ont toutefois ignoré tout cela. Ils sont intervenus - et sont restés très isolés - dans les discussions en voulant dénoncer le manque de démocratie en Union Soviétique, la politique de grande puissance qu'elle mènerait en Afghanistan, etc... Mais ils devaient se poser une question très simple : pendant ce Festival, la population soviétique s'est mêlée par centaines de milliers aux jeunes venus du monde entier, et elle n'a pas exprimé la moindre dissension à ce sujet avec sa direction. Elle ne l'a pas fait, parce qu'elle a une claire compréhension de ce que l'Union Soviétique n'est pas un instrument d'exploitation, et que l'Armée Rouge a été l'instrument de la liquidation du nazisme et du fascisme, et de la libération sociale des peuples.

L'immense majorité des délégués a par contre vécu intensément les discussions, les spectacles, les relations avec le peuple soviétique, dans un esprit unitaire de lutte contre l'impérialisme. Même si certaines critiques concernant la rigidité des organisateurs peuvent se justifier, ce n'est pas cela qui a dominé ce Festival.

Loin de là. Il y avait une préoccupation générale des Soviétiques pour offrir le maximum de commodités au vingt mille délégués, qui ont reçu des marques d'attention, de fraternité infinies de la part du peuple et des organisateurs soviéti-

ques. Il n'y a eu aucun incident, aucun empêchement, aucune entrave à la communication entre les délégations et avec la population soviétique.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture furent des spectacles de grande beauté, pleins de couleurs, de mouvements et de l'équilibre produit par les rapports humains dans une société qui avance vers le socialisme. Nous voulons le dire à la jeunesse italienne : il ne s'agissait pas de spectacles de propagande, mais de profondes expressions de la volonté du peuple soviétique de communiquer avec toute la jeunesse du monde. C'est bien pour cela que tout le public pleurait lors de la clôture. On sentait une émotion sincère d'avoir vécu huit jours de rapports humains communistes.

Encore une fois, la comparaison avec les manifestations des Jeux Olympiques de 1980 vient d'elle-même. Voici ce qu'en disait J. Posadas : « Ces Jeux Olympiques sont un grand triomphe des États ouvriers. La cérémonie d'ouverture au stade Lénine fut très belle. L'organisation des mouvements des gymnastes qui agitaient des cartons et des rubans de toutes les couleurs partait du bas vers le haut, et semblait vouloir unir la terre à l'univers. La flamme olympique semblait dire au monde entier : voyez, nous sommes là. Tous ces mouvements symbolisent l'objectivité de l'Union Soviétique. Ils exprimaient non tant sa capacité de créer une telle chorégraphie, que sa capacité de relations sociales. A ces Jeux Olympiques de Moscou, tout donnait la sensation du monde qui s'étend et qui s'unit » (27.7.1980).

Ces images poétiques résument bien les sentiments que ressentaient les jeunes participant au Festival de 1985, l'union profonde pour un même objectif, qui a été atteinte dans toutes les activités. Les mouvements pacifistes et écologistes d'Europe, les mouvements guérilleros d'Amérique Latine, les mouvements de libération d'Afrique et d'Asie, les mouvements progressistes du monde entier, se sont unis et ont trouvé leur identité commune.

Le 12^e Festival Mondial de la Jeunesse réalisé à Moscou du 26 Juillet au 4 Août 1985, représente une impulsion énorme au progrès, pour toute la jeunesse du monde et les peuples dont elle provenait. Ce n'était pas seulement une manifestation massive pour la paix et l'amitié entre les peuples, pour la solidarité anti-impérialiste, mais aussi une expression de la maturité des jeunes du monde, et en particulier de la jeunesse et de la société soviétiques, qui ont démontré ensemble que « l'humanité est apte pour le communisme ».

Il suffit de constater que ce Festival, rassemblant plus de vingt mille jeunes venant de cent cinquante pays, se tient à un moment historique d'augmentation de l'affrontement « système contre système », c'est-à-dire du système capitaliste contre le système socialiste, à un moment où l'impérialisme concentre ses préparatifs de guerre contre toute l'humanité, y consacre toutes ses ressources économiques, scientifiques, sociales, avec toutes les conséquences désastreuses que cela implique pour les pays dépendant de lui :

faim, misère, chômage. Le capitalisme ne peut rien offrir à l'humanité au plan de la culture, du progrès social, de l'art : les jeunes et les peuples, tant des pays dits « développés » que ceux du « tiers monde », voient le contraste évident entre cette réalité et celle qu'ils ont pu vivre à Moscou pendant les journées du Festival.

Nous saluons le PCUS et le gouvernement de l'URSS, et particulièrement la jeunesse soviétique représentée par le Komsomol, pour la réalisation de ce Festival Mondial de la Jeunesse. Le peuple et les dirigeants soviétiques ont accompli un énorme effort collectif, y compris les travaux volontaires de millions de jeunes dans toute l'Union Soviétique pour réaliser ce Festival. Ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour organiser, jusque dans les moindres détails, l'intervention et la participation des jeunes du monde entier aux manifestations culturelles, sportives, artistiques, politiques. Ils ont de ce fait établi un rapport direct entre les masses soviétiques et le reste du monde, en permettant que des jeunes du monde entier s'intègrent au peuple soviétique, qui à son tour, s'est adressé au monde entier pour impulser la lutte pour la paix et contre l'impérialisme, c'est-à-dire la lutte pour la construction d'une nouvelle société, pour le socialisme.

Cette attitude d'ouverture, cette décision du peuple et de la direction de l'Union Soviétique, - et en particulier de Gorbatchev et des nouveaux dirigeants -, synthétisent une phase de progrès dans les pays socialistes, qu'il faut prendre en considération pour les prochaines étapes. Le processus, prévu par J. Posadas, de régénérescence partielle de l'État ouvrier et de rencontre historique avec le marxisme, est en train de prendre des formes matérielles. La jeunesse du monde a pu le constater.

La majorité de la délégation italienne au Festival a vécu ces mêmes sentiments. Elle a compris ce message et va le faire sentir dans les prochaines luttes en Italie. Les camarades dirigeants doivent en tirer les conclusions. Mais les dirigeants des organisations démocrates chrétiennes ou républicaines étaient tellement préoccupés de distribuer des bibles ou des opuscules défendant les dissidents qu'ils n'ont rien vu d'autre. Mais il faut comprendre que l'attitude unanime du peuple soviétique et des délégations participantes n'avait rien de protocolaire ni de formel. C'était une adhésion à un instrument de progrès que représente le système des pays socialistes. Il ne s'agit plus de stalinisme en URSS, qui a déjà été enterré par le peuple soviétique lui-même, mais d'un comportement qui émane de la structure même de l'État ouvrier, de son rôle dans toutes les luttes contre le capitalisme mondial.

Il faut apprendre de l'objectivité des jeunes du monde entier qui ont participé au Festival, et qui, bien qu'opposés à toute forme d'oppression, y inclus celle qui provient de la bureaucratie, n'ont trouvé aucune raison de condamner ou de contester l'esprit et les objectifs du Festival. La jeunesse voit qu'il y a des limitations, même graves parfois, en URSS et dans les autres États ouvriers. Mais elle voit aussi le progrès du processus de correction, de nettoyage, de réflexion, la plus grande participation et le dynamisme de la population, qui surgit impérieusement de la nécessité de progrès de l'État ouvrier. Les mesures prises par Gorbatchev - et avant lui déjà par Andropov -, concernant le développement des collec-

tifs de travailleurs, la guerre à la bureaucratie parasitaire, l'accélération de la modernisation de l'économie, l'élévation du rôle du Parti et de la conscience et de la morale communistes, sont des démonstrations concrètes de cette nécessité.

Certes, la direction soviétique n'est pas en mesure, bien souvent, de donner des explications théoriques et politiques sur beaucoup de problèmes, comme celui de l'Afghanistan par exemple, mais le peuple soviétique est, de toutes façons, plus au courant et mieux informé des faits que les populations des pays capitalistes. Il reste seulement quelques personnes qui ne comprennent pas que le principe de l'autodétermination ne peut exister en dehors du raisonnement de classe, en dehors de l'analyse du monde dans lequel deux systèmes différents ne peuvent coexister pacifiquement, et dont l'un signifie la mort et la guerre, et l'autre la vie et le progrès.

Une chose est apparue avec évidence dans ce Festival : la jeunesse du monde ne se trompe pas, elle sait de quel côté se trouve le progrès. Il faut faire des améliorations, des changements ? Bien sûr ! Mais quand il s'agit d'intervenir dans les problèmes de la guerre et de la paix, tout le monde voit que l'Union Soviétique ne peut pas engendrer la guerre. L'initiative prise par Gorbatchev de lancer, de la tribune du Festival, l'annonce du moratoire sur les expériences nucléaires de l'Union Soviétique, n'est pas un simple geste de propagande. Il s'adresse à l'opinion publique des pays capitalistes pour conclure un accord partiel, face à l'impérialisme américain, afin de retenir la marche effrénée des plans de guerre de l'administration Reagan. Mais, au-delà des aspects diplomatiques, c'est la nature même de l'État ouvrier qui porte celui-ci à vouloir la paix. C'est pourquoi on ne peut mettre sur le même pied l'impérialisme américain et l'URSS dans la question de l'armement. Pour ce qui est du capitalisme, c'est sa propre nature qui le pousse à la guerre. Le capitalisme n'a d'autre perspective que celle d'augmenter sans cesse les désastres que sa crise provoque dans l'humanité : la pollution très grave de l'atmosphère, le soutien constant au terrorisme et aux groupes contre-révolutionnaires du Nicaragua ou de l'Afghanistan. Par contre, il y a une identité entre le peuple soviétique et sa direction sur les problèmes de la paix. Les pays socialistes n'ont pas peur de mobiliser des millions de personnes pour la paix, alors que les pacifistes sont considérés, dans le monde capitaliste, comme des ennemis et des terroristes.

Cette expérience du Festival fera sentir ses effets en Italie, même si la participation de la jeunesse italienne a été quasi nulle dans la préparation et dans les conclusions de ce Festival, à cause du manque d'intérêt des dirigeants responsables de le faire. La perspective en Italie, c'est la reprise des luttes des pacifistes, des jeunes travailleurs, contre toutes les conséquences de l'existence et de la crise du système capitaliste. C'est là qu'on va retrouver l'unité de la jeunesse d'Italie, d'Europe et du monde entier : la lutte pour la paix, pour le progrès social et pour le socialisme est le patrimoine de tous et le centre d'unification. Le Festival Mondial de la Jeunesse a démontré que les jeunes ne sont pas « européens », ni « tiers-mondistes », ils constituent une unité solide, ils sentent qu'ils font partie du genre humain et qu'ils ont un objectif commun de progrès.

Le 8 Août 1985.

BURKINA FASO

Déclaration

de la 4e Internationale

Posadiste

La révolution burkinabé est en train de passer à une nouvelle phase de son existence. Les forces sociales et politiques qui poussent en avant le processus de croissance économique et de changements des conditions de vie des masses populaires, ont acquis au cours de ces derniers mois une ampleur qui dépasse les limites de son encadrement. Tout le pays est un véritable chantier, où les initiatives des masses se confondent avec le dynamisme et la volonté révolutionnaire des militants donnant pour résultat une extraordinaire richesse qualitative et quantitative de réalisations socio-économiques : «Cités 4 Août», barrages d'irrigation, dispensaires, écoles, travaux volontaires, expériences agricoles comme à Sourou, etc...

L'image même de la puissance de la révolution est le démarrage de ce qu'on appelle «la bataille du rail», qui comme le firent auparavant les révolutions russe, chinoise et yougoslave, n'est que l'expression profonde de la conviction communiste des masses et des dirigeants, résolus à «prendre d'assaut le ciel».

Ce processus se manifeste avec une grande force dans les mille et une activités économiques florissantes dans tout le pays, ainsi que dans la grande créativité artistique et culturelle, comme par exemple le Festival de la Culture 1984 à Gaoua.

Cependant, ce même processus risque de déborder son propre cadre d'organisation, car les forces mises en branle sont supérieures à la capacité d'encadrement, de contrôle et de direction existante. C'est ce qui explique les hauts et les bas de la mobilisation populaire, l'accentuation de l'esprit critique au sein des Comités de Défense de la Révolution (CDR), l'agitation des lycéens, ainsi que la crise qui a éclaté entre le Conseil National de la Révolution (CNR) et un certain nombre de syndicats.

La résistance que les privilégiés d'hier opposent à diminuer la distance entre les hauts et les bas salaires, à rapprocher villes et campagnes, à diminuer les écarts entre la petite-bourgeoisie et les masses pauvres, est l'expression d'un affrontement des classes, conséquence du mûrissement de la révolution, de sa radicalisation logique et naturelle. C'est la forme que prend le processus de la révolution permanente, qui se développe puissamment, même sans les instruments adéquats pour la diriger consciemment. C'est ce qu'on peut appeler une «crise de croissance» de la révolution burkinabé. C'est une crise parce qu'il y a des forces contradictoires qui s'affrontent, des tendances conservatrices et même réactionnaires à vaincre, à dépasser.

Tout processus vivant dans la nature et dans la société se développe - suivant les lois de la dialectique - à travers des crises plus ou moins violentes, plus ou moins aiguës. Les événements que vit le Burkina Faso ces derniers temps sont dans ce sens critiques. Certaines couches sociales (hauts fonctionnaires, cadres administratifs, professions libérales, commerçants, affairistes), ainsi que des groupes politiques petits-bourgeois comme la LIPAD-PAI ou le PCR - formés à l'étape antérieure, et qui ont une vision figée de la société, suivant des schémas propres à l'étape coloniale ou néo-coloniale -, se heurtent à la nouvelle étape de radicalisa-

tion révolutionnaire. C'est la même crise vécue dans la Russie révolutionnaire après 1917 avec les «socialistes révolutionnaires» et les «menchéviques», à Cuba au début des années 60 avec l'ancien parti communiste qui avait des positions réactionnaires, et au Nicaragua encore aujourd'hui où des formations politiques se disent communistes et socialistes, cherchent par tous les moyens à disputer le pouvoir aux forces révolutionnaires, freinant ainsi objectivement le processus anti-impérialiste et anti-capitaliste de la révolution nicaraguayenne.

C'est aussi en même temps une crise de croissance, car les forces révolutionnaires dominent la scène, gagnent du poids, du terrain, de l'influence chez les masses.

Pour diriger consciemment ce processus de crise de croissance et lui donner une issue favorable, avec le minimum de dégâts, un instrument politique est nécessaire, un instrument qui permette de faire face de façon unanime, cohérente, mais aussi concentrée, aux nouvelles exigences de la révolution. Les CDR ne peuvent le faire à eux seuls. Le CNR ou le gouvernement, ne peut pas non plus le faire à eux seuls, ni les forces armées, ni les bataillons révolutionnaires, ni les syndicats. Tous ces organismes agissent partiellement, par secteurs, par tranches de la société, ils n'ont pas une vision d'ensemble, car ce n'est pas leur rôle.

Il faut un instrument qui, tout en étant lié structurellement à la société, aux anciennes classes exploitées, aux travailleurs et aux paysans, aux militaires et aux jeunes, agisse comme un seul corps. Cet instrument ne peut être autre chose que le Parti de la révolution burkinabé. Les autres organes dépendent encore de la qualité individuelle de leurs dirigeants immédiats. Quand le délégué du CDR ou son bureau est actif, le Comité agit et mobilise les masses. Mais quand ses dirigeants hésitent, le CDR n'attire personne. Ce n'est pas la faute des révolutionnaires, mais la conséquence de l'insuffisance de l'organe.

Il y a toutes les conditions objectives ajoutées à la nécessité subjective, pour que les forces de la révolution organisent le Parti, l'instrument de concentration, de direction, d'organisation du développement programmé de la révolution. Un Parti dont le programme marxiste - irremplaçable pour avancer vers la construction du socialisme - se matérialise en politique et tactique nécessaires pour franchir les étapes à venir.

Nous sommes persuadés que la révolution burkinabé a démontré au cours de son développement une puissance et une assurance suffisamment grandes, pour entreprendre dès aujourd'hui la tâche de la construction du Parti. Cela ne fera que renforcer la révolution au Burkina Faso et en Afrique, et ce sera un grand pas en avant dans l'alliance avec le camp socialiste, nécessaire pour affronter le système capitaliste. C'est là notre conviction profonde. Et c'est la tâche à laquelle nous voulons contribuer.

Le 22 Février 1985.

VIE

DE L'INTERNATIONALE

FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE DE MOSCOU

Une délégation des Jeunes Posadistes, composée de camarades des sections colombienne, équatorienne et italienne de l'Internationale, a participé au Festival Mondial de la Jeunesse à Moscou. Les camarades ont pris part à de nombreux débats, aux échanges culturels, aux prises de contact avec les travailleurs et la population soviétiques, à des rencontres avec les mouvements révolutionnaires d'autres pays, et surtout, à une activité de discussions et d'échanges d'idées avec les délégués du Komsomol. Ils ont diffusé, avec la liberté la plus complète, le «Manifeste des Jeunes Posadistes au Festival» (paru dans le numéro précédent de Lutte Ouvrière), et de nombreuses brochures du camarade J. Posadas. Nous publions dans ce numéro du journal un premier bilan de ce Festival, élaboré par les camarades qui faisaient partie de la délégation italienne.

BURKINA FASO

Nous saluons la parution de Lutte Communiste, organe du Groupe IVe Internationale Posadiste au Burkina Faso !

Pour l'unité du mouvement communiste et révolutionnaire mondial !

Le capitalisme, c'est la mort
Le socialisme, c'est la Vie !
J. POSADAS

Lutte Communiste

GRUPE QUATRIEME INTERNATIONALE POSADISTE - BURKINA FASO -

Année 1 N° 1 19 Juin 1985 Prix : 150 CFA

EDITORIAL

LE COMLOT TENTE PAR L'IMPERIALISME ET
LA REACTION REGIONALE, ET LA NECESSITE
DE L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION

La tentative réactionnaire contre la révolution burkinabé a vortée à temps, s'est traduite par une sévère défaite pour l'impérialisme et les forces réactionnaires dans la région de l'Afrique Occidentale. Et cela, pour plusieurs raisons.

Les nostalgiques de l'impérialisme français, appuyés par les secteurs les plus agressifs de l'impérialisme mondial, yankee en

Le Groupe IVe Internationale Posadiste s'est constitué au Burkina Faso et fait paraître son organe bimensuel «Lutte Communiste». Nous reproduisons dans ce numéro de Lutte Ouvrière la déclaration de la IVe Internationale Posadiste caractérisant le processus actuel de l'État révolutionnaire du Burkina Faso. Avec la publication régulière de Lutte Communiste, la diffusion des analyses du camarade J. Posadas, l'organisation de conférences, d'interventions par le Groupe Posadiste au Burkina, nous nous proposons de contribuer à l'avance consciente de l'État révolutionnaire vers un État ouvrier au Burkina, à la formation des cadres marxistes ayant une compréhension du processus global du monde et de l'histoire pour former le Parti de la Révolution Socialiste au Burkina.

URUGUAY

Inauguration du local public du P.O.R. Posadiste à Montevideo

Le 6 Juillet dernier, les camarades posadistes d'Uruguay ont inauguré leur local public. A cette séance participaient des camarades de toutes les tendances, dont un membre du Comité Central du Parti Socialiste, des militants et dirigeants de sections du Parti Communiste et d'autres membres du Front Élargi, qui ont tous exprimé leur adhésion fraternelle.

Des messages de solidarité ont été envoyés à l'inauguration par IDI (Indépendants de Gauche), les 99 (secteur du Front Élargi fondé par Michelini), le MRO (Mouvement Révolutionnaire Oriental), et la tendance du sénateur Rodriguez Camusso. Les camarades ont également reçu les messages du Président du Front Élargi, le général Liber Seregni, et du Secrétaire Politique, Oscar A. Bottinelli, dont nous publions ci-après le contenu.

Au nom de la direction du Parti, les camarades Milte Radiccioni, Olga Scarabini et Raoul Campanella ont rappelé le souvenir du camarade J. Posadas, ont salué les masses du monde, l'Union Soviétique et tous les pays socialistes qui développent le progrès de l'humanité au travers de la construction du socialisme, les masses d'Uruguay, le Front Élargi et les partis qui le composent, les tendances et secteurs progressistes des partis Blanco et Colorado, la centrale ouvrière PIT-CNT, tous les syndicats, dont les luttes héroïques ont permis la chute de la dictature et l'avance actuelle de la lutte pour aboutir à l'expulsion de l'impérialisme et aux transformations sociales pour sortir de la crise du système capitaliste.

«Camarades du Parti Ouvrier Révolutionnaire, des raisons de santé ne m'ont pas permis d'être présent à un moment important comme celui de l'ouverture du siège légal et public du vieux Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyiste-Posadiste) après ces années de persécution dictatorial, et dont il faut souligner la qualité de membre fondateur de notre Front Élargi. Un fraternel salut révolutionnaire de Oscar Bottinelli».

«Nous saluons la réouverture du local du Parti Ouvrier Révolutionnaire. Nous regrettons d'avoir appris la nouvelle avec retard, mais nous accusons bonne réception de la chaleureuse invitation. Général Liber Seregni».

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Périodique mensuel - envoyer toute correspondance : Lutte Ouvrière
24, rue Van Elewijck - 1050 Bruxelles - Abonnement annuel : 100 F.
Abonnement de soutien : 600 F - à verser au CCP 000-0976234-26 de
Pôlet - Éditeur responsable : Pôlet Claudine - 24, rue Van Elewijck -
1050 Bruxelles.

23e année - Numéro 366 - 27 Décembre 1985

10 Francs

La crise de la gauche, les élections et la lutte pour les transformations sociales

EDITORIAL

Beaucoup de militants des organisations de gauche, et surtout du Parti Communiste et du mouvement chrétien de gauche, tirent des conclusions pessimistes des élections du 13 Octobre, en les considérant comme une sorte de «plébiscite» pour le gouvernement Martens-Gol, grâce auquel Martens V a pu devenir un Martens VI qui va poursuivre et même aggraver la politique antérieure d'austérité pour les masses travailleuses, et de super-profits pour les grosses sociétés capitalistes.

Mais cette conclusion ne tient compte que d'impressions superficielles de la vie politique de cette dernière période. Si on fait un bilan du nombre de voix qui se sont portées sur les différents partis à ces élections par rapport aux précédentes, on peut constater qu'il n'y a aucun gain du PRL-PVV, ni du PSC-CVP, mais bien un regroupement au sein de la droite, dont l'UDRT, le FDF, les petits mouvements flamands ou francophones de droite et d'extrême droite font les frais. Par ailleurs, les deux partis socialistes (PS-SP) ont gagné ensemble plus de 200.000 voix (comme le souligne le président de la FGVB Vandenberghe). Si l'on fait la somme de toutes les voix de la gauche, y inclus les mouvements de gauche révolutionnaires (POS-PTB) et les Écolos, celle-ci est majoritaire. Ce sont les détours tortueux du système électoral qui ont fait qu'une majorité de voix devienne une minorité de sièges au parlement. La condition de centre droit qui constitue le nouveau gouvernement Martens a une assise très faible. Elle a dû manoeuvrer en excluant le député Volksunie de l'Assemblée Francophone pour avoir, enfin, une majorité d'une seule voix. C'est pour cette raison aussi que le gouvernement Martens s'est attribué des pouvoirs spéciaux, contre l'avis de certains membres de sa propre majorité. Les pouvoirs spéciaux ne faisaient pas partie du programme électoral de ces partis. Mais Martens VI s'est empressé de se les accorder en voyant la fragilité de sa majorité au parlement : d'une part, la possibilité d'être bloqué dans l'application des nouvelles mesures d'austérité par l'opposition de gauche, et d'autre part, la possibilité des défections au sein même des partis de gouvernement.

Il ne faut pas voir les résultats de ces élections par le seul bout de la lunette où se trouvent le Parti Communiste ou le SEP. La perte de voix du PCB et le faible score du SEP sont à analyser, certes, mais ils ne sont pas le critère pour juger du comportement, ni de la portée du mécontentement ou de la volonté de lutte des masses dans le pays.

Des dirigeants syndicaux comme Vandenberghe ou Georges Staquet sont plus proches de la réalité quand ils constatent que ces élections n'ont donné aucune victoire éclatante à la droite, ou que la situation en Belgique peut très bien déboucher sur un nouveau 60-61, mais encore beaucoup plus dur et violent. Ils ne parlent pas ainsi pour se préparer à diriger des mouvements de lutte anti-capitaliste, mais parce que justement, ils craignent de tels mouvements, et ils les sentent mûrir au sein du mouvement ouvrier.

Une semaine après les élections, 250.000 personnes manifestent dans les rues de Bruxelles pour dire leur résolution toujours aussi ferme de faire partir les missiles nucléaires américains de Florennes, et donc leur opposition au gouvernement Martens VI. La masse des jeunes, travailleurs, étudiants ou chômeurs, qui manifestait avec un grand optimisme le 20 Octobre, ne s'est pas laissé décourager par le maintien au pouvoir de la droite pro-missiles. Chacun de ces manifestants ne représente pas que lui-même, il est le porteur des encouragements de ses camarades de travail ou d'école, de son quartier, de sa famille. C'est donc un courant très important de la population du nord et du sud de Belgique qui s'est prononcé avec vigueur contre la politique de Martens VI. Et ce sont des forces qui vont intervenir dans les prochaines luttes dans tous les domaines, tant social que politique.

Voir page 2

Résolution

du Secrétariat International de la IVe Internationale Posadiste :

GORBATCHEV ET LE PROCESSUS DE CHANGEMENT EN UNION SOVIETIQUE

L'élection de Gorbatchev en tant que secrétaire général du PCUS et les mesures qu'il a prises, sont l'expression du progrès qui se développe en Union Soviétique. Ce n'est pas le résultat d'un individu plus capable que les autres, mais cela signifie que la direction actuelle représentée par Gorbatchev, exprime d'une façon plus élevée le progrès intérieur de l'État ouvrier, et en même temps, le processus mondial favorable au socialisme. D'un autre côté, la forme dans laquelle ce changement s'est opéré (l'élection de Gorbatchev) montre l'élévation des relations intérieures de la direction et du PCUS. Cette élection n'a pas été le produit de conjurations, de conspirations ou de luttes internes de fractions, mais le résultat du mûrissement de l'État ouvrier qui a permis une décision homogène et harmonieuse.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a eu ni discussion, ni lutte, mais la résolution indique qu'il existe un accord de fond au sein de toute la direction. Et ceci démontre un des changements les plus importants et les plus profonds de la direction politique soviétique, c'est-à-dire qu'elle accepte les changements consciemment, et qu'elle agit plus en accord avec les besoins du développement du socialisme. Depuis le triomphe de l'Union Soviétique dans la 2e Guerre Mondiale, et ensuite l'élimination de Staline et du stalinisme, un progrès énorme de l'État ouvrier et de sa relation avec le processus révolutionnaire mondial s'est développé. Ce processus, - que le camarade J. Posadas a analysé en montrant que le changement dans les relations de forces mondiales, favorable à la révolution, avait ôté les bases historiques de l'existence de la bureaucratie en tant que pouvoir politique de l'État ouvrier, - a rendu possible le développement d'une nouvelle couche de cadres et de dirigeants qui, même sans avoir la formation marxiste révolutionnaire, avaient une confiance bien supérieure dans l'État ouvrier. De plus, cette couche de dirigeants a fait carrière dans le Parti alors que Staline n'était plus à la tête de celui-ci. Gorbatchev fait partie de ce processus. C'est une nouvelle génération qui a une assurance communiste supérieure, c'est-à-dire une plus grande confiance dans le régime de l'État ouvrier, et c'est pour cela qu'ils cherchent à développer des méthodes de direction beaucoup plus proches de la population soviétique. Ils se sentent en même temps plus sûrs et plus convaincus de la nécessité d'appuyer la lutte anti-

impérialiste et anti-capitaliste dans le monde.

Ces secteurs de la direction du Parti, de l'armée, ont vu la supériorité de l'URSS dans la seconde guerre, et surtout la capacité sociale de l'État ouvrier qui a été le facteur déterminant. Ils ont vu les nouveaux États ouvriers qui se sont constitués en Europe et dans le monde, et comment malgré des limitations importantes ils se sont tous développés et consolidés, alors que le monde capitaliste est passé d'une crise à une autre, jusqu'à la crise totale et finale de cette étape. Ce processus d'élévation et de changements au sein de la direction soviétique n'a donc pas commencé maintenant, et ne se termine pas avec Gorbatchev. Depuis la mort de Staline, les directions soviétiques ont dû céder le pas à une politique plus en accord avec les besoins d'expansion de l'État ouvrier, et par conséquent, affronter le système capitaliste, laissant la politique de conciliation de l'époque de Staline. La direction soviétique n'a pas franchi le pas de la conciliation à la politique révolutionnaire, mais un processus permanent de révolution politique se développe, sous une forme non violente, que le camarade Posadas a appelé «régénérescence partielle». Et ce processus atteint à cette étape un niveau plus élevé, une phase supérieure. Mais ses caractéristiques structurelles n'ont pas changé.

L'État ouvrier soviétique a élevé ses relations intérieures à tous les points de vue : dans la culture, la science, le sport, l'art. Le peuple soviétique a démontré au monde qu'il agit en tant que représentant d'un régime social supérieur, et il s'adresse aux masses du monde en leur communiquant cette assurance. Les masses soviétiques se sont exprimées de cette façon dans la 2e Guerre Mondiale, et elles ont continué à le faire. C'est pour cela que toute activité mondiale qui se réalise en URSS est une tribune du peuple soviétique pour communiquer des relations sociales supérieures, comme ce fut le cas au moment des Jeux Olympiques de Moscou, ou au cours du récent Festival Mondial de la Jeunesse. Que ce soit dans les Jeux Olympiques ou le Festival de la Jeunesse, il y eut la participation du plus élevé de l'humanité. Tous les peuples qui progressent socialement ont pu intervenir, quelques uns pour la première fois. Même les jeunes communistes italiens, avec toutes leurs confusions et leurs erreurs, ont pu parler et poser leurs

(Suite page 5)

L'impossibilité du pluralisme entre capitalisme et état ouvrier

J. POSADAS

Voir page 3

C.C.C. ET TENTATIVES DE POUVOIR FORT

Voir page 2

LES ÉLECTIONS EN POLOGNE

Voir page 4

C.C.C. ET TENTATIVES DE POUVOIR FORT

La plupart du temps, les attentats terroristes restent des énigmes. Mais, en regardant le terrorisme dans d'autres pays par exemple les «loups gris» en Turquie,

les «escadrons de la mort» en Argentine ou au Brésil, nous voyons la main du terrorisme d'État, de la CIA. Croire que la CIA est absente de chez nous, c'est faire

la politique de l'autruche. Les pouvoirs politiques, judiciaires et policiers prétendent chercher les terroristes (en vain) dans les organisations de gauche, alors que les indices existants nous mènent en droite ligne aux organisations d'extrême droite, aux différentes polices, à l'OTAN.

La crise de la gauche...

D'autre part, ce gouvernement qui devrait se sentir si fort après ces élections, utilise le prétexte du terrorisme pour renforcer de façon accélérée ses forces de police et de gendarmerie, et envoie les paracommandos dans la rue pour remplir des tâches de maintien de l'ordre, normalement du ressort de la police et non de l'armée. Il décide de gouverner par décrets pour prendre rapidement des mesures dans les domaines de la sécurité sociale, de l'organisation des services publics, de la distribution des revenus, qui sont tous des «points chauds» pour les travailleurs.

Les mouvements de grèves et de refus de payer la crise du capitalisme sont nombreux et incessants dans tout le pays. Ce sont des mouvements petits dans leur durée ou dans leur étendue, mais ils montrent bien la vitalité et la volonté de lutte qui sont toujours importants dans la classe ouvrière, parmi les autres secteurs des travailleurs, comme ceux des services publics.

Le capitalisme belge a trouvé un certain souffle pendant ces dernières années dans la mesure où le Parti Socialiste et les directions syndicales n'ont mené aucune opposition sérieuse au démantèlement de la sécurité sociale, à l'abandon de l'indexation des salaires, à la privatisation croissante des services publics, et ils ont encore moins proposé une perspective de lutte aux travailleurs, même pas pour maintenir les droits acquis par des années et des années de lutte.

Cependant, ce répit n'a pas éliminé les bases de la crise du capitalisme belge et mondial. Il n'y a aucune relance économique dans le monde capitaliste. Les seuls secteurs d'activité économique qui se soutiennent sont ceux qui travaillent à la production de guerre. Le capitalisme continue à se concentrer et se centraliser dans un nombre de plus en plus restreint de secteurs et la concurrence inter-capitaliste est plus dure que jamais.

La bourgeoisie belge, dans cette situation, se concentre aussi dans le secteur financier, dans quelques multinationales qui font dépendre toute l'économie du pays des marchés extérieurs du monde capitaliste, et surtout des États-Unis. Par contre, cette dépendance elle-même pousse le capitalisme et le gouvernement qui le représente à couper toute ouverture vers les pays socialistes ou à saboter les rares entreprises qui ont des rapports économiques avec les pays socialistes. Pégard en était un exemple, maintenant les Tubes de la Meuse en sont un autre.

On ne peut pas dire que la classe ouvrière est résignée devant la fatalité de la crise. A chaque occasion elle lutte. Mais cette lutte reste fragmentée, elle est ignorée et minimisée par les directions syndicales, par le Parti Socialiste, mais aussi par le Parti Communiste.

Dans les élections, une partie très importante des masses travailleuses a, malgré tout, voté socialiste : c'est une façon d'exprimer son refus de la politique capitaliste de Martens V, et de ne pas vouloir faire les frais de la crise capitaliste. Mais ils ne se sont pas tournés vers le Parti Communiste pour exprimer ce refus. D'une part, c'est la nécessité de faire un vote concentré, de classe, contre le capitalisme personnifié par Martens V, et de donner le plus de voix au parti de gauche le plus susceptible de regrouper les masses. Mais d'autre part, le Parti Communiste n'a pas attiré les forts courants de la classe ouvrière qui ont lutté pendant les années du gouvernement Martens V, parce qu'il a lui-même mené une politique très suiviste de la direction de la FGFB. Tout en se plaignant de «la politique du balcon» menée par le Parti Socialiste, il n'a pas pris de position, ni organisé les luttes, ni montré la perspective anti-capitaliste, ni dépassé les consignes de la direction de la FGFB. Et lorsque la FGFB a signé le pacte pré-électoral avec le Parti Socialiste, le Parti Communiste a été pris au dépourvu, il n'avait rien à opposer à cet accord. C'était trop tard que de dénoncer à ce moment-là seulement le manque de démocratie syndicale, de dire que cet accord ne contenait aucune proposition de lutte (alors que c'était la politique de la FGFB depuis des années qui se retrouvait dans cet accord).

C'est pourquoi beaucoup de travailleurs, qui ont été à la pointe de toutes les luttes de cette période, n'ont pas vu la nécessité de voter communiste pour donner un prolongement politique à ces luttes.

Le Parti Communiste, à la suite de tous ses conflits internes et de l'échec de sa politique antérieure euro-communiste, s'est retrouvé sans programme anti-capitaliste. Ce n'est pas pour cela qu'il faut rejeter sur les travailleurs la responsabilité du retour au pouvoir d'un nouveau gouvernement Martens. Quand la gauche ne montre pas de perspective anti-capitaliste, et ne se montre pas combative pour atteindre cette perspective, la classe ouvrière n'est pas en position de force pour entraîner avec elle des couches hésitantes dans la population travailleuse, employés, cadres, petits indépendants, et ceux-ci continuent à voter pour les partis de la bourgeoisie. C'est toujours au travers des luttes et de son soutien ou de son impulsion aux luttes que la gauche gagne aussi sur le plan électoral. Il n'y a pas un parallèle automatique entre ces résultats électoraux et l'état d'esprit des masses exploitées.

Au contraire, nous devons chercher tout ce qui prépare un changement de cette situation. Les indices de ce changement se multiplient, et il faut y prêter attention. Nous proposons de continuer à discuter cette situation, que ce soit dans le Parti Communiste, dans le mouvement syndical, dans la gauche socialiste et chrétienne, dans le mouvement pacifiste, pour chercher à lier la lutte contre les missiles à la lutte pour la défense des droits démocratiques et des droits sociaux acquis par les travailleurs.

jeu de l'inflation, soit par la distribution des impôts de l'État aux banquiers et aux industriels. Les formes sont nombreuses mais ne changent rien à l'origine du bénéfice : le profit n'est en fait que de la sueur et du sang des travailleurs.

La bourgeoisie, l'impérialisme, savent qu'on ne peut indéfiniment réduire les moyens d'existence des travailleurs, sans une réaction violente des salariés, des chômeurs. Ils se préparent à affronter le ras-le-bol des exploités, des laissés pour compte. La bourgeoisie belge n'ose pas encore s'exprimer comme Thatcher. Elle doit d'abord renforcer les forces de répression contre les ouvriers, mais sans l'exprimer ainsi.

La création de toutes pièces des C.C.C., les actions des «tueurs fous», donnent la justification morale à tous les hésitants, pour le renforcement des forces de l'ordre. Est-il possible à la bourgeoisie de vivre sans s'assurer les moyens de sa survie ? C'est pour cela que l'escalade des forces de répression va de paire avec l'augmentation du chômage et la diminution des salaires.

L'État policier du Chili n'a pas pu empêcher une manifestation de plus d'un million de personnes, et cela malgré les assassinats, les emprisonnements, les disparitions de militants. Une chose est sûre, l'augmentation des forces de répression ne banalise nullement l'exploitation des travailleurs, de la misère, du chômage.

Les dernières élections n'ont rien changé au niveau électoral. Elles ont connu des regroupements à gauche et à droite. Parler de défaite électorale, c'est véhiculer l'idéologie de la bourgeoisie en disant que les travailleurs acceptent leur condition sociale. C'est prendre les travailleurs pour des imbéciles, pour des vaches à lait. Les masses chiliennes, les masses d'Afrique du Sud, sont des exemples pour nous donner confiance dans le rôle de la classe ouvrière belge.

Il n'y a pas de direction ouvrière en Belgique, qui soit capable de centraliser, d'organiser le combat des travailleurs. Cela empêche, d'aboutir à des grèves larges, générales. Mais les grèves partielles, locales, pullulent. Elles se font souvent contre l'avis des directions syndicales. Un exemple parmi d'autres : la grève partielle des transports en commun à Bruxelles. Cela prouve la volonté de combat des travailleurs et le manque de direction.

La CSC et la FGFB dénoncent le terrorisme et ses liens avec l'extrême droite et avec certaines polices, exigeant du gouvernement d'agir en conséquence. Il est certain que le terrorisme augmentera inévitablement contre les militants syndicaux, politiques, pacifistes, etc... Pour parer à cela, il n'y a qu'une solution, mobiliser les masses dans les syndicats, dans les partis de gauche, les organisations démocratiques, dans les mouvements de la paix.

La lutte contre le terrorisme doit s'organiser surtout dans les syndicats. Il faut lier les revendications sociales à la lutte contre le terrorisme et contre les forces de répression. Il est nécessaire d'imposer la démocratie syndicale pour mieux défendre l'organisation syndicale. Aujourd'hui, le pouvoir veut nous habituer à un état de siège non déclaré. Maintenant, il y a 1800 paras dans les rues... et demain, combien de chars ?

SOUTENEZ

**Lutte
Ouvrière**

Abonnez-vous !

Est-il normal que ce soit RTL qui informe que le père de Pierre Carette est un agent de la Sûreté de l'État ? Est-il normal que ce soit un journaliste qui doive mettre en évidence la criminalité politique et vénale du West land New Post, l'implication directe de la Sûreté de l'État, de la gendarmerie, de l'OTAN, qui les financent, les munissent d'armes et d'explosifs, leur donnent des cadres pour former leurs membres, et toutes les informations sur la vie privée des citoyens ? Aucun service de police ne voulait enquêter sur les agissements criminels du WPN (un couple membre de cette organisation avait été assassiné par cette même organisation). La mort par un soi-disant suicide du chef Latinus efface tous les liens connus avec la police et l'OTAN. Le ministre de la Justice, Jean Gol, a refusé d'ouvrir une enquête sur la Sûreté de l'État et a exprimé par contre sa satisfaction envers SA Sûreté de l'État.

Un livre publié par la CIA à l'intention de la Contra nicaraguayenne pour détruire le régime sandiniste, explique clairement comment donner une apparence de gauche à leurs actes criminels. Beaucoup de gens qui soutenaient le Nicaragua expriment des doutes sur le régime actuel, et croient que les Contras existent en partie par les soi-disant injustices du pouvoir sandiniste. Comme quoi les Contras, Action Directe, l'Armée Rouge, les C.C.C., etc..., écartent par le terrorisme une partie de la population de la gauche, et refroidit les intentions d'une partie de la bourgeoisie qui cherche à s'accommoder du Parti Socialiste.

Le terrorisme en Belgique n'est pas un phénomène isolé sur la terre. Il correspond à une méthode de survie des États bourgeois ou inféodés à ceux-ci. En Belgique, le pouvoir de la bourgeoisie, des multinationales, de l'OTAN, ne donne aucun signe apparent de faiblesse. Les bénéfices des sociétés, des banques, n'ont jamais été aussi importants, la cohésion de la bourgeoisie semble très grande.

Pourtant, le pouvoir bourgeois exprime tout le contraire par l'emploi des pouvoirs spéciaux sans contrôle parlementaire bourgeois, par le renforcement constant des forces de sécurité, notamment en adjoignant les paracommandos aux forces de gendarmerie.

En contrôlant les gens dans les rues, dans les trams, en braquant sur eux des mitraillettes, en tuant les gens parce qu'ils ouvrent la porte de leur voiture, ou parce qu'ils n'ouvrent pas la porte, en pratiquant de véritables tortures dans des locaux de police (comme à La Louvière), en perquisitionnant chez des particuliers à tout propos, en fabriquant des cabales contre des gens (comme Carpentier ou Chantal Patenostre), la bourgeoisie belge et l'impérialisme expriment avant tout leur peur.

C'est que pour obtenir plus de bénéfices, il faut diminuer la part du revenu des travailleurs. Beaucoup de camarades oublient que le bénéfice n'est qu'une partie du travail des ouvriers, et rien d'autre.

Les formes d'appropriation du bénéfice varient, elles se font par le patron directement, soit par la spéculation, soit par le

Comment peut-on concevoir que ces capitalistes, qui par leur propre besoin d'existence conduisent les gens à la guerre, à l'empoisonnement, à l'assassinat, vont accepter de se retirer et admettre le progrès ! C'est absurde ! Le seul progrès que le capitalisme accepte est celui dont lui-même peut tirer un profit. S'il doit admettre un autre progrès aujourd'hui, c'est parce qu'on le lui impose, et parce que les États ouvriers sont présents, comme un concurrent historique antagonique. Alors, pour essayer de retenir la petite-bourgeoisie et des secteurs arriérés des masses, il a besoin de se montrer plus capable, ou au moins concurrentiel par rapport aux États ouvriers. Quelle place y a-t-il là-dedans pour le pluralisme, ou pour une diversité de conceptions ou de comparaisons entre le capitalisme et l'État ouvrier ?

Le capitalisme doit faire face à la classe ouvrière, aux paysans, à la petite-bourgeoisie de chaque pays, et aux États ouvriers. Pour cela, il fait le Marché Commun Européen, le Parlement Européen. Il est impossible de changer la fonction du capitalisme. Si on parvient à changer son orientation, cela veut dire qu'on a aussi la force de transformer toute la société.

Le capitalisme a conscience qu'il doit défendre la propriété privée par la force. Il ne souffre pas la comparaison, la concurrence avec les États ouvriers, avec des régimes sociaux supérieurs. Il ne peut l'admettre. La concurrence des capitalistes entre eux les mène à la guerre. Comment concevoir qu'ils ne vont pas faire la guerre contre les États ouvriers ? Ils ne la font pas encore, parce qu'ils ne peuvent pas, mais ils préparent la guerre atomique.

Faire la guerre inter-capitaliste pour résoudre le problème de la concurrence économique, favoriserait l'État ouvrier et la révolution. C'est pour cette raison que le capitalisme ne la fait pas. Mais la guerre commerciale, l'écrasement de pays, tout cela va déboucher sur la guerre. Le capitalisme ne peut pas la faire maintenant, car cela favorise les États ouvriers. Par contre, il maintient à un niveau élevé le fonctionnement des multinationales, ce qui équivaut à une guerre. Il augmente l'empoisonnement des eaux, de l'atmosphère, des aliments, ce qui correspond à faire la guerre. Ce n'est pas la guerre aux États ouvriers, mais parce qu'il ne peut pas. Quand il le peut, il fait et la guerre et la contre-révolution.

Comment peut-on raisonnablement penser que le capitalisme peut supporter la comparaison avec une société supérieure ? Il ne peut l'accepter. On en voit la preuve en économie, dans la culture, la science, les relations humaines. Il n'accepte même pas la comparaison au sein de son propre camp. Il agit en fonction de la concurrence qui conduisait et conduit à la guerre inter-capitaliste.

La conduite des classes est déterminée par leur fonction dans la production et par rapport à la propriété. La conduite du capitalisme n'a rien « d'humain ». Le prolétariat, lui, a une conduite humaine. La condition « humaine » du capitalisme est déterminée par l'intérêt capitaliste. Par exemple, si le capitaliste qui empoisonne les eaux avait conscience de faire du tort, de tuer la population, il n'agirait pas de cette manière. S'il avait la notion que la guerre fait du mal à l'humanité, il ne ferait plus de guerre. Mais le capitalisme conduit à l'empoisonnement de l'eau, à la falsification de la production et aux guerres. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce qu'il ne peut pas venir à l'esprit des capitalistes - allemands, français ou autres - de se dire : « Eh ! Ne faisons pas la guerre pour ne pas tuer les gens ». Au contraire, ils se mettent d'accord entre eux contre les gens.

Le comportement du capitalisme est d'un « rationnel » capitaliste. Il n'est pas irrationnel à cause d'un manque de compréhension de sa part. Non ! Il agit comme il le fait parce qu'il comprend ce que sont ses intérêts, et qu'il défend ceux-ci. C'est pour cette raison que le « pluralisme » dont on parle actuellement est im-

L'impossibilité du pluralisme entre capitalisme et état ouvrier

J. POSADAS

possible. Le pluralisme signifie qu'il est possible d'avoir diverses conceptions d'une finalité, qui requiert la concentration objective des formes de propriété et de la production. On ne peut construire le socialisme avec une pluralité d'intérêts économiques et de pensées. Il n'y a aucun moyen de coordonner l'intérêt socialiste et l'intérêt capitaliste. Il ne peut y avoir d'acceptation de l'un par l'autre. Le capitaliste pense en tant que capitaliste, il pense donc à la façon dont il peut accumuler au travers de la production. Et pour concurrencer les autres, il est amené constamment à diminuer la qualité et à frelater la production. Il emploie des produits chimiques qui empoisonnent la population, au lieu de produire ce dont elle a besoin. Le capitaliste s'en fout. Par exemple : Seveso (1) est un fait de la vie normale, mais la guerre est un Seveso plus complet.

Dans la guerre, le capitaliste assassine, tue tout le monde, tout en posant que la guerre est la principale nécessité de la vie. Mais il détruit des centaines et des milliers de gens, de foyers. Dans quel intérêt ? Dans l'intérêt des capitalistes, et non dans celui de chaque pays. Le capitalisme résout ses problèmes sous cette forme : il commence par la concurrence commerciale, et ensuite il engendre les guerres.

S'il ne fait pas la guerre maintenant, c'est parce qu'il a les États ouvriers en face de lui. Mais au lieu de faire la guerre inter-capitaliste, il augmente la concurrence mondiale jusqu'à en arriver à l'empoisonnement des gens, la pollution de l'eau,

de l'air. Ce qu'on appelle « la pollution » consiste en réalité dans l'empoisonnement pur et simple de centaines et de centaines de milliers de gens dans le monde. On n'en ressent pas encore les effets dans leur ensemble, mais d'ici peu d'années, on les subira de façon concentrée.

Nous insistons sur le fait que le capitalisme ne déclare pas la guerre généralisée entre l'Europe, les États-Unis ou le Japon, parce que cela favoriserait la révolution. Mais il se prépare globalement, en tant que système capitaliste, pour lancer la guerre. La réunion de Porto Rico, qui sera suivie par d'autres réunions, avait pour objet de contenir la concurrence inter-capitaliste, de manière à ne pas fissurer profondément les appareils du système capitaliste, et surtout les plus importants : la France, l'Angleterre, l'Allemagne. Le capitalisme se réunit pour porter la concurrence à un niveau plus haut. Avant, il le faisait au moyen de la guerre. Ces réunions sont de petites guerres, ce sont les grands pays capitalistes qui se réunissent contre tous les autres. Ils barrent la route à n'importe quel pays qui veut se développer sur une base capitaliste. Les grands trusts, qu'on appelle aujourd'hui « multinationales », sont la seule façon de vivre du système capitaliste. Ce sont eux qui dominent. Ils sont une concentration de capitaux de différents pays. L'expansion, qui est la seule forme d'existence possible pour le capitalisme, ne peut plus se faire aujourd'hui que sous forme de capitaux. Cette situation corres-

pondrait à une guerre. Le capitalisme ne la fait pas parce qu'il ne peut décider ni quand, ni où, ni comment. En effet, la puissance des États ouvriers, le progrès de la révolution et des luttes des masses du monde, l'expansion continue de mouvements de libération nationale et sociale, les luttes révolutionnaires comme celles de Madagascar, du Mozambique, d'Angola d'Asie et d'Amérique Latine, font progresser les rapports de forces entre les États ouvriers, les États révolutionnaires et le système capitaliste, en faveur des premiers.

La réunion de Porto Rico est certainement la 25e du genre que tient le capitalisme, sous la direction des Yankees. Ils sont venus y chercher un accord pour régler la concurrence entre eux. Cela va contre la nature du système capitaliste. C'est à cause de la concurrence antagonique du développement des États ouvriers, de la révolution en Afrique, en Amérique Latine, que le capitalisme fait si souvent des réunions pour coordonner ses mouvements et affronter globalement le système des États ouvriers.

Ils cherchent à empêcher un pays capitaliste ou un autre de faiblir. Ils cherchent à généraliser un front unique de pays capitalistes pour empêcher que les secteurs les plus faibles dans la concurrence économique ne tendent à céder aux États ouvriers, ne fassent avec eux des accords commerciaux, économiques, financiers, qui affaibliraient la préparation militaire, politique et sociale de la guerre contre les États ouvriers. Voilà le sens d'une telle réunion. Avant, ils résolvait ces problèmes au moyen des crises et des guerres. Maintenant, ils doivent le faire dans ces réunions où l'impérialisme doit apparaître comme le protecteur des autres pays capitalistes. Mais, même là, il menace de retirer ses forces d'Europe et fait sentir aux bourgeoisies européennes que sans son appui elles vont être balayées par les États ouvriers.

Mais les Yankees font un chantage. En fait, ils ne peuvent retirer leurs troupes. Si l'Europe tombe, les Yankees tombent aussi. Ils utilisent ce chantage comme une simple menace. Les capitalistes européens savent qu'ils n'ont pas de perspective. Les hauts chefs militaires européens sont déjà arrivés à cette conclusion : « La guerre en Europe durera tout au plus 24 heures. Toute l'Europe sera occupée par les Soviétiques en 24 heures ! » Ce n'est pas exact ! Ce sont les masses qui vont occuper l'Europe en 24 heures, et elles diront aux Soviétiques : « Camarades, la voie est libre ! »

Le capitalisme se réunit pour contenir le processus, pour essayer de gagner du temps. Ces préparatifs montrent qu'il ne se dispose pas à respecter la « pluralité » du progrès de l'histoire. On ne peut parler d'objectifs pluralistes sans dire concrètement sur quelles preuves on s'appuie. Par exemple : la pensée capitaliste doit admettre l'existence d'un régime qui lui est antagonique, et elle doit formuler ses conclusions économiques, scientifiques, culturelles, en fonction de l'existence d'un régime supérieur. Dans ce dernier, l'essentiel des intérêts privés détermine un cours supérieur d'intelligence, de culture et de relations sociales. Ce régime envahit les États-Unis sans guerre ! Sans guerre, la France est envahie par l'Union Soviétique. Pourquoi dire : « L'Union Soviétique va nous envahir... » si elle est déjà à l'intérieur !

Le processus des luttes sociales et politiques porte la marque soviétique, sans être dirigé par l'Union Soviétique. Mais toutes les luttes cherchent une conclusion de marque soviétique. Le capitalisme en a conscience. Comment peut-on croire que le capitalisme va accepter la pluralité, alors qu'il se prépare à se défendre contre le progrès historique qui lui est antagonique, non pas contradictoire, mais bien antagonique ! Comment concevoir qu'il va permettre à la base culturelle et scientifique qu'il dirige et soutient de protéger les États ouvriers ou de « pluraliser » avec eux !

Science Culture et Politique présente l'œuvre de

J. Posadas

Plusieurs livres existent aussi en espagnol, anglais, allemand, portugais, italien, grec.

Catalogue complet sur demande :

Boite Postale 17 - Bruxelles 6 - 1060 Bruxelles

Compte 210-0072280-67 Science Culture et Politique

L'Afghanistan et la discussion pour le progrès de l'histoire



Les problèmes de la guerre et de la paix



(Suite page 4)

LES ELECTIONS EN POLOGNE, EXPRESSION DU SOUTIEN DES MASSES A L'ETAT OUVRIER

Les élections qui se sont déroulées récemment en Pologne ont été passées quasi sous silence par les médias des pays capitalistes. Elles témoignent, en effet, d'un important soutien des masses polonaises à l'Etat ouvrier.

Alors que le vote n'était pas obligatoire, plus de 78% des électeurs potentiels ont participé aux élections (soit 8% de plus qu'aux élections municipales de 1984). L'Eglise catholique et le mouvement de Solidarnosc avaient appelé plus ou moins ouvertement au boycott de ces élections. Cependant, dans une région considérée comme un fief de l'Eglise - Chestochowa - 84,22% de la population prenait part au vote ; dans un centre décrié haut lieu de l'opposition de Solidarnosc - Gdansk - la participation était de 66% ; dans une zone essentiellement agricole comme celle de Lesino, 87% des gens ont voté.

Les élections ne sont pas, par elles-mêmes, le baromètre de la démocratie, ni le moyen d'expression et de participation des masses à la vie politique d'un pays. Elles marquent seulement une prise de position, momentanée, d'une partie de la population qui est en conditions de voter. Mais dans la situation actuelle de la Pologne, et surtout à un moment où on présente toujours «le pouvoir» complètement isolé de «la société», ces élections ont une signification particulière, que les militants politiques honnêtes de la gauche ne peuvent ignorer : les appels des milieux les plus réactionnaires de l'Eglise et de Solidarnosc n'ont pas été entendus. Rien n'obligeait les gens à voter. Dans ces élections, la classe ouvrière et la population polonaise en général, a manifesté son appui aux changements en cours dans l'Etat ouvrier, et sa volonté d'impulser et de développer ces changements.

Pendant la période pré-électorale, il y eut une participation importante et critique des travailleurs aux assemblées et aux meetings des candidats. Le renouvellement des cadres au parlement est très important : seulement 20% des anciens députés ont été réélus. Il y a donc 80% de nouveaux élus. (En effet, la nouvelle loi électorale prévoyait qu'un même élu ne pouvait se présenter plus de deux fois). Parmi eux, sur les 460 sièges à pourvoir, 245 sont revenus à des membres du POUP (Parti Communiste), mais les cadres de la direction n'ont pas été élus automatiquement. Il y avait 74 députés indépendants (au lieu de 49 aux élections antérieures) ; 106 du Parti Paysan, 35 du Front Démocratique, 50 (au lieu de 5 précédemment) représentant des organisations de jeunesse, et 30 députés représentant les syndicats (au lieu de 7 antérieurement). Quelques-uns d'entre eux sont d'anciens dirigeants de Solidarnosc.

Il faut voir aussi que les députés du parlement polonais ne sont pas des politiciens professionnels. Ils sont révocables par leurs électeurs en cours de législature. Ils n'ont pas de salaire de députés, mais conservent leur salaire et leur profession habituels. Ils ont un crédit d'heures pour assister aux séances du parlement (il y a deux sessions par an).

Ces élections expriment bien un appui de la population à la politique du gouvernement de Jaruzelski, sans que cela signifie un soutien incondicional à cette politique. Mais c'est un appui donné par la classe ouvrière à la lutte contre la spéculation, le marché noir, les inégalités sociales introduites par la bureaucratie, et pour le développement de l'économie de l'Etat ouvrier en fonction des besoins de la population, et avec une dépendance moins grande du marché capitaliste.

Mais le parlement ne peut pas remplacer la vie démocratique soviétique de la population. Il faut des organes dans lesquels tous les travailleurs, les étudiants, les femmes, les jeunes, les paysans, les intellectuels, interviennent et discutent de tous les problèmes de la construction de l'Etat ouvrier polonais. Cela n'annule pas la fonction dirigeante du Parti Communiste, mais c'est le lieu où cette fonction dirigeante est mise à l'épreuve, puise ses idées, son énergie, et s'exerce par la persuasion de l'ensemble des travailleurs.

Les masses catholiques sont très nombreuses en Pologne, il y a aussi une forte proportion de masses paysannes. Mais elles ne sont pas contre le socialisme et elles soutiennent toutes les conquêtes sociales et culturelles que représente la Pologne socialiste. Ces dernières élections en sont un témoignage. Mais il y a surtout le poids de la classe ouvrière polonaise, qui est intervenue avec objectivité dans toutes ses révoltes antérieures et dans son action actuelle, en participant au processus électoral, à la rénovation du mouvement syndical et du Parti Communiste. Cette attitude de la classe ouvrière doit être la base principale de confiance des dirigeants du parti pour poursuivre la tâche des changements dans l'Etat ouvrier.

Les contradictions dans ces changements sont encore importantes. D'une part, les relations et les accords économiques avec les autres pays socialistes, et en particulier avec l'Union Soviétique, se sont accrues pendant ces dernières années sous le gouvernement de Jaruzelski, mais d'un autre côté, la Pologne voudrait obtenir une nouvelle adhésion au Fonds Monétaire International. Cela risque de recréer une dépendance de la Pologne envers les pays capitalistes, alors que la dette extérieure de ce pays est encore élevée vis-à-vis de l'Occident. Au même moment, Cuba appelle les pays capitalistes sous-développés d'Amérique Latine à faire la grève de ce remboursement. Cette consigne s'applique à plus juste titre encore à un Etat ouvrier comme la Pologne.

Les précédentes directions de la Pologne ont cherché le développement économique du pays en liant celui-ci financièrement, technologiquement, commercialement avec le système capitaliste, pour résoudre les insuffisances. En réalité, elles ont provoqué la dépendance économique par rapport à l'Occident, la corruption, et surtout, elles ont introduit la crise du capitalisme dans le système d'économie de l'Etat ouvrier. Ces directions étaient devenues étrangères aux travailleurs polonais, et étaient incapables de laisser les travailleurs participer au développement politique.

La Pologne n'est pas plus responsable de la crise de l'économie capitaliste que des manœuvres du capitalisme américain qui spéculent à volonté sur le dollar et rend la dette des pays débiteurs chaque fois plus insupportable.

Les Etats ouvriers ont la force de se détacher de cette dépendance financière du monde capitaliste. Ils ont déjà un centre de planification en commun, le COMECON. Il faut renforcer ce centre et ajourner les remboursements envers les pays capitalistes.

Ces problèmes doivent être débattus dans tous les organes de participation de la population. L'élaboration et le contrôle du plan économique doivent être aussi le fruit de la participation, des idées et du contrôle de la classe ouvrière. Pour éliminer les bases de la reproduction de la bureaucratie, il faut notamment tendre à réduire les relations économiques avec les pays capitalistes, et augmenter toutes celles avec les autres pays socialistes, les Etats révolutionnaires, tous les pays en voie de développement. Le voyage de Jaruzelski en Algérie et en Libye est important dans ce sens.

Mais sa rencontre avec Mitterrand et la venue de Willy Brandt en Pologne sont aussi importantes : la direction de l'Etat ouvrier ne vient pas négocier en position de faiblesse avec la France ou avec l'Allemagne. Elle cherche à utiliser les contradictions dans le monde capitaliste pour

faire avancer ses propres positions. Après tout ce qu'ont fait les pays capitalistes pour boycotter l'économie polonaise, pour lui créer les pires difficultés sociales et politiques, voilà qu'un des dirigeants des grands pays capitalistes reçoit le dirigeant d'un Etat ouvrier qui avait été mis au banc des accusés par le capitalisme mondial.

Il est certain qu'il y a des divergences de positions parmi les dirigeants de l'Etat ouvrier polonais. Il y a aussi une résistance très forte du vieil appareil bureaucratique qui a été mis en brèche dans toute cette dernière étape, ainsi que tous ses privilèges. Les secteurs bureaucratiques les plus corrompus et conservateurs sont ceux qui étaient liés aux relations économiques et commerciales avec les pays capitalistes. Ils ne sont pas encore entièrement éliminés de la vie économique et politique de l'Etat ouvrier. De là, cette discussion sur l'établissement ou non de rapports plus importants avec les pays capitalistes ou avec les pays socialistes.

Dans toutes ces discussions, il est important que la classe ouvrière participe et exerce sa fonction de constructeur et de dirigeant de la nouvelle société socialiste. Les élections parlementaires sont une facette de cette participation. Mais c'est très insuffisant, parce que ce n'est pas un organisme de vie permanente des masses et, en particulier, de la classe ouvrière. De plus, tous les problèmes de la construction de l'Etat ouvrier ne sont pas encore mis sur le tapis publiquement. Par exemple : le plan économique est discuté seulement au parlement, et n'a pas une force impérative dans la vie économique.

Il faut discuter tous ces problèmes dans les comités syndicaux d'autogestion qui sont en train de se former, mais aussi dans les universités, dans les collectivités agricoles, partout dans le pays, en ayant confiance que les masses cherchent à résoudre les problèmes dans le but de faire progresser l'Etat ouvrier polonais vers le socialisme.

5 Décembre 1985.

L'impossibilité du pluralisme...

Suite de la page 3

Sur la base de quels principes, de quelles conclusions, de quels exemples dans l'histoire, une telle conduite pluraliste peut-elle être conçue (2) ? C'est une conception timide, craintive, du progrès de l'histoire. Ce n'est pas une conception ennemie du progrès. C'était la même conception qui avait provoqué des doutes, des hésitations dans une partie de la direction bolchevique au moment de la prise du pouvoir en 1917 (3). Elle n'agissait pas ainsi par lâcheté ou par peur, mais par le sentiment de responsabilité devant un nouveau cours de l'histoire. Elle s'est sentie incertaine au moment de la prise du pouvoir. Ces dirigeants n'étaient ni des lâches, ni des faibles, mais ils éprouvaient une incertitude, car ils se sentaient responsables devant l'humanité et l'histoire. Leur doute provenait de la responsabilité historique et du manque d'expérience et de tradition. Aujourd'hui, il n'y a plus aucun doute à avoir ! Zamora Machel (4), sans chemise et sans chaussures, décide de prendre le pouvoir ! Il a devant lui des exemples qui donnent l'assurance de la voie à suivre.

Ce sont les bases qui permettent le développement de la production, sans limitations d'intérêts particuliers, et donc au maximum de ses possibilités de planification et d'extension. Cela ne conduit pas à une diversité de pensées quant aux voies historiques à suivre, comme le suppose le pluralisme, mais à des différences d'opinions, sur les mesures concrètes à prendre pour développer mieux la propriété étatisée, la planification de la production, le monopole du commerce extérieur, le contrôle ouvrier, la démocratie soviétique.

Le camarade Balibar (5), ou les communistes italiens par exemple, ne parlent jamais de la démocratie soviétique. Ils parlent de «démocratie». Il y a une différence entre la démocratie capitaliste et la démocratie soviétique. La première est déterminée par l'intérêt économique qu'elle représente, et dont elle ne dépasse pas les limites. Elle ne les dépasse que si la lutte de classes le lui impose. Par contre, la démocratie soviétique signifie une vie

de pleine discussion, d'initiatives pour développer la propriété étatisée, le monopole du commerce extérieur, la planification de la production. Elle permet d'éliminer les intérêts privés, et par conséquent, elle élève la capacité, l'organisation de l'intelligence pour élaborer des pensées, des conclusions, des activités culturelles, scientifiques, en fonction du progrès unanime de la société, et non en fonction de celui d'un secteur ou d'un autre, comme le fait la démocratie capitaliste. Celle-ci ne résiste pas à la comparaison.

Il existe 14 Etats ouvriers et 25 Etats révolutionnaires : ce sont des expériences à montrer. Malgré les directions comme celle de Staline, la propriété étatisée, la production planifiée, le monopole du commerce extérieur, ont permis à l'Etat ouvrier de progresser.

(Suite page 6)

GORBATCHEV ET LE PROCESSUS DE CHANGEMENT EN UNION SOVIÉTIQUE (suite)

critiques aux Soviétiques. Ceci montre la fonction qu'accomplit objectivement l'URSS en tant qu'instrument essentiel du progrès de l'humanité. C'est la tribune, le moyen, l'expérience concrète, le soutien matériel de tous les peuples qui se développent socialement et humainement, depuis les Nicaraguayens jusqu'aux masses noires d'Afrique du Sud. L'État ouvrier soviétique est l'instrument à travers lequel les peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, peuvent passer de rien à la construction du socialisme, et ils peuvent donc intervenir pour la première fois dans l'histoire. C'est ce que les jeunes communistes italiens devraient comprendre, ce qui ne veut pas dire qu'il faut arrêter de discuter ou de manifester les critiques qui sont nécessaires. D'ailleurs, c'est la direction soviétique elle-même qui est en train de faire les critiques et les corrections les plus profondes et les plus importantes au fonctionnement de l'État ouvrier, ce qui va beaucoup plus loin que tout ce que posent les partis communistes.

Il faut donc voir que c'est la structure qui existe en URSS qui oblige sa direction à s'élever afin de pouvoir la représenter. On ne peut penser, alors que tous les aspects de la vie progressent en URSS, que la science, la culture, le sport, l'art, l'économie s'élèvent, que ceci ne va pas s'exprimer dans la politique. C'est une nécessité logique du développement de l'État ouvrier que la direction politique soit chaque fois plus l'expression et le représentant des relations sociales de l'État ouvrier. Car la base du régime, c'est-à-dire la propriété étatisée, le monopole du commerce extérieur, et la planification centralisée de l'économie, crée les relations qui vont permettre d'éliminer les contradictions sociales de classe, qui mènent à l'antagonisme social dans le régime capitaliste. Il peut arriver dans l'État ouvrier, et pour un court délai, qu'une direction soit en contradiction avec les objectifs de la structure sociale et économique, mais cette contradiction doit s'éliminer dans le cours du progrès de l'État ouvrier.

Le système des États ouvriers a besoin d'une direction qui corresponde à son besoin d'expansion. Pour s'étendre, l'URSS doit développer les forces sociales et économiques qu'elle représente, et elle doit donc reproduire l'État ouvrier là où elle va. Mais cette activité mondiale requiert une politique, une tactique, un programme, de l'intelligence, et par conséquent un parti et une direction. Même là où les Soviétiques interviennent militairement, ils essaient d'élever socialement le pays, comme ils sont en train de le faire en Afghanistan, ou comme le Vietnam est en train de le faire au Cambodge.

Dans ce sens, les changements entrepris par Gorbatchev font partie de ce processus. L'URSS est le centre du processus historique mondial, le «pilier du progrès» comme le définissait le camarade Posadas. Gorbatchev n'est pas un réformiste de l'État ouvrier, mais un dirigeant ayant une conscience supérieure de la fonction historique de l'Union Soviétique, et qui cherche par conséquent à développer les forces que le vieil appareil bureaucratique empêche d'intervenir. C'est pour cela que le centre des mesures prises par la direction soviétique consiste à développer la fonction dirigeante du parti, en éliminant les secteurs bureaucratiques éduqués dans la conception répondant aux intérêts bureaucratiques de n'affronter personne et de ne rien changer.

Dans l'État ouvrier soviétique, la façon la plus profonde de développer le fonctionnement démocratique se fait à travers le progrès du parti, qui est l'instrument qui développe l'intervention des masses de la façon la plus effective, qui discute, contrôle, résout et applique. Le parti est l'instrument qui développe la capacité de direction des masses. C'est pour cela que la direction a déjà changé

presque la moitié des cadres intermédiaires, et que la rénovation du Comité Central, commencée à l'étape de Brejnev et accélérée avec Andropov, continue. Au niveau régional, plus d'un tiers des dirigeants a changé, et Gorbatchev pose constamment un principe de conduite pour les dirigeants, qui en réalité vient de Lénine et des Bolcheviques, «vivre en fonction de ce qu'on prêche». Cela fait partie d'une lutte contre les secteurs bureaucratiques les plus arriérés, qui sur la base de la toute-puissance du pouvoir, maintiennent une conduite éloignée du parti, de privilèges et d'avantages matériels.

C'est un processus d'ajustement du fonctionnement de l'État ouvrier et de développement d'expériences qui font déjà partie d'une étape de progrès vers le socialisme, dépassant l'étape actuelle d'État ouvrier. Cela signifie que les étapes de correction du fonctionnement bureaucratique se combinent avec les tâches qui sont déjà celles d'une étape supérieure de la vie, qui inclue des activités qui font partie de la construction du socialisme.



Paris, 4 octobre 1985. Mikhaïl Gorbatchev, accompagné de Vadim Zagladine, l'un des responsables des relations internationales du PC soviétique, visite la maison de Lénine, rue Marie-Rose, dans le 14^e arrondissement.

L'aspect fondamental de la rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève, est caractérisée par la direction actuelle en URSS qui n'est pas disposée à céder au capitalisme, que ce soit militairement ou politiquement.

Gorbatchev n'a rien cédé : Il maintient son appui au Nicaragua, à l'Afghanistan, à la révolution au Moyen Orient, et en Afrique. Ce processus avait déjà commencé avec Brejnev, qui représentait un changement de la politique de coexistence pacifique de Staline et Kroutchev.

L'objectif de Reagan, représentant de l'impérialisme américain, était d'obtenir des concessions de la part des Soviétiques. Et c'est Reagan qui a dû exprimer des promesses de paix démontrant ainsi son échec de toutes tentatives d'intimider ou de détruire les mouvements révolutionnaires dans le monde.

En même temps que les Soviétiques maintiennent leur appui au mouvement révolutionnaire du monde, aux états révolutionnaires, ils pratiquent un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires démontrant ainsi leur haine et leur rejet de la guerre qui ne correspond à aucune nécessité pour la construction du socialisme.

Nous appuyons toutes les propositions de paix et de désarmement des Soviétiques et soutenons l'URSS et tous les États Ouvriers dans leur effort de soutien à la révolution mondiale, aux états révolutionnaires, aux mouvements de libération et aux mouvements anticapitalistes dans le monde.

A l'étape de la guerre que l'impérialisme yankee prépare désespérément contre les États ouvriers, il est nécessaire que la direction soviétique élève l'intervention politique de l'État ouvrier dans le monde, et pèse avec l'exemple de ses relations intérieures sur les masses du monde. Ce fut l'effet des Jeux Olympiques de Moscou, comme celui du Festival de la Jeunesse, qui bien que la presse mondiale l'ait passé sous silence, est parvenu aux masses du monde et a gagné toutes les directions honnêtes qui y ont participé.

Dans n'importe quelle activité qui se réalise en URSS, le peuple soviétique intervient comme un facteur fondamental, qui avec sa conduite humaine élevée, avec sa relation objective fraternelle communiste, influence et gagne tous ceux qui participent. On vit en URSS une relation humaine qui est déjà incorporée à son peuple et à la conscience des masses du monde, à la différence que celles-ci ne peuvent la pratiquer quotidiennement parce qu'elles vivent sous le système capitaliste. Il n'y a que l'État ouvrier qui puisse le faire. Mais quand des activités

de cette nature se réalisent, c'est qu'il y a une direction qui est en train d'élever sa compréhension de la fonction de l'Union Soviétique en tant qu'instrument du progrès de l'humanité, en tant que centre mondial de la lutte contre le système capitaliste et la guerre qu'il prépare.

La IV^e Internationale Posadiste salue l'activité de la direction soviétique, des cadres communistes du PCUS, de l'Armée Rouge et du peuple soviétique, qui dans ce Festival Mondial de la Jeunesse, comme auparavant dans les Jeux Olympiques de Moscou, ont donné assurance à l'humanité dans le progrès socialiste. L'humanité a besoin de cette activité qu'organise l'État ouvrier pour développer les expériences qui permettent le progrès social, culturel, scientifique, et pour discuter ces expériences. Le système capitaliste est épuisé, il ne peut rien donner de plus, mais il manque la coordination mondiale des expériences de progrès anticapitaliste, parmi lesquelles les États ouvriers sont le centre, et particulièrement l'URSS. C'est pour cela que toutes ces activités réalisées par les États ouvriers, tout comme les réunions organisées par Cuba en Amérique Latine sur la dette extérieure, ont eu un effet politique et social très profond. Toutes les directions qui ne comprennent pas cette relation restent paralysées et en marge du processus historique. Mais elles peuvent influencer beaucoup plus de nombreux secteurs et courants, y inclus du camp bourgeois, et c'est à travers des activités mondiales comme celles-là, où toutes les tendances qui veulent progresser peuvent intervenir, que l'autorité et l'influence organisationnelle de l'État ouvrier va se développer énormément dans le monde, entre autres choses parmi les masses des États-Unis.

Nous lançons un appel à faire des réunions dans lesquelles l'État ouvrier soviétique et les autres États ouvriers, le cubain, le vietnamien, appellent à discuter avec toutes les tendances anticapitalistes et anti-impérialistes ou progressistes en général, les expériences réalisées, ainsi que les changements qui sont en train de se faire à l'intérieur des États ouvriers. Que l'URSS fasse des réunions mondiales pour discuter les nettoyages qu'elle fait, en montrant qu'ils ne sont pas le produit de failles de l'État ouvrier, mais qu'ils font partie des tâches nécessaires du processus de construction de l'État ouvrier vers le socialisme, et qu'ils sont la conséquence d'une étape antérieure dans laquelle la direction manquait.

Toute l'humanité est en train d'apprendre en même temps que les dirigeants soviétiques à fonctionner et à élever le fonctionnement communiste du parti et de sa direction. C'est une nouvelle étape de développement de l'intervention de l'État ouvrier à travers une structure, un niveau atteint, surtout de la part de l'URSS, qui ne permet plus aucun recul. Le monde entier a vu qu'un peuple qui intervient comme il l'a fait dans les Jeux Olympiques, ou comme maintenant dans le Festival de la Jeunesse, ou bien dans les nettoyages que la direction développe ouvertement, sans occulter les erreurs, les failles, en discutant tout publiquement, ne peut intervenir dans un autre pays pour l'opprimer. C'est pour cela que dans le monde, il n'y a et il ne pourra y avoir aucun mouvement contre l'intervention soviétique en Afghanistan. Voilà ce que les camarades communistes italiens doivent apprendre. L'URSS n'est pas la propriété de Gorbatchev, ni de la direction du PCUS, c'est un instrument de l'humanité dont ses dirigeants font partie. C'est là la compréhension nécessaire pour comprendre le processus en Union Soviétique et sa relation avec le monde. C'est le processus que le camarade J. Posadas a analysé. Il n'a pas pu vivre assez pour participer à ces progrès, mais il est présent et vivant dans ce triomphe de l'humanité qu'a représenté la réalisation du Festival Mondial de la Jeunesse à Moscou, et que représente le progrès de l'intervention de la direction soviétique.

29 Août 1985.

L'impossibilité du pluralisme

Suite de la page 4

Il n'y a pas de doute que la révolution n'admet pas la pluralité, les divergences antagoniques entre les régimes de propriété. De telles divergences s'expriment ensuite dans la conception de l'économie, dans la culture, la science, ou les relations sociales. Qu'est-ce que cette invention de la pluralité ? A quelle nécessité obéit-elle ? A quels principes politiques ? A quel exemple historique se rattache-t-elle ? A aucun ! Aucun des « pluralistes » n'a pu donner un seul exemple de progrès dans la construction d'une nouvelle société où le pluralisme ait servi au développement de l'histoire.

La crainte, la vacillation, le manque de sécurité historique, poussent ces camarades à éluder la responsabilité de la lutte pour le pouvoir, et à espérer que le progrès continu, systématique, lent, va éliminer de lui-même le capitalisme. Cette insécurité leur vient aussi d'un manque de conception, de vie, de centre théoriques et politiques.

Lorsque les Soviétiques les critiquent, ils disent des choses justes, mais ils ne donnent pas non plus d'exemples, de raisonnements, d'analyse, montrant que l'ennemi antagonique du progrès de l'histoire ne va pas admettre qu'on le déloge. Ils n'expliquent pas les formes de raisonnement conduisant à une telle conclusion qui sont le résultat de la crainte, de l'hésitation, du manque de préparation théorique et politique de ces directions.

La classe ouvrière tend, tout naturellement, à comprendre qu'il faut changer l'histoire par la force. Elle occupe et dirige les usines, chasse les patrons, démontre que le patron est inutile. La classe ouvrière se prépare à éliminer la classe dirigeante.

Aucun exemple ne montre que les changements historiques puissent se faire sans la force, ou avec l'assentiment de l'ennemi, ou que le pluralisme ait permis d'éliminer le système capitaliste et d'atteindre des formes supérieures d'existence. La pluralité est antagonique à la nécessité. S'il s'agit de diversité dans le camp ouvrier, alors le pluralisme n'est pas nécessaire, mais par contre, le développement des pensées de progrès, des idées révolutionnaires l'est. La pluralité implique diverses conceptions du progrès de l'histoire, dont le capitalisme serait un facteur. Mais le capitalisme ne fait que transiter actuellement, il n'apporte aucun progrès.

Dans le camp des idées socialistes, il n'y a pas de pluralisme. Il y a une diversité d'expériences et de tendances, de courants et de méthodes, ou de formes d'explications politiques pour un problème ou un autre, mais cela ne veut pas dire « pluralité » de conceptions, d'intérêts. Il y a une uniformité de l'intérêt socialiste, avec une diversité d'opinions qu'il faut expérimenter. Cela donne lieu à la formation de différents courants. Il y a aussi la lutte à mener contre les tendances bureaucratiques. Pour se défendre de ces courants, il faut la démocratie soviétique et non la démocratie en abstrait. Il y a de la place pour toutes sortes d'interventions culturelles, artistiques, scientifiques, mais sur la base d'une seule conclusion : la défense de la propriété étatisée, de la production planifiée, du monopole du commerce extérieur, du contrôle ouvrier.

Sous le régime capitaliste, une dictature du type de Staline aurait ramené l'économie à un niveau inférieur, au féo-

dalisme. Mais Staline, en Union Soviétique, a dû pour se maintenir lui-même, s'appuyer sur la planification de la production, l'étatisation de la propriété, le monopole du commerce extérieur. Là se trouvaient les bases du développement de l'économie et de la puissance soviétique, qui permirent de détruire le nazisme. On ne peut pas dire simplement : « Nous ne voulons pas revenir à Staline ». Il faut dire aussi : « Nous soutenons la structure de l'État ouvrier qui a été capable de supporter et de dépasser Staline ».

Toute discussion qui ne se base pas sur ces expériences est ambiguë, faite dans le vide. Tous ces problèmes vont être remis en discussion, entre autres celui de la nécessité urgente de la planification des États ouvriers.

Le pluralisme signifie également qu'on en reste aux limites de chaque pays : la France garde « les couleurs de la France », et l'Italie « les couleurs de l'Italie ». On ne peut, par conséquent, faire avancer l'économie, la production, la science, la technique à l'échelle mondiale. On les laisse dans les limites des intérêts de la concurrence inter-capitaliste qui entrave énormément et détruit même en partie le progrès. La concurrence détermine le fait que la production qui ne peut s'imposer sur le marché est jetée ou abandonnée. Mais le prix de cette production non vendue se retrouve dans le prix des autres produits. Marx nous a enseigné que tout le coût de la production capitaliste, y inclus la part qui s'élimine car elle n'est pas concurrentielle, se retrouve dans les prix.

Le système capitaliste n'a rien de mystérieux. C'est un système de production déterminé par l'avidité de l'accumulation de capitaux sur la base de l'exploitation des masses. Il ne peut donc engendrer de sentiments, ni d'idées de progrès de l'humanité. Le capitaliste n'a d'intérêt que pour lui-même. Quand il admet le progrès, c'est parce que le développement des luttes sociales, de la lutte de classes, le lui impose.

La démocratie dans les pays capitalistes n'est pas le résultat de la production capitaliste, ni celui du « pluralisme » de l'exploitation capitaliste. Elle n'existe que parce que la lutte de classes l'a imposée. Et pour maintenir la démocratie, cette lutte tend à l'abolition du système capitaliste.

Toutes ces discussions vont revenir à l'ordre du jour. Elles font partie d'une nécessité de l'histoire. Ces prises de positions de Balibar ne sont qu'un début. Balibar n'exprime pas le niveau le plus élevé de la discussion. Les Soviétiques eux-mêmes ont déjà posé la discussion à un autre niveau. Ils ont critiqué les communistes espagnols et français, mais en faisant des considérations très limitées. Ils ne développent pas des analyses, des expériences. Ils donnent des témoignages mais ne font pas d'analyses conduisant à faire accepter ce témoignage. Ils montrent l'exemple de la Révolution Russe, mais sans dire qu'eux-mêmes avaient les mêmes positions que le Parti Communiste Français. Ils ont attendu plus de deux ans pour tirer des conclusions des raisons de l'assassinat d'Allende et de l'échec de l'Union Populaire au Chili.

Les Soviétiques ne discutent pas avec toute l'objectivité, l'autorité de l'État ouvrier, pour peser dans la polémique. S'ils

remuent un peu les choses, ils doivent en venir inévitablement à l'explication des causes de l'ascension de Staline, de son élimination, du changement de comportement du Parti Communiste Soviétique depuis cette époque. Les dirigeants soviétiques changent sans avoir fait aucune considération autocritique. Aujourd'hui, ils admettent la révolution permanente, alors que la direction de l'époque de Staline a fait assassiner Trotsky pour avoir défendu ce principe.

Aujourd'hui, ils mettent en question, rejettent concrètement et objectivement - bien que sans le dire - la conception du socialisme dans un seul pays, alors qu'ils avaient approuvé et Staline et cette conception ! Que représente l'actuelle direction soviétique ? Est-elle la représentation légitime de l'État ouvrier, ou bien s'agit-il de dirigeants qui ont dû modifier leur conduite et qui préparent des changements très supérieurs aux changements actuels ?

Le processus est en train d'engendrer de nouvelles couches de dirigeants soviétiques, qui représentent encore des intérêts liés à des attaches ou des appréciations bureaucratiques, mais qui seront différents de la direction actuelle. Ce processus inclut les préparatifs de guerre. Il se développe avant et pendant la guerre que prépare l'impérialisme. Il n'est pas exclu que l'Union Soviétique prenne l'initiative de lancer la guerre préventive (6).

Le processus de régénérescence partielle implique toutes ces considérations, et comprend aussi des aspects très avancés de rencontre historique (7). Celle-ci ne se développe pas de façon très prononcée, mais elle s'exprime sous deux formes. La première est qu'on nous laisse intervenir dans la vie des partis communistes. Même les partis communistes qui divergent ou concurrencent l'Union Soviétique, admettent notre intervention, nous laissent vendre des publications, parler, discuter à un niveau très élevé. Le deuxième aspect, plus important que le premier, c'est qu'ils acceptent nos définitions, nos analyses, nos conclusions et notre interprétation du processus de l'histoire : règlement final des comptes, guerre préventive, nécessité de détruire l'appareil de l'État et de le remplacer par un organisme soviétique, non à la pluralité. Voilà autant de concepts qui sont nôtres, et qui ne viennent pas d'eux. Ils les admettent, les divulguent, et les répandent partout dans le monde. Au cours de réunions des partis communistes, on dit à nos camarades : « Ah ! Ces positions viennent de vous ! »

Ces idées progressent systématiquement. La destruction de l'appareil de l'État capitaliste, problème qui fut une des causes les plus importantes de nos divergences avec les partis communistes, est admise aujourd'hui par le Parti Communiste d'Union Soviétique. Il s'agit là d'un problème clé pour le progrès de la révolution. Nos textes sur la nécessité de détruire l'appareil de l'État sont toujours clairement et catégoriquement en vigueur. Ils sont confirmés par de nouvelles expériences.

Il y a en même temps que ce processus de régénérescence partielle dans les États ouvriers, des aspects de dégénérescence très profonds dans certains d'entre eux. Par exemple, les Chinois reculent à l'étape de Staline quand ils appuient la contre-révolution en Angola, au Mozambique, ou dans d'autres parties du monde. Ils le font pour soutenir leurs polémiques et leurs divergences avec l'Union Soviétique. Il n'y a donc pas seulement un processus de régénérescence partielle. La dégénérescence de la part des

Chinois est très profonde, elle atteint le même niveau que Staline, allant jusqu'à s'associer au système capitaliste contre le progrès de la révolution. Les Chinois tendent à empêcher le progrès de la révolution aux dépens même de leurs relations avec les autres États ouvriers. Il existe un courant, une tendance, ayant des intérêts locaux chauvins, identiques à ceux de l'époque de Staline. Ils préfèrent le maintien du capitalisme en Europe à l'Union Soviétique. Quand ils arrivent à adopter de telles mesures, c'est l'indice d'un processus de dégénérescence très profond en Chine, parallèle à celui de la régénérescence partielle en URSS. Des changements structurels vont inévitablement se produire en Chine. La Chine ne peut pas triompher avec une position contre-révolutionnaire.

Dans ce processus, l'Internationale se développe. Nous intervenons et créons de nouvelles sections. Nous ne le faisons pas dans le but de mener une concurrence avec les partis communistes, socialistes, les catholiques ou les militaires, mais pour intervenir dans ce processus, pour préparer le passage à une forme organique de la régénérescence partielle et de la rencontre historique avec les États ouvriers, pour établir des relations supérieures avec le mouvement révolutionnaire, et être admis comme un courant, une tendance du marxisme mondial, du mouvement communiste mondial.

Le processus de la révolution permanente s'accompagne d'un progrès et d'une influence très grande du programme de la révolution politique. Celle-ci prend la forme des événements de Pologne (8) par exemple. Ce programme est admis en principe par l'Union Soviétique et les partis communistes des États ouvriers. Le progrès de la révolution politique dans les États ouvriers se déroule de façon continue, même s'il n'est pas encore considérable.

J. POSADAS
14 Août 1976

NOTES :

1 - Une importante usine chimique dégage dans cette ville d'Italie des nuages de dioxine, produit extrêmement toxique, obligeant la population à l'évacuation, et provoquant des maladies, des malformations congénitales, des avortements ou de la stérilité parmi les gens. Il a fallu des années pour que la population puisse regagner ses habitations.

2 - Le pluralisme est un des concepts qui, avec celui de « l'alternance au pouvoir », du « socialisme dans la liberté », de « la voie indépendante au socialisme », fait partie de « l'eurocommunisme », nouvelle définition des objectifs et de la politique des partis communistes, créé en 1977 par le Parti Communiste Français, Italien, Espagnol, et abandonné depuis.

3 - Référence à Zinoviev et Kamenev, tous deux membres du Bureau Politique du Parti Bolchevique, qui s'opposèrent à la décision du parti de passer outre les tergiversations du gouvernement de Kerensky quant au pouvoir des soviets d'ouvriers et de paysans, et d'organiser la prise en mains directe du pouvoir par les soviets, y inclus par les moyens armés.

4 - Président du Mozambique et dirigeant du FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) qui conduisit le peuple de ce pays à se libérer du colonialisme portugais et à construire l'État révolutionnaire.

5 - Intellectuel communiste français qui se manifeste dans la discussion du PCF sur l'abandon de la dictature du prolétariat, lors de son congrès de 1978, par la défense de ce principe.

6 - Tactique de l'État ouvrier ou du mouvement révolutionnaire, consistant à ne pas laisser l'avantage au capitalisme, mais à prendre les devants, que ce soit sur le plan militaire, ou sur le plan politique.

7 - La régénérescence partielle, processus défini par J. Posadas montrant que « la bureaucratie doit passer d'une politique de répression à une politique de concessions, d'une politique d'alliance avec le capitalisme à une recherche d'alliances avec le prolétariat mondial, d'une politique par laquelle elle donnait les révolutions au capitalisme à une politique où elle donne des armes pour soutenir des révolutions. Cette régénérescence est partielle parce que la motivation de la bureaucratie est de continuer à maintenir son pouvoir... »

La rencontre historique dérive de ce processus et signifie « la coordination, l'unification, la centralisation de toutes les forces conscientes qui cherchent l'application du marxisme pour développer la révolution et construire les États ouvriers... »

8 - Référence à la rébellion qui eut lieu en Décembre 1970 à Gdansk et Stettin.